Nations Unies

S/PV.7268



Conseil de sécurité

Soixante-neuvième année

Provisoire

7268e séance
Jeudi 18 septembre 2014, à 14 h 45
New York

Président :	Mme Power/M. Dunn	(États-Unis d’Amérique)
Membres :	Argentine	Mme Perceval
	Australie	M. Quinlan
	Chili	M. Barros Melet
	Chine	M. Liu Jieyi
	Fédération de Russie	M. Maksimychev
	France	M. Delattre
	Jordanie	Mme Kawar
	Lituanie	Mme Murmokaitė
	Luxembourg	Mme Lucas
	Nigéria	M. Sarki
	République de Corée	M. Oh Joon
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord	Sir Mark Lyall Grant
	Rwanda	M. Nduhungirehe
	Tchad	M. Mangaral

Ordre du jour

Paix et sécurité en Afrique

Le virus Ebola

14-53862 (F)





La séance est ouverte à 14 h 50.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Paix et sécurité en Afrique

Le virus Ebola

La Présidente (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants de l'Afghanistan, de l'Afrique du Sud, de l'Albanie, de l'Allemagne, de l'Andorre, de l'Angola, de l'Arménie, de l'Autriche, du Bangladesh, de la Belgique, du Belize, du Bénin, du Bhoutan, de la Bosnie-Herzégovine, du Botswana, du Brésil, de la Bulgarie, du Burkina Faso, du Burundi, du Cameroun, du Canada, de la Colombie, du Congo, de la Côte d'Ivoire, de la Croatie, de Cuba, de Chypre, du Danemark, de Djibouti, de l'Égypte, de l'Érythrée, de l'Espagne, de l'Estonie, des États fédérés de Micronésie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, de la Finlande, du Gabon, de la Géorgie, du Ghana, de la Grèce, de la Grenade, de la Guinée, de la Guinée équatoriale, du Guyana, du Honduras, de la Hongrie, des Îles Marshall, des Îles Salomon, de l'Islande, de l'Iraq, de l'Irlande, d'Israël, de l'Italie, du Japon, du Kazakhstan, du Kenya, du Kirghizistan, de la Lettonie, du Liban, du Libéria, de la Libye, du Liechtenstein, de la Malaisie, du Malawi, des Maldives, du Mali, du Maroc, de Maurice, de Monaco, du Monténégro, de la Mozambique, de la Namibie, de Nauru, du Népal, de la Nouvelle-Zélande, du Nicaragua, du Niger, de la Norvège, de l'Ouganda, du Panama, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, de la Pologne, du Portugal, du Qatar, de la République démocratique du Congo, de la République dominicaine, de la République de Moldova, de la République-Unie de Tanzanie, de la République tchèque, de la Roumanie, de Sainte-Lucie, de Saint-Marin, du Samoa, de Sao Tomé-et-Principe, du Sénégal, de la Serbie, des Seychelles, de la Sierra Leone, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Somalie, du Soudan du Sud, de Sri Lanka, du Suriname, de la Suède, de la Suisse, de la Thaïlande,, du Timor-Leste, du Togo, de la Trinité-et-Tobago, de la Tunisie, de la Turquie, de l'Ukraine, de l'Uruguay, du Vanuatu, du Viet Nam, du Yémen et de la Zambie à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les intervenants suivants à participer à la présente séance : M. David Nabarro, Coordonnateur principal du système des Nations Unies pour l'Ebola; M[me] Margaret Chan, Directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé; et M. Jackson Niamah, de Médecins Sans Frontières (MSF).

Il en est ainsi décidé.

Au nom du Conseil, je souhaite la bienvenue à M. Niamah, qui se joint à nous aujourd'hui par visioconférence depuis Monrovia (Libéria). Je voudrais signaler que M. Niamah ne se joindra à nous que pendant une partie de la séance afin de pouvoir reprendre son travail – sauver des vie – au centre de traitement de la maladie à virus Ebola de MSF, à Monrovia.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite S. E. M. Thomas Mayr-Harting, Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, à participer à la présente séance.

Il en est ainsi décidé.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite S. E. M. Téte António, Observateur permanent de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies, à participer à la présente séance.

Il en est ainsi décidé.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je souhaite une chaleureuse bienvenue au Secrétaire général, S. E. M. Ban Ki-moon. Je lui donne la parole.

Le Secrétaire général (*parle en anglais*) : Je remercie l'Ambassadrice Power et les États-Unis d'avoir organisé cette séance du Conseil de sécurité sur la maladie à virus Ebola. C'est à deux autres reprises seulement – à propos de l'épidémie de sida – que le Conseil s'est réuni pour débattre des répercussions sur la sécurité d'une question de santé publique. Comme ces autres séances, celle que nous tenons aujourd'hui sur l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest est tout à la fois opportune et manifestement nécessaire.

La crise d'Ebola s'est transformée en une urgence complexe aux dimensions politiques, sociales, économiques, humanitaires et sécuritaires considérables. Les souffrances et les répercussions dans la région et au-delà exigent l'attention du monde entier. Le virus Ebola nous concerne tous.

Cette épidémie est la plus importante que le monde ait jamais connue. Le nombre de cas double toutes les trois semaines. Il y aura bientôt un plus grand

nombre de cas rien qu'au Libéria que depuis les quatre décennies d'histoire de la maladie. Dans les trois pays les plus touchés – Guinée, Libéria et Sierra Leone – la maladie détruit les systèmes de santé. Au Libéria, un plus grand nombre de personnes sont tuées par des maladies curables et des affections courantes que par le virus Ebola.

Le virus a également des conséquences économiques. L'inflation et le prix des denrées alimentaires sont en hausse. Les transports et les services sociaux sont perturbés. La situation est particulièrement dramatique au vu des progrès remarquables que le Libéria et la Sierra Leone avaient faits pour mettre les conflits derrière eux.

Les gouvernements nationaux font tout ce qui est en leur pouvoir. Je salue les actions courageuses des gouvernements, des communautés et des individus qui sont sur les lignes de front, notamment les travailleurs sanitaires locaux, Médecins Sans Frontières, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, et les entités des Nations Unies. La gravité et l'étendue de la situation appellent aujourd'hui à un niveau d'intervention de la communauté internationale sans précédent pour une urgence sanitaire.

Les dirigeants des pays touchés ont demandé à l'ONU de coordonner la riposte mondiale. Nous sommes résolus à faire tout ce qui est nécessaire, à la vitesse et à l'échelle requises. Sous la direction du docteur Margaret Chan, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) s'attache à identifier les meilleurs moyens épidémiologiques de faire face à cette épidémie.

J'ai activé pour la première fois le dispositif d'intervention face à la crise à l'échelle du système. Sous la direction d'Anthony Banbury, un centre de lutte contre le virus Ebola a été mis en place.

Avec l'aide du Gouvernement ghanéen et de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) – mission de maintien de la paix des Nations Unies au Libéria – un pont aérien a été mis en place à Accra pour faciliter l'arrivée de secours et de matériel sanitaires. Les Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies opèrent entre ces pays. La MINUL adapte ses tâches au contexte actuel, et le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, M. Hervé Ladsous, s'est rendu à Monrovia la semaine dernière pour assurer les dirigeants du Libéria de l'appui de la Mission.

Outre les nombreux travailleurs locaux et internationaux, l'OMS, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'UNICEF, le Programme alimentaire mondial et d'autres s'attachent activement à fournir une aide d'urgence. Le programme des Volontaires des Nations Unies a identifié plus de 200 professionnels de la santé et autres experts disposés à être formés et déployés.

En dépit de ces vastes efforts, la propagation de la maladie est bien plus rapide que la riposte. Aucun gouvernement ne peut, seul, faire face à cette crise. Et l'ONU non plus.

Cette situation sans précédent appelle à l'adoption de mesures sans précédent afin de sauver des vies et de préserver la paix et la sécurité. C'est pourquoi j'ai décidé de créer une mission sanitaire d'urgence des Nations Unies dotée de très fortes capacités logistiques et opérationnelles. Cette mission internationale, qui sera nommée Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola (MINUAUCE) aura cinq priorités : arrêter l'épidémie, traiter les personnes infectées, assurer les services essentiels, préserver la stabilité et prévenir de nouvelles épidémies.

Sous la direction du Représentant spécial du Secrétaire général, la Mission réunira l'ensemble des acteurs des Nations Unies et la compétence et l'appui des efforts nationaux. Elle mobilisera les capacités de nombreux partenaires internationaux et travaillera en coordination étroite avec des organisations régionales telles que l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Elle veillera à ce que ces vastes efforts ne fassent pas double emploi, comblent les déficits et soient alignés sur la stratégie d'ensemble. Notre objectif est d'avoir notre équipe préparatoire sur le terrain avant la fin du mois.

J'ai transmis par écrit plus de détails au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale. Je les remercie d'avance pour leur appui.

Le docteur David Nabarro continuera d'assumer son rôle vital d'Envoyé spécial pour l'Ebola en fournissant une orientation stratégique aux divers efforts déployés et en galvanisant l'appui international.

Mes collègues et moi ferons tout ce que nous pourrons pour assurer le succès de cette nouvelle mission. Néanmoins, son efficacité dépendra, de manière décisive, de l'appui de la communauté internationale. Notre meilleure estimation est que nous avons besoin d'une aide 20 fois plus importante.

En début de semaine, l'ONU a décrit un ensemble de besoins essentiels exigeant un montant total de près d'une 1 milliard de dollars au cours des six prochains mois. La capacité d'évacuation sanitaire est un facteur clef. Cela est essentiel si nous voulons être en mesure de donner des garanties aux héroïques travailleurs internationaux, agents sanitaires et agents des services d'assistance, qui mettent leur vie en danger pour venir en aide à d'autres personnes.

Je salue le rôle de mobilisation joué par le Président des États-Unis, Barack Obama, et nous nous félicitons vivement qu'il ait annoncé que les États-Unis déploieront 3 000 soldats chargés d'apporter une expertise en matière de logistique, de formation et de génie. Je remercie également les nombreux gouvernements qui ont fait des contributions, y compris, l'Allemagne, l'Afrique du Sud, le Canada, la Chine, Cuba, l'Éthiopie, la Fédération de Russie, la France, le Ghana, l'Irlande, l'Italie, le Japon, le Kenya, la Norvège, l'Ouganda, le Qatar, la République démocratique du Congo, le Royaume-Uni, le Rwanda et la Suisse. J'espère que d'autres pays qui en ont les moyens feront de même. Des aéroports au Sénégal et en Espagne servent de pôles logistiques. L'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Union européenne, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la Fondation Bill et Melinda Gates et le Fonds mondial participent également à cet effort. Nous espérons que tous ceux qui sont en position de le faire apporteront une aide. Le monde de l'entreprise, par exemple, est bien placé pour apporter une contribution dans les secteurs de la santé, des transports, des communications et de l'information. J'appelle également toutes les grandes compagnies aériennes et sociétés de transport à reprendre leurs services à destination des pays touchés. L'isolement ne fait qu'entraver les efforts internationaux visant à avoir accès aux personnes dans le besoin.

J'accueille avec satisfaction le projet de résolution que le Conseil va adopter aujourd'hui (S/2014/673). Demain, je m'exprimerai devant l'Assemblée générale. Dans une semaine, nous nous réunirons au plus haut niveau pour mobiliser la volonté politique nécessaire pour relever ce défi impressionnant. Nous ne pouvons nous permettre aucun retard. Le coût de l'inaction sera élevé. Nous devons prendre de l'avance sur l'épidémie puis lui faire face et nous y attaquer avec toute notre énergie et toute notre force. Je compte sur l'appui du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et de tous les États Membres pour surmonter cette épreuve.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M. Nabarro.

M. Nabarro (*parle en anglais*) : Je remercie le Conseil de sécurité de me donner la possibilité d'être ici cet après-midi pour parler de l'épidémie de la maladie à virus Ebola en Afrique de l'Ouest. Il y a un peu plus d'un mois, j'ai eu l'honneur d'être nommé Coordonnateur principal du système des Nations Unies pour l'Ebola par le Secrétaire général. Depuis, je me suis rendu à deux reprises dans les pays les plus touchés, ainsi que dans un certain nombre de capitales pour présenter mes observations. J'ai rencontré à de nombreuses reprises le Secrétaire général et ses proches collaborateurs et j'ai également eu l'occasion de mettre au fait de la situation le Président de la Banque mondiale et les responsables d'autres organismes, notamment le Président de la Banque africaine de développement. Mes observations sont les suivantes.

Il s'agit d'une épidémie qui progresse de manière exponentielle. Pour être précis, cela signifie que sa progression double pendant un laps de temps précis et que donc, sur un diagramme, le tracé indique une accélération rapide vers le haut. Nous avons entendu le Secrétaire général dire que l'on estime, pour la plupart, que l'accélération double toutes les trois semaines. Cela signifie que l'ampleur de l'épidémie est deux fois plus importante qu'elle ne l'était lors de ma nomination.

Les réactions se multiplient, et le Secrétaire général nous a dit que non seulement les gouvernements eux-mêmes font beaucoup mais que de nombreuses organisations intergouvernementales et non gouvernementales remarquables mobilisent aussi des ressources supplémentaires. Néanmoins, cette action est renforcée à un rythme plutôt linéaire et donc, sur un diagramme, elle serait représentée par une ligne droite. Cela signifie que l'épidémie s'accélère à un rythme qui dépasse les efforts déployés pour la combattre et que, plus elle s'accélère, plus il sera difficile de la contenir et, surtout, de permettre aux populations des pays touchés de connaître de nouveau la prospérité et le développement dont elles ont tant profité ces 10 dernières années.

Par conséquent, compte tenu de l'accélération de l'épidémie et de la difficulté à la contenir, les risques de difficultés sociétales et économiques pour les populations touchées augmentent. J'estime que, pour prendre le dessus sur l'épidémie, la riposte doit être 20 fois plus forte qu'elle ne l'est actuellement. Ce calcul s'appuie sur l'évaluation du rythme auquel elle se propage, mais également sur le fait qu'il faut entre un et

deux mois pour mettre en place toute intensification de ces efforts.

Il serait déjà difficile d’intensifier les efforts à ce rythme s’il s’agissait d’un problème médical classique pouvant être réglé, par exemple, par un vaccin ou l’administration d’un traitement précis. Cependant, cette maladie est assez complexe, et 12 mesures essentielles différentes doivent en fait être prises pour la contenir efficacement. Le Secrétaire général a présenté les cinq éléments de la stratégie, et je ne veux pas perdre de temps en les répétant. Néanmoins, l’aspect médical est un élément important. Il y a également beaucoup à faire pour rétablir des services de base – soins de santé pour les femmes enceintes, nourriture pour les personnes qui ont pour l’instant du mal à se nourrir et à nourrir leur famille ou même une aide financière car un très grand nombre de foyers ont vu, à cause de cette épidémie, leurs revenus baisser de manière considérable.

Par conséquent, une riposte efficace et intensifiée de manière considérable est essentielle pour les pays touchés. Cela est également essentiel pour le reste de l’Afrique et, je pense que Mme Margaret Chan le dira dans un instant, pour le monde. Je suis convaincu que si elle est bien organisée, cet intensification massive des efforts peut se faire dans les semaines à venir, et permettra de fait de mettre fin rapidement à l’épidémie. Je me félicite vivement des progrès incroyables accomplis depuis mon retour de Conakry, dimanche après-midi.

Premièrement, l’Union européenne a fait une annonce importante lundi à Bruxelles au sujet de son engagement collectif. Mardi, nous avons entendu la puissante déclaration de soutien des États-Unis, qui va dans le sens de ce que le Secrétaire général a établi. Une autre série d’engagements importants a été présentée lors d’une manifestation tenue à Genève et présidée par la Coordinatrice des secours d’urgence, Mme Valerie Amos. Mercredi, une déclaration forte a été prononcée par le Gouvernement britannique. Les offres ont commencé à affluer, en provenance de Cuba, de la Chine et d’autres Gouvernements.

Mais la difficulté est de veiller à ce que toutes ces offres fassent l’objet d’une coordination efficace, depuis une plateforme très puissante qui permette à tous de travailler en toute sécurité dans la région, sans être contaminés à leur tour par le virus. Il faut un dispositif central d’appui qui permette à tous ses acteurs d’œuvrer de manière synergique dans une direction très claire, de manière à ce que l’assistance apportée aide les populations, les communautés et les gouvernements à réagir avec efficacité. Comme un Président me l’a dit samedi, « nous voulons que des gens viennent travailler avec notre nation et ses citoyens, et non qu’ils viennent simplement nous débarrasser du virus ».

Enfin, il nous faut absolument mettre en place un chapiteau gigantesque, parce qu’il est impératif que le monde entier se rassemble derrière les pays et leurs peuples si nous voulons obtenir des résultats rapidement.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M. Nabarro de son exposé.

Je donne maintenant la parole à Mme Chan.

Mme Chan (Organisation mondiale de la Santé) (*parle en anglais*) : Nombreux sont ceux, parmi les gouvernements représentés ici, qui ont apporté une aide, en fournissant des installations de traitement, des laboratoires mobiles, des centaines d’agents de santé et de l’argent. Je les en remercie.

Ce virus, ce mortel et effroyable virus Ebola, nous a pris de court, la flambée se propageant rapidement, comme l’a décrit le docteur Nabarro, et ne cessant de nous surprendre de manière consternante. Nous devons maintenant combler le retard pris sur l’épidémie en agissant de toute urgence. Dans les pays les plus durement touchés, l’augmentation exponentielle du nombre de cas menace de pousser les gouvernements au bord de l’effondrement.

Au cours des dernières années, l’Organisation mondiale de la Santé (OMS) a combattu avec succès de nombreuses grandes épidémies. Mais cette épidémie de maladie à virus Ebola est différente. Bien différente. C’est sans doute le plus grand défi auquel l’Organisation des Nations Unies et ses institutions aient jamais été confrontées en temps de paix. Aucun de ceux d’entre nous qui ont l’expérience de l’endiguement de flambées épidémiques n’a, de sa vie, été le témoin d’une urgence de cette envergure, entraînant un tel degré de souffrance, et un tel enchaînement de conséquences dramatiques. Il ne s’agit pas seulement d’une flambée épidémique. Il ne s’agit pas seulement d’une crise de santé publique. C’est aussi une crise sociale, une crise humanitaire, une crise politique, une crise économique, représentant une menace pour la sécurité nationale bien au-delà des zones d’épidémie. Cette semaine, le Groupe de la Banque mondiale a mis en garde contre « un coup potentiellement catastrophique » porté aux économies des pays les plus durement touchés.

Dans certaines régions, la faim, oui, la faim est devenue une préoccupation encore plus grave que le virus. Ainsi, les champs fertiles du Comté de Lofa, qui était hier encore le grenier du Libéria, sont désormais à l'abandon. Dans ce seul comté, près de 170 cultivateurs et leurs familles sont décédés de la fièvre Ebola. Pour toutes ces raisons, le Secrétaire général et moi-même appelons à une initiative à l'échelle des Nations Unies qui rassemble l'ensemble des moyens de toutes les institutions des Nations Unies concernées. Lors de mes discussions avec les présidents des trois pays touchés, dans les discours que j'ai prononcés récemment aux États-Unis et en Europe, j'ai appelé systématiquement et avec insistance à une augmentation massive et immédiate du soutien international, comme l'a dit le docteur David Nabarro.

Nous avons décrit quels étaient nos besoins les plus urgents dans notre feuille de route et dans les 12 appels qui ont été lancés la semaine dernière par Valerie Amos. L'ensemble du personnel de l'OMS et moi-même nous félicitons sincèrement des annonces faites par les États-Unis et le Royaume-Uni en début de semaine. Elles marquent une nette accélération dans le soutien apporté qui permettra de modifier en profondeur notre capacité collective à reprendre la main sur cette épidémie et à la maîtriser. Ces annonces ont été l'expression de la préoccupation des gouvernements au plus haut niveau, mais elles sont aussi un appel général pour que d'autres pays les suivent. Nombreux sont ceux qui le font, et nous en espérons beaucoup plus encore.

Le fait que les États-Unis, le Royaume-Uni, la Chine, Cuba et d'autres pays utilisent toute une variété de moyens d'action, y compris des moyens militaires, témoigne de la complexité du défi à relever. Ce renfort de soutien pourrait contribuer à inverser le cours des choses pour les quelque 22 millions de personnes, dans les pays les plus touchés, dont les vies et les sociétés ont été bouleversées, dévastées par l'une des plus horribles maladies qui soit. Actuellement, sous la direction du Secrétaire général, le soutien fourni par l'Organisation des Nations Unies et ses institutions évolue et s'accélère aussi. L'ampleur du déploiement, à destination de l'Afrique, de personnel de l'OMS et de personnel international dans le cadre de la flambée, est sans précédent dans l'histoire de l'Organisation.

Désormais, tout est « sans précédent ». Tout arrive aujourd'hui plus vite que jamais auparavant. Les besoins sont immenses, et nous le savons. Selon les rapports, 5 500 personnes ont été infectées par le virus. Plus de 2 500 sont décédées. Et ces chiffres bouleversants sont bien en deçà de la réalité. Les questions de santé, les questions médicales et cliniques doivent rester au cœur de la riposte, en rester l'âme et l'esprit. Il faudra du temps, mais la flambée de maladie à virus Ebola peut être endiguée.

La stabilité de la situation au Nigéria et au Sénégal en témoigne. Lorsque les premiers cas importés dans ces deux pays sont apparus, nous savions très bien à quoi nous en tenir. La prise en main de la situation par les gouvernements, avec l'appui des Centres pour le contrôle et la prévention des maladies des États-Unis, de Médecins Sans Frontières et de l'OMS, a permis une riposte immédiate et les mesures d'urgence requises ont été prises. Nous sommes confrontés à des mouvements de population sans précédent de part et d'autre des frontières poreuses de l'Afrique de l'Ouest. D'autres pays devront faire face, d'une manière tout aussi offensive, à des cas importés. Parce que le soutien à cette riposte coordonnée par les Nations Unies continue à affluer, je ne doute pas de notre capacité à vaincre cette épidémie.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie Mme Chan de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Niamah.

M. Niamah (Médecins Sans Frontières) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier l'Ambassadrice Power d'avoir invité mon organisation, Médecins Sans Frontières (MSF), à s'adresser aux nations qui peuvent aider mon peuple, mon pays et ma région.

Je suis honoré de représenter MSF. Nous accueillons très favorablement le plan annoncé par le Président Obama pour lutter contre Ebola, et nous espérons qu'il sera mis en œuvre sans délai. Nous appelons également les États Membres de l'Organisation des Nations Unies à mobiliser eux aussi leurs capacités. Chaque jour qui passe, l'épidémie se propage davantage et détruit de nouvelles vies.

C'est en mars que j'ai entendu parler pour la première fois des cas d'Ebola. Peu après, la maladie est arrivée à Monrovia. Dès lors, les gens ont commencé à mourir. Ma nièce, Francila Kollie, et mon cousin, Jounpu Lowea, tous deux infirmiers, ont été infectés sur leur lieu de travail. Alors qu'ils étaient sous traitement, ils sont morts à la fin de juillet. Tant de mes amis, de mes camarades d'université et de mes collègues sont morts ces derniers mois.

Puisque j'avais une formation médicale, j'ai pensé que j'avais la responsabilité d'aider mon pays. Je suis chef d'équipe au centre de traitement de Médecins Sans Frontières à Monrovia. J'ai travaillé au triage, où l'on examine les patients préalablement à leur admission, dans la tente où l'on met les cas présumés, et avec des patients porteurs avérés du virus Ebola. Puisqu'il n'y a pas de traitement curatif, nous fournissons des soins de soutien à nos patients sous la forme d'aliments, d'hydratation et d'un traitement de base des symptômes. Si les patients sont traités suffisamment tôt, leurs chances de survie sont bien meilleures.

Je ne peux rester là à regarder mon peuple mourir. Mais, tout comme mes collègues, je ne peux combattre seul le virus Ebola. Nous avons besoin de la communauté internationale; la communauté internationale doit nous aider. Je voudrais donner des exemples de notre combat de tous les jours.

Nous avons vu tant de patients mourir. Ils meurent seuls, terrifiés et sans la présence de ceux qu'ils aiment. En tant que personnel médical, nous devons adopter une autre façon de faire face. Lorsque j'entre dans le centre de traitement de la maladie à virus Ebola, je me concentre sur les besoins de mes patients. Nous essayons de prendre en charge et d'aider d'abord les plus faibles d'entre eux, ceux qui ont le plus besoin d'aide – de vivres, d'eau – et ceux qui veulent parler à nos conseillers parce qu'ils sont si traumatisés et parce qu'ils ont si peur.

Nous essayons d'en traiter le plus grand nombre possible, mais il n'y a pas assez de centres de traitement et de lits. Nous devons refuser des personnes et elles meurent à nos portes. En ce moment-même, pendant que je parle, il y a des patients assis devant l'entrée du centre, qui implorent littéralement qu'on leur permette de vivre. Ils se sentent, à juste titre, isolés, négligés, seuls et niés dans leur existence. Ils sont abandonnés à eux-mêmes; ils meurent d'une mort horrible, d'une mort indigne. Nous manquons à ces malades parce qu'il n'y a pas assez d'aide sur le terrain. Nous manquons à ceux qui seront inévitablement infectés, parce que nous ne pouvons soigner correctement les malades dans un cadre sûr, protégé, et prévenir la propagation du virus.

Je me trouvais un jour, cette semaine, à l'extérieur du centre de traitement, en train de prendre mon déjeuner. J'ai rencontré un garçon qui s'était approché de la grille. Son père était mort du virus Ebola une semaine avant. J'ai vu que sa bouche était rouge de sang. Nous n'avions pas de place et nous n'avons pas pu le prendre. Nous pouvions voir qu'il avait la bouche en sang. Lorsqu'il est reparti vers la ville, j'ai pensé à part moi que ce garçon allait prendre un taxi, qu'il allait rentrer à la maison, dans sa famille, qu'il allait rester chez lui et infecter sa famille. Il infectera aussi d'autres personnes... Pendant mon service de nuit, j'ai vu un patient qui avait fait un trajet de douze heures en ambulance parce qu'il n'y avait pas d'autre centre de traitement.

Nous devons d'urgence maîtriser cette maladie et nous avons pour cela besoin de l'aide du Conseil. Il nous faut procéder à ce que l'on appelle une recherche des sujets contacts, afin de suivre toute personne ayant été en contact avec quelqu'un qui a contracté le virus Ebola ou en est mort. Nous devons sensibiliser la population sur cette maladie : le déni a été tel – encore maintenant – en dépit de l'attention internationale.

Nous avons besoin de plus de centres de soins pour que tout le monde puisse trouver un lit et n'ait pas à rester chez soi, et à infecter d'autres personnes. Nous avons besoin d'une formation de notre personnel médical aux procédures qui conviennent pour qu'il puisse continuer à assurer le fonctionnement de ces centres. Nous avons également besoin de mettre les services de santé en ordre de marche et de veiller à ce que les employés, dans les ambulances, soient sûrs pour le personnel de santé. Nous avons vu trop de personnel de santé et de chauffeurs d'ambulance arriver dans nos centres comme patients, et exposés au même sort.

Alors, nous prions le Conseil d'envoyer des hélicoptères, de nous donner des centres, des lits et des spécialistes. Mais il faut qu'il sache que nous avons également besoin des choses les plus élémentaires : il y a encore des foyers à Monrovia qui n'ont pas de savon, d'eau et de seaux. Rien que ces simples choses pourraient aider à endiguer la propagation du virus. Le virus Ebola touche tous les aspects de nos vies. Les écoles et les universités ont fermé, comme les services publics. Le sort de mon pays, l'avenir de mon pays, je le sens, est dans la balance.

Ma femme travaille à l'hôpital John Fitzgerald Kennedy à Monrovia. Nous veillons à éduquer nos enfants, pour qu'ils servent d'exemples pour leurs pairs. Nous demandons aux Nations Unies d'être un exemple pour leurs pairs, en tant que nations disposant des ressources, des moyens et des compétences nécessaires pour mettre fin à la catastrophe. Nous n'avons pas la capacité de répondre seuls à cette crise. Si la communauté internationale ne se mobilise pas, nous serons rayés de

la carte. Nous avons besoin de l'aide des États Membres. Nous en avons besoin maintenant.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je remercie M. Niamah de son exposé.

Les membres du Conseil sont saisis du document S/2014/673, qui contient le texte d'un projet de résolution présenté par les pays suivants : Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Andorre, Angola, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, Égypte, Espagne, Érythrée, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Gabon, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guinée, Guinée équatoriale, Guyana, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Monténégro, Mozambique, Namibie, Nauru, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République démocratique du Congo, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Somalie, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Viet Nam, Yémen, et Zambie.

Je crois comprendre que le Conseil est prêt à voter sur le projet de résolution dont il est saisi.

Je vais maintenant mettre aux voix le projet de résolution.

Il est procédé au vote à main levée.

Votent pour :

Argentine, Australie, Tchad, Chili, Chine, France, Jordanie, Lituanie, Luxembourg, Nigéria, République de Corée, Fédération de Russie, Rwanda, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États-Unis d'Amérique

La Présidente (*parle en anglais*) : Le résultat du vote est le suivant : 15 voix pour. Le projet de résolution est adopté à l'unanimité en tant que résolution 2177 (2014).

Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentante des États-Unis.

Je remercie le Secrétaire général Ban Ki-moonde son exposé, ainsi que le docteur. Nabarro et Mme Chan de leurs observations et du rôle essentiel que les Nations Unies jouent s'agissant de faire face à l'épidémie d'Ebola. Je voudrais aussi rendre hommage à toutes les personnes qui sont en première ligne dans ce combat – des personnes telles que M. Jackson Niamah qui risquent leur vie pour juguler ce virus mortel. Nous sommes édifiés par leur dévouement, leur compassion.

Aujourd'hui, le Conseil de sécurité tient une séance d'urgence sur une crise sanitaire pour la première fois dans l'histoire de l'Organisation des Nations Unies. Le Conseil de sécurité vient juste de lancer un appel à l'action. Nous avons appelé toutes les nations à prendre des mesures rapides et décisives pour empêcher que l'Ebola ne continue de se propager et nous avons déclaré que l'épidémie en cours constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales.

Comme nous avons entendu les experts le déclarer aujourd'hui sans équivoque, l'échelle de cette épidémie n'a pas d'équivalent. Dès la semaine prochaine, davantage de personnes seront mortes de l'Ebola, au Libéria seulement, que durant l'ensemble des 20 épidémies précédentes. Le directeur des Centres pour le contrôle et la prévention des maladies des États-Unis a déclaré cette semaine à des représentants des Nations Unies : « Je n'ai jamais vu une maladie infectieuse aussi mortelle se répandre aussi rapidement ». À moins que notre réaction ne se développe radicalement, il est à prévoir que le nombre de personnes infectées doublera toutes les trois semaines. Ce n'est pas en détournant le regard que nous ferons disparaître le danger.

L'une des principales raisons pour lesquelles cette épidémie s'est répandue à une telle vitesse est que nous n'avons jusqu'ici pas uni suffisamment nos forces pour y faire face. Au cours des 10 derniers mois, alors que le virus gagnait du terrain à travers la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone, nous nous en sommes remis à une tactique qui avait suffi à contenir les épidémies passées. Mais l'Afrique de l'Ouest n'avait

jamais été frappée par l'Ebola auparavant, de sorte que les pays touchés ne possédaient pas les connaissances ni l'expérience nécessaires pour y répondre. Le virus est passé par dessus les frontières et a pénétré dans les zones urbaines; les pratique locales d'inhumation en ont facilité la diffusion. Prenant de la vitesse, l'épidémie a submergé dispensaires et hôpitaux, fermé écoles et entreprises, et semé la peur au sein des communautés.

Au moment même où s'imposait une intervention énergique et unie, certains pays ont commencé à fermer leurs frontières. Cette réaction, inspirée par la crainte et par le désir de protéger leurs propres citoyens du virus, était compréhensible. Le problème est que, s'il est efficace et même nécessaire d'isoler les individus qui peuvent avoir été exposés à l'Ebola, cette solution est totalement contre-productive quand on l'applique à des pays entiers. Elle les prive des ressources mêmes dont ils ont besoin pour maîtriser le virus. Ainsi, quand les gouvernements des pays de la région disent à plus de 70 personnes désireuses d'enquêter sur la maladie que si elles se rendent dans les zones touchées comme volontaires, il leur sera interdit de revenir dans leur propre pays, ils aggravent le danger non seulement pour les pays actuellement touchés, mais aussi pour leurs propres pays.

Aujourd'hui, au lieu d'isoler les pays touchés, nous invitons à leur fournir en abondance les ressources dont ils ont un besoin désespéré pour prendre le dessus dans cette lutte. Mardi dernier, le Président Obama a annoncé que les États-Unis allaient établir au Libéria un centre de commandement militaire pour soutenir les activités civiles à travers la région, avec un effectif de 3000 personnes environ. À l'appui des Nations Unies et des efforts régionaux et nationaux, nous allons mettre en place un pont aérien pour acheminer plus vite en Afrique de l'Ouest agents sanitaires et fournitures médicales. Nous allons construire un nouveau centre de formation pour préparer des milliers d'agents sanitaires locaux à prendre soin de davantage de patients, efficacement et sans courir eux-mêmes de risque. Nous allons fournir des postes de traitement supplémentaires, notamment de nouveaux espaces pour mise en quarantaine et plus de 1000 lits. Nous allons agir avec nos partenaires afin de distribuer des fournitures et des pochettes d'information à des centaines de milliers de familles qui pourront ainsi mieux se protéger.

Aujourd'hui, plusieurs autres États – beaucoup plus d'États, espérons-nous – annonceront des engagements, s'ajoutant à un cadre croissant de pays qui ont déjà offert leur participation, comme les pays fournisseurs de contingents et de forces de police qui servent avec honneur dans la Mission des Nations Unies au Libéria. Nous saluons l'annonce par le Secrétaire général de la nouvelle Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola, qui guidera un effort sans précédent pour mobiliser les engagements et les faire porter sur le point où le besoin en est le plus grand.

C'est là un défi dont la dimension dépasse de loin la capacité de n'importe quelle nation, et même de n'importe quelle région, à le relever par ses seules forces. Ce doit être une opération du type « tout le monde sur le pont ». Le secteur privé, les fondations et les organisations non gouvernementales ont aussi un rôle crucial à jouer; certaines, comme Médecins Sans Frontières (MSF) et la Fondation Gates, sont déjà en première ligne. Un membre de MSF, Pierre Trbovic, a été affecté le mois dernier à Monrovia, dans le plus grand centre de traitement de l'Ebola jamais construit. Mais ce centre était déjà plein quand il est arrivé, tout comme les dispensaires que Jackson Niamah nous a présentés aujourd'hui. Pierre a eu pour tâche fort ingrate de dire aux patients et à leurs proches que MSF ne pouvait les admettre. Pierre écrit :

> « La première personne à qui j'ai dû refuser l'entrée était un père qui avait amené sa fille malade dans le coffre de sa voiture. C'était un homme instruit et il me suppliait de prendre sa fille adolescente, disant que s'il se savait incapable de lui sauver la vie, au moins nous pourrions sauver le reste de sa famille de la contagion. D'autres familles sont arrivées en voiture, en ont fait sortir le ou la malade, et sont reparties en l'abandonnant à son sort. Une mère a tenté de laisser son bébé sur une chaise, espérant qu'ainsi nous n'aurions d'autre choix que de le soigner. »

Ces scènes se répètent en ce moment même dans des dispensaires de toute la région. Nous ne voulons pas vivre dans un monde où un père qui enterre sa fille malade ne peut recevoir les soins qu'il réclame. Cela va contre tout ce à quoi nous croyons et que nous défendons. C'est mal, er c'est aussi dangereux parce qu'il est quasi certain que les personnes que nous n'admettons pas en infecteront d'autres.

La résolution d'aujourd'hui est importante. Elle est un appel à l'action qui émane non pas seulement du Conseil de sécurité, mais de l'ensemble de la famille des Nations Unies. La résolution d'aujourd'hui

a 130 auteurs – le plus grand nombre jamais obtenu par une résolution du Conseil de sécurité dans l’histoire de l’Organisation des Nations Unies. Cela veut dire que les 2 176 résolutions qui ont précédé celle-ci n’ont pas eu autant d’auteurs. C’est là un degré d’unanimité et d’unité que nous voyons rarement. Mais si la résolution d’aujourd’hui n’est pas suivie par une action d’une ampleur à la mesure du virus, elle sera citée des années plus tard comme la preuve que nous soulevons des espoirs que nous ne comblons pas. Compte tenu de ce que nous savons aujourd’hui concernant la propagation à une vitesse exponentielle de ce virus mortel, nous n’aurons aucune excuse si nous ne parvenons à nous entendre pour faire ce qu’il faut et ne mettons pas la main à la poche. Personne ne pourra venir dire qu’il n’avait pas réalisé que les choses pouvaient être graves à ce point.

Le problème n’est pas insoluble. Nous savons donner aux personnes infectées par le virus Ebola des chances de survie et les soigner de manière digne. Nous savons comment prévenir l’apparition de nouveaux foyers d’épidémie et comme préparer les pays à détecter et maîtriser les cas d’infection au virus Ebola. Même si notre riposte va prendre un certain temps avant d’atteindre son plein régime, et que la situation va empirer avant que l’épidémie ne commence à reculer, notre action peut sauver une quantité innombrable de vies. Le calcul est simple : plus nous agissons vite, plus nous sauverons de vies.

Je demande aux représentants de chacun des pays représentés ici, en particulier ceux qui se demandent encore quelles mesures ils vont prendre, de transmettre ce message à leur capitale : le calcul est simple; plus nous agissons vite, plus nous sommes nombreux à le faire, plus nous sauverons de vies. Nous pouvons et nous devons absolument inverser la tendance. Je demande à ceux qui restent sceptiques de regarder l’exemple du Nigéria. Deux foyers d’épidémie y ont été détectés, dont un à Lagos, qui compte plus de 21 millions d’habitants. En l’espace de quelques semaines seulement, plus de 1 000 professionnels de santé ont été mobilisés pour effectuer plus de 18 000 visites à domicile. Ils ont détecté 20 personnes infectées et recensé 890 personnes qui avaient été en contact avec elles. Grâce à cette réaction rapide et méthodique, pour l’heure, l’épidémie d’Ebola au Nigéria semble avoir été maîtrisée.

Je les invite vivement également à s’inspirer de l’exemple du Président ghanéen, John Dramani Mahama, qui s’est rendu en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone cette semaine et a mis en garde contre le fait que les réactions de panique et la mise à l’isolement des pays touchés ne faisaient qu’aggraver l’épidémie. Les États-Unis tiennent aussi à remercier le Sénégal d’avoir permis que son principal aéroport serve de plaque-tournante régionale pour le personnel et les articles d’aide d’urgence.

Les graphiques de la courbe d’évolution d’Ebola, où le nombre de cas de personnes infectées connaît une ascension vertigineuse, terrifiante, nous ont tous alarmés. C’est un scénario que nous avons vu dans les films d’Hollywood, mais auquel, dans l’histoire récente, nous n’avons jamais été confrontés en vrai. Ces graphiques montrent ce qui risque d’arriver si nous continuons de laisser la peur, l’inaction ou l’indifférence dicter notre réponse. Nous devons trouver des ressources, ressources que beaucoup, aujourd’hui, estiment ne pas pouvoir se permettre de mobiliser.

Tous les pays représentés dans cette salle aujourd’hui peuvent apporter quelque chose qui contribuera à sauver une vie : médecins, infirmiers, lits d’hôpitaux ou, comme nous l’avons entendu, nourriture, bassines et savon. Les graphiques sont une prévision de l’avenir. Mais dans les faits, l’avenir est le résultat de ce que nous entreprenons, et par « nous » j’entends tous les pays ici présents et les autres. Ce sont les individus, pas les graphiques, qui font l’histoire. L’ONU a été conçue pour répondre à des défis mondiaux tels que celui-ci. C’est pour quoi nous sommes là. Montrons-nous à la hauteur et, ensemble, attaquons-nous de front à cette menace.

Je reprends à présent mes fonctions de Présidente de Conseil de sécurité.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil.

M. Sarki (Nigéria) (*parle en anglais*) : Le Nigéria vous félicite, Madame la Présidente, pour votre leadership ici à New York et celui dont fait montre votre président sur la scène internationale face à la menace que l’épidémie d’Ebola fait peser sur le monde entier. Le débat public d’aujourd’hui souligne le degré de gravité que la communauté internationale accorde à la question de l’épidémie d’Ebola. Nous remercions le Secrétaire général Ban Ki-moon de son rôle de fer de lance et d’avoir mobilisé l’action mondiale face à cette épidémie. Nous remercions également Mme Margaret Chan de l’Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Dr Nabarro et M. Jackson Niamah de leurs exposés.

L’unanimité manifestée par le Conseil aujourd’hui à l’occasion de l’adoption de la résolution 2177 (2014) signale clairement que la communauté internationale réagira de concert et avec détermination pour stopper la propagation de ce virus apocalyptique et y trouver un remède durable.

À l’heure même où nous parlons, le virus Ebola est en train de se propager à une vitesse exponentielle. Chaque jour qui passe apporte son lot de nouvelles infections et de nouvelles difficultés dans la lutte contre ce fléau. De fait, le monde n’a encore jamais vu une maladie mortelle se répandre aussi rapidement. Nous ne pouvons qu’abonder dans le sens du Secrétaire général lorsqu’il évoque les diverses ramifications de la propagation de cette maladie mortelle dans les pays touchés. La gravité et l’ampleur de la crise exige des mesures rapides, coordonnées et novatrices. Ce n’est pas une crise ordinaire. C’est un coup de semonce à la planète entière, qui vient nous alerter de la présence d’un ennemi invisible, que nous connaissons à peine et dont la vitesse de propagation est bien plus élevée que celle de toutes nos ripostes.

Trois pays, la Guinée, la Sierra Leone et le Libéria, sont littéralement dans l’œil du cyclone. Ils sont aujourd’hui confrontés à une grave menace, qui même en des temps meilleurs, est par trop redoutable pour qu’une nation, quelle qu’elle soit, puisse l’affronter seule. Ces pays ont tous désespérément besoin de toute l’aide que le reste du monde pourra leur apporter. Leurs systèmes de santé ne peuvent pas faire face à cette urgence hors normes. Leur population a besoin de nourriture, d’eau et d’autres produits de première nécessité. Leurs hôpitaux ont de toute urgence besoin de personnel supplémentaire, d’équipement de protection, de médicaments, de lits, de matériel de laboratoire spécialisé, de techniciens, de docteurs, d’infirmiers et d’autres équipements indispensables, tels des générateurs, des ambulances et du carburant.

C’est une course contre la montre. Certains estiment déjà que la bataille contre l’Ebola ne pourra pas être gagnée au rythme où la maladie se propage. Nous voulons, quant à nous, voir les choses de façon plus optimiste, forts de notre expérience pour contenir et même maîtriser le foyer de l’épidémie au Nigéria. C’est pourquoi nous nous félicitons vivement de l’appui que plusieurs gouvernements à travers le monde fournissent déjà ou se sont dits prêts à fournir.

Nous accueillons aussi favorablement la proposition du Secrétaire général de créer une mission spéciale sur l’Ebola. Nous appuyons cette initiative et nous ferons tout ce que nous pourrons pour qu’elle réussisse. Le Nigéria a déjà fourni une assistance bilatérale aux trois pays touchés. Nous leur avons par exemple versé 3,5 millions de dollars pour faire face aux besoins les plus urgents et pour épauler le Centre de coordination opérationnel de Conakry. Nous sommes aussi en train de former en ce moment même des techniciens de laboratoire et d’autres spécialistes venus du Libéria.

Nous observons que plusieurs pays ont imposé des interdictions de voyager et d’autres mesures contre les pays touchés par l’épidémie. Nous pensons que ce n’est pas la bonne manière de régler le problème. Pour nous, il importe que les pays touchés reçoivent toute l’assistance dont ils ont besoin pour surmonter cette calamité, au lieu d’être injustement punis.

Le Nigéria va continuer d’appliquer les protocoles approuvés par l’OMS, qui ne préconise pas la fermeture des frontières, les interdictions de voyager ni la mise au ban d’une quelconque personne en fonction de sa nationalité ou du passeport qu’elle détient. Nous avons aussi l’obligation dans le contexte de la Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest de respecter la liberté de circulation des personnes. Nous allons rester vigilants et renforcer les contrôles à nos points d’entrée et de sortie du territoire et nous continuerons d’apporter toute l’assistance possible à nos pays frères de la région afin qu’ils se débarrassent de ce fléau.

M. Delattre (France) : La résolution 2177 (2014) que nous venons d’adopter qualifie l’épidémie d’Ebola de menace à la paix et à la sécurité internationales. C’est la première fois dans l’histoire que le Conseil de sécurité désigne ainsi une crise sanitaire.

Cette épidémie est une menace internationale, d’une part, par son ampleur sans précédent – déjà plusieurs milliers de morts et potentiellement, hélas, des dizaines de milliers voire des centaines de milliers à venir. L’Afrique de l’Ouest est violemment touchée, mais l’épidémie peut se propager bien au-delà, nous le savons. C’est une menace à la paix et à la sécurité, d’autre part, car la crise sanitaire s’est transformée en crise sociale et économique. Elle peut aussi provoquer une crise politique. Le Libéria, la Sierra Leone et la Guinée sont sur le chemin de la paix après des années sanglantes. Le virus Ebola menace d’annuler les dividendes de la paix et de faire replonger ces pays dans le chaos.

Il y a urgence. Nous avons le devoir d'arrêter la progression de ce fléau avant qu'il ne devienne hors de contrôle. Notre responsabilité collective s'articule autour de trois priorités : agir, coordonner, prévenir. Agir. Le Président de la République a fait de la lutte contre Ebola une priorité. La France se tient aux côtés des pays africains dans ce combat. En adoptant cette résolution inédite – la résolution 2177(2014), le Conseil de sécurité appelle tous les acteurs concernés, en particulier les États, à fournir des moyens précis pour lutter contre l'épidémie d'Ebola.

Depuis le début de l'épidémie d'Ebola, la France a pris l'initiative de soutenir l'action de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et des organisations non gouvernementales dans les pays africains touchés. Les experts des laboratoires français de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) et de l'Institut Pasteur ont identifié la présence du virus en avril dernier et ont été les premiers présents sur le terrain en Guinée. Ces experts contribuent aujourd'hui au diagnostic et à la surveillance de la maladie, ainsi qu'à la formation des médecins.

L'aide de la France pour lutter contre Ebola représente aujourd'hui plus de 60 millions d'euros, soit plus de 90 millions de dollars, à travers les différents canaux pertinents. À titre bilatéral, la France consacrera 35 millions d'euros au total, soit 45 millions de dollars, aux pays affectés et à leurs voisins. L'essentiel de cette aide, soit plus de 20 millions d'euros, ou 26 millions de dollars, sera destiné à la Guinée, sous plusieurs formes.

Nous avons commencé à déployer 25 experts médicaux sur le terrain pour aider à renforcer les structures de soins, notamment l'hôpital Donka de Conakry. À Conakry, nous finançons la mise en place d'un centre d'expertise de l'Institut Pasteur. En Guinée forestière, nous finançons la création d'un centre de traitement et renforçons l'ensemble du système de santé. En outre, le Président de la République vient d'annoncer l'installation dans les jours qui viennent d'un hôpital militaire en Guinée forestière, le foyer de l'épidémie. Cet hôpital sera doté de médecins militaires et de la protection civile ainsi que de moyens aériens.

Coordonner. Nous ne pourrons pas contenir l'épidémie sans coordonner étroitement les moyens fournis par l'ensemble des acteurs. Au niveau européen, à l'initiative de la France, l'Union européenne disposera rapidement d'un dispositif de coordination des évacuations sanitaires pour les ressortissants européens et les équipes internationales qui se trouvent sur le terrain. L'Union européenne consacrera par ailleurs plus de 150 millions d'euros, soit près de 200 millions de dollars, aux pays touchés, notamment pour soutenir leurs services de santé, créer des laboratoires mobiles et former les personnels de santé. La France fournira une part importante de cette aide.

Au niveau des Nations Unies également, nous travaillons en étroite coordination avec l'OMS et le Coordonnateur principal des Nations Unies pour l'Ebola, le docteur David Nabarro, en concentrant nos efforts sur la Guinée, comme il en a exprimé la demande. Nous apporterons tout notre soutien, y compris humain, au Centre de crise opérationnel basé à New York.

Prévenir. Le Conseil de sécurité, dans la résolution qu'il vient d'adopter, adresse un message fort et clair : Ebola n'est pas un fléau divin face auquel l'humanité serait impuissante. Nous pouvons contenir Ebola si des règles de sécurité sanitaires simples et strictes sont appliquées. Au-delà, ce n'est qu'en aidant les pays touchés à renforcer leurs systèmes de santé que nous trouverons une solution durable. Ce sont en effet les pays déjà les plus vulnérables, nous le savons, qui sont frappés.

Le courage des personnels de santé des pays touchés et internationaux qui luttent sur le terrain contre l'épidémie, force notre admiration. Je veux saluer ici en particulier le dévouement des équipes de Médecins Sans Frontières (MSF), auxquels le Conseil de sécurité rend hommage dans cette résolution. Depuis des mois, les équipes de MSF agissent au cœur de l'incendie. Nous devons être à la hauteur du courage de ces hommes et de ces femmes.

Le docteur Albert Schweitzer, prix Nobel de la paix et qui a consacré sa vie à sauver celle des autres, a formulé ainsi le devoir moral qui est le nôtre :

> « Que chacun s'efforce dans le milieu où il se trouve de témoigner à d'autres une véritable humanité. C'est de cela que dépend l'avenir du monde. »

Nous en appelons à l'humanité de chacun. Derrière le mot « Ebola », des hommes, des femmes et des enfants souffrent et meurent. Pour eux, agissons, et agissons maintenant.

M. Nduhungirehe (Rwanda) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir convoqué le présent débat public consacré à r Ebola et d'avoir

présenté la résolution 2177 (2014), qui a été adoptée à l'unanimité et parrainée par plus de 130 États Membres, y compris l'ensemble des 15 membres du Conseil de sécurité. Je me joins à ceux qui ont pris la parole avant moi pour remercier ceux qui sont intervenus aujourd'hui de leurs pénétrants exposés et de leurs informations actualisées sur l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, à savoir le Secrétaire général Ban Ki-moon; le docteur David Nabarro, Coordonnateur principal du système des Nations Unies pour l'Ebola,;Mme Maragaret Chan, Directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS); et M. Jackson Niamah, représentant de Médecins Sans Frontières.

Je voudrais avant toute chose rendre hommage aux 2500 victimes d'Ebola, dont des membres du personnel médical. Nous souhaitons prompt rétablissement aux patients qui luttent encore contre cette maladie. Je saisis cette occasion pour saluer l'ensemble du personnel médical et non médical, comme Jackson Niamah, pour leur dévouement désintéressé au service des personnes touchées.

Le Rwanda félicite le système des Nations Unies de sa prompte mobilisation contre Ebola. L'OMS qui a décrété que le virus Ebola constituait une urgence de santé publique de portée internationale, a élaboré une feuille de route pour lutter contre l'épidémie et guider l'appui international. Au début de la semaine, le système des Nations Unies, dans son ensemble, a donné un aperçu des besoins particuliers et indiqué quelles étaient les ressources à mobiliser pour lutter efficacement contre la crise durant les six prochains mois.

Outre ces efforts, nous nous félicitons de ce que le Secrétaire général ait décidé de mettre sur pied une Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola, qui sera essentielle pour la mobilisation des ressources dans le combat contre Ebola, ainsi que pour l'indispensable prévention de cette maladie à l'avenir.

Les efforts du Conseil de sécurité pour appuyer les processus de paix et la consolidation de la paix au lendemain des conflits dans les trois pays touchés, ainsi que les évidentes incidences de l'épidémie d'Ebola sur la sécurité, justifient l'attention voulue qu'il lui accorde ainsi que sa décision d'organiser le présent débat public. À cet égard, le Rwanda ne peut qu'être d'accord avec l'évaluation réaliste qui est faite de la menace que représente Ebola dans la lettre (S/2014/669) adressée au Secrétaire général par les Présidents du Libéria, de la Guinée et de la Sierra Leone, dans laquelle ils préviennent que les gains enregistrés depuis la fin des guerres civiles et des conflits et le retour à la stabilité, aussi impressionnants qu'ils puissent être, sont fragiles et réversibles. Nous sommes tous d'accord que l'impact d'Ebola sur les pays touchés est bien plus qu'un problème humanitaire et sanitaire, eu égard à ses effets sur les plans politique, sécuritaire et socioéconomique.

Outre les mesures prises par le système des Nations Unies, nous nous félicitons de ce que des organisations régionales et sous-régionales, comme la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, et l'Union africaine, ainsi que des partenaires bilatéraux et multilatéraux, comme la Banque africaine de développement, se soient mobilisés contre le fléau. Nous nous félicitons des promesses faites dans le monde d'appuyer la feuille de route pour la riposte au virus Ebola, par des ressources financières, humaines ou autres. Comme le Secrétaire général l'a indiqué, le Rwanda a contribué à cette action mondiale.

Nous remercions en particulier votre pays, Madame la Présidente, d'avoir déployé 3000 hommes au Libéria pour aider à contenir Ebola, installé des unités de traitement supplémentaires dans les zones touchées et aidé au recrutement, à la formation et à l'organisation du personnel médical dans les pays touchés.

Pour pouvoir enrayer la propagation de la maladie, il faut que le public soit mieux sensibilisé afin d'éviter la stigmatisation continue des pays et des personnes touchées. À cet égard, nous rappelons la décision du Conseil exécutif de l'Union africaine exhortant tous les pays qui ont suspendu ou annulé des vols vers les pays touchés de reconsidérer leur décision, comme le Secrétaire général l'a réaffirmé cet après-midi. Cette décision a en effet contribué à détériorer encore davantage les économies de ces pays et à ralentir l'aide humanitaire.

Je voudrais, pour terminer, exprimer les remerciements du Rwanda à la Mission des Nations Unies au Libéria et aux pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police de se tenir aux côtés des Libériens en cette période difficile, dans le cadre de l'exécution du mandat de la Mission.

M. Maksimychev (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous aussi nous voudrions, bien entendu, remercier de leurs déclarations détaillées le Secrétaire général, le Coordonnateur principal du système des Nations Unies pour l'Ebola et la Directrice générale de

l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), ainsi que le représentant de Médecins Sans Frontières,

La rapide propagation d'Ebola dans le continent africain et ses terribles conséquences sont source de vive préoccupation, que la Russie partage pleinement. L'énorme défi que doivent relever la Guinée, le Libéria, la Sierra Leone et un certain nombre d'autres États dans la région ne peut rester sans une réponse coordonnée de la part de la communauté internationale. À cet égard, nous estimons que l'examen de cette question par le Conseil est justifié et nous saluons l'adoption de la résolution 2177 (2014).

Nous saluons les efforts dévoués consentis par les trois États les plus touchés par le virus Ebola, leurs partenaires, les autres États Membres et les organisations non gouvernementales, visant à éradiquer cette maladie et à fournir une assistance médicale et d'autres formes d'assistance à la population. À cet égard, nous voudrions mettre en relief la contribution apportée par Cuba et Médecins Sans Frontières, qui ont été parmi les premiers à se joindre à ceux qui luttent directement contre le virus Ebola en Afrique de l'Ouest.

Guidée par les principes de solidarité, d'amitié avec les pays africains et d'humanité, la Fédération de Russie a participé activement aux efforts visant à fournir une assistance financière et technique aux pays touchés, tant au niveau multilatéral que bilatéral, dès l'apparition de la maladie. Afin de renforcer les systèmes de santé publique en Guinée et en Sierra Leone face à la flambée de maladie à virus Ebola, la Russie a fourni des fonds pour l'achat et l'approvisionnement par l'OMS de modules médicaux avec des médicaments et du matériel médical permettant d'offrir un traitement à 60 000 personnes, destinés à ces pays. Dans les prochains jours, des modules similaires seront fournis au Bénin, l'un des États à haut risque.

Une brigade russe spécialisée dans la lutte contre les épidémies a été déployée à l'hôpital Donka en Guinée, où sont hospitalisées des personnes infectées par le virus Ebola. Cette brigade est constituée d'experts et de spécialistes hautement qualifiés, qui, en coopération avec l'OMS et Médecins Sans Frontières, aident le Ministère de la santé de la Guinée à organiser les efforts visant à lutter contre l'épidémie et à diagnostiquer le virus Ebola dans les laboratoires biologiques mobiles russes. Notre pays prend en charge la totalité des frais de fonctionnement de ces laboratoires, qui s'élèvent à environ 3 millions de dollars. Nous sommes également en train de faire des préparatifs pour envoyer en Guinée des équipements de protection individuelle destinés au personnel soignant et aux volontaires.

Consciente des conséquences à plus vaste portée que peut avoir cette épidémie, y compris les risques d'insécurité alimentaire, la Russie, en coopération avec le Programme alimentaire mondial, se prépare à fournir une aide alimentaire à hauteur de 1 million de dollars aux trois pays les plus touchés. Nous avons apporté une contribution importante aux recherches scientifiques sur le virus Ebola. Les experts et les spécialistes russes ont mené avec succès des essais de vaccination précliniques contre le virus Ebola. Nous attendons une certification de l'OMS. Après quoi, nous serons prêts à fournir notre aide à cet égard en cas de besoin. En outre, la Russie a mis au point des systèmes de test à haute sensibilité pour le diagnostic du virus Ebola. Nous sommes prêts à les mettre à la disposition de tous les laboratoires opérant dans la zone touchée par l'épidémie, sous l'égide de l'OMS.

Il est évident que l'assistance aux malades est d'une importance primordiale, mais il ne s'agit que d'une partie du problème. Cette maladie mortelle continue de se propager principalement à cause de l'absence de systèmes efficaces de prophylaxie et de sensibilisation sur les questions sanitaires dans les pays touchés, conséquence d'une pénurie d'épidémiologistes et de spécialistes en biosécurité, ainsi que de gestionnaires des systèmes épidémiologiques et d'assainissement. À cet égard, la Fédération de Russie est prête à faire une contribution de 2,5 millions de dollars au budget de l'OMS pour 2014-2015, afin de promouvoir la mise en œuvre des protocoles internationaux en matière de santé, éléments essentiels de la riposte mondiale face à des menaces telles que l'épidémie d'Ebola. Nous allons également fournir une assistance technique directe à hauteur de 4 millions de dollars aux pays qui en ont besoin, en vue de la mise en œuvre des protocoles internationaux dans le secteur de la santé. Nous prévoyons en outre de verser une contribution de 3,5 millions de dollars à l'OMS pour renforcer l'état de préparation de l'Organisation à des situations d'urgence.

Nous jugeons important de porter à la connaissance du Conseil que le secteur privé russe a également contribué aux efforts de lutte contre cette épidémie. Par exemple, la société russe Rusal a financé l'achat de l'équipement de protection individuelle destiné au Ministère de la santé de la Guinée.

Nous saluons les efforts dynamiques consentis par le Secrétaire général pour organiser une riposte coordonnée et efficace de la communauté internationale à l'épidémie d'Ebola. Nous estimons qu'il est essentiel que toutes les parties prenantes suivent les principes fondamentaux énoncés par l'OMS dans sa « feuille de route pour la riposte au virus Ebola ». L'assistance apportée par la Fédération de Russie est pleinement conforme aux principales dispositions de ce document, et nous sommes prêts à continuer à participer à la mise en œuvre de la stratégie internationale de lutte contre cette maladie, en coordination avec les Gouvernements des pays touchés, les entités du système des Nations Unies et, bien entendu, d'autres partenaires.

M. Oh Joon (République de Corée) (*parle en anglais*) : La République de Corée salue l'initiative prise par les États-Unis de convoquer ce débat public, ainsi que l'adoption de la résolution sur la crise du virus Ebola (résolution 2117 (2014)). Nous remercions également les intervenants qui nous ont décrit en détail cette situation grave. Nous voudrions féliciter le Secrétaire général pour son leadership et saluer sa proposition qui arrive à point nommé de créer la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola. Nous rendons également hommage à l'OMS et à tous ceux qui sont sur la ligne de front de la lutte contre le virus Ebola, et nous saluons en particulier le noble travail accompli par le personnel humanitaire dans un environnement extrêmement difficile.

La propagation d'une maladie ne fait pas d'habitude partie des questions qui relèvent du domaine de la paix et de la sécurité, tel qu'on le comprend traditionnellement. Cependant, cette crise causée par le virus Ebola est en train de détruire le tissu même des sociétés touchées et risque d'annuler les acquis réalisés dans ces pays grâce à nos efforts internationaux de consolidation de la paix. Par conséquent, la paix et la sécurité sont gravement menacées à l'échelle nationale, régionale et mondiale. Dans ce contexte, je voudrais faire au Conseil les observations suivantes relativement à cette question.

Premièrement, il faut une riposte internationale d'envergure et coordonnée pour lutter contre l'épidémie d'Ebola. Nous sommes convaincus qu'il est possible de prévenir et de maîtriser cette maladie, même s'il s'agit d'une grave menace. Nous devons prendre au sérieux les risques que pose cette maladie et intervenir au niveau international avant que la situation n'échappe à tout contrôle, ce qui aurait des résultats dévastateurs. L'ONU, qui est l'enceinte la plus indiquée pour coordonner les efforts internationaux, doit contribuer à renforcer les systèmes de riposte et acheminer l'aide provenant de diverses sources afin d'enrayer cette épidémie.

Deuxièmement, il faut une coopération régionale dynamique pour faire face à cette épidémie de la maladie à virus Ebola, qui a un caractère régional à ce stade. Nous exhortons tous les pays, y compris ceux de la région, à s'abstenir de fermer leurs frontières, car en agissant ainsi, ils isolent les pays touchés, ce qui ne fait qu'aggraver la situation et retarde les efforts visant à enrayer la propagation du virus Ebola. À cet égard, nous nous félicitons de ce qu'il a été décidé que le Ghana servirait de base logistique pour les efforts de riposte au virus Ebola en Afrique de l'Ouest. Ce pays servira de corridor vital pour acheminer les secours d'urgence indispensables et le personnel de santé vers les pays touchés.

Troisièmement, nous devons également examiner sérieusement les moyens par lesquels les missions de maintien de la paix des Nations Unies peuvent appuyer davantage les efforts déployés par les pays pour faire face à la menace que représente le virus Ebola. La Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) a fait preuve d'une grande capacité de résistance et a considérablement contribué à appuyer les efforts déployés pour faire face à cette crise. Nous avons autorisé une prorogation technique du mandat de la Mission, mais il nous faut également renforcer son rôle d'appui dans le cadre de son mandat. Le fait que cette mission de maintien de la paix ait poursuivi et renforcé ses opérations est en soi un signe encourageant de l'engagement des Nations Unies à soutenir les populations touchées.

En effet, lutter contre cette épidémie sans précédent est l'un des défis les plus urgents auxquels nous sommes tous confrontés aujourd'hui. Nous devons faire preuve d'unité pour relever ce défi. La République de Corée réaffirme son engagement en faveur de cette coalition internationale. Nous fournissons une aide humanitaire aux pays touchés et envisageons également de nouvelles contributions en appui au travail de l'ONU et de l'OMS à ce stade critique.

Mme Murmokaitė (Lituanie) (*parle en anglais*) : Je remercie la présidence des États-Unis d'avoir convoqué ce débat d'urgence sur l'épidémie sans précédent d'Ebola. La Lituanie s'associe à la déclaration que fera l'Union européenne.

Ma délégation se félicite du leadership du Secrétaire général et de la riposte rapide et pointue de l'Organisation face à cette crise, dont les plans visant à mettre en place une mission sanitaire d'urgence chargée de coordonner la riposte de la communauté internationale à cette épidémie.

Nous affirmons notre appui sans réserve au docteur David Nabarro, Coordonnateur principal du système des Nations Unies pour l'Ebola, et à M. Anthony Banbury, Coordonnateur adjoint pour l'Ebola et Chef de la gestion de la crise. Nous remercions également Mme Margaret Chan, Directrice générale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), pour son exposé et pour tous les efforts menés par l'OMS pour arrêter la propagation de l'Ebola.

Nos pensées accompagnent les familles des victimes et les patients, de même que les médecins et les travailleurs sanitaires courageux et dévoués – comme ceux de Médecins Sans Frontières qui, au risque de leur vie, font tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher la propagation de la maladie et aider les patients.

Comme cela a été dit, les répercussions sociales, économiques et sécuritaires de cette crise sanitaire seront durement ressenties par les pays concernés. L'épidémie exponentielle d'Ebola qui s'est abattue sur des pays qui, il y a moins d'une décennie, émergeaient de conflits dévastateurs, menace de paralyser leurs économies, en répandant la peur et en déchirant un tissu social fragile, réduisant à néant les acquis d'un développement pacifique.

La peur se répand comme une traînée de poudre. Déjà, des aéroports ont été fermés, ce qui empêche la livraison d'une aide très nécessaire. Des patients présumés s'en sont vu refuser l'accès et des interdictions de voyage ont été imposées. L'épidémie d'Ebola met à l'épreuve la solidarité internationale et notre détermination à réagir face à des menaces non conventionnelles qui, laissées à elles-mêmes, peuvent être aussi dévastatrices qu'un conflit et avoir des conséquences considérables. Comme le Secrétaire général l'a dit, « Chaque jour de retard, les coûts et les souffrances augmenteront de manière exponentielle ».

Nous saluons les efforts déployés par la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) sur le terrain, qui s'attache notamment à informer le public libérien des protocoles de sécurité, de santé et autres mesures à observer pour prévenir la transmission de l'Ebola. Des communications publiques claires, précises et efficaces sur les mesures de prévention et la coordination des actions préventives sont absolument prioritaires. Je me réjouis de savoir que la Lituanie apporte sa modeste contribution au travail de la MINUL qui entreprend la tâche cruciale d'aider un pays frappé par une épidémie sans précédent.

Ma délégation se félicite de la forte volonté politique de lutter contre l'épidémie d'Ebola exprimée par les chefs d'État de l'Union du fleuve Mano – Côte d'Ivoire, Guinée, Libéria et Sierra Leone – au Sommet extraordinaire qu'ils ont tenu en Guinée le 1er août. Nous nous félicitons également de l'engagement de l'Union africaine, dont le Conseil de paix et de sécurité a récemment autorisé la première mission humanitaire dans la région et, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest pour les efforts qu'elle mène pour lutter contre la propagation continue de cette maladie mortelle.

Pour sa part, comme l'a dit notre collègue français, l'Union européenne met au point une riposte globale à l'épidémie d'Ebola et a déjà engagé 150 millions d'euros de fonds pour les pays de l'Afrique de l'Ouest touchés par le virus Ebola.

En une génération, les peuples du Libéria, de la Sierra Leone et de la Guinée ont connu des conflits et des tragédies qui ont laissé de nombreuses séquelles humaines qui, inévitablement, mettront du temps à se soigner complètement. Nous devons tous œuvrer de concert pour veiller à ce que la riposte de la communauté internationale et du système des Nations Unies soit rapide, focalisée et dure assez longtemps pour arrêter la propagation de la maladie et préserver les acquis durement réalisés par ces pays.

Nous saluons les efforts déployés et les contributions apportées par divers pays, y compris les contributions annoncées aujourd'hui. Mon pays est en train de mettre la dernière touche au montant de notre contribution nationale.

M. Wang Min (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine se félicite de la convocation de ce débat public sur la crise d'Ebola. Nous remercions le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, le docteur Nabarro et la Directrice générale, Mme Margaret Chan, pour leurs exposés. La Chine a également écouté avec soin la déclaration du représentant de Médecins Sans Frontières.

Aujourd'hui, la pandémie d'Ebola se répand rapidement dans les pays de l'Afrique de l'Ouest, dont la Sierra Leone, le Libéria et la Guinée, faisant peser

une grave menace à la santé et à la vie des populations. La crise d'Ebola s'est déjà transformée d'une question de santé publique en un problème complexe et multiple qui a des conséquences sur la politique, la sécurité, les économies et les sociétés des pays concernés et menaçant la sécurité de la santé publique internationale. Ainsi, lutter contre l'épidémie d'Ebola est une tâche qui n'incombe pas seulement aux pays africains et à leurs populations, mais c'est aussi une responsabilité partagée par tous les pays du monde.

La Chine croit qu'il faut déployer des efforts dans les trois domaines suivants. Premièrement, la communauté internationale doit réagir à la crise, consciente de l'urgence de la situation, en fournissant rapidement de l'aide aux pays touchés. Dans cette crise, le temps est d'une importance capitale, car la maladie se propage rapidement, largement et profondément. Plus on la laisse continuer, plus il sera difficile et onéreux pour ces pays de la contenir. La Chine appelle la communauté internationale à s'attaquer à cette crise avec tout le zèle possible et offre son assistance immédiate aux pays des régions touchées. Les maladies font fi des frontières nationales, et le malheur st la pierre de touche d'une amitié sincère. Nous espérons que l'aide de la communauté internationale redonnera espoir aux populations des régions, soulagera les sentiments d'impuissance, de panique et d'isolement et redonnera confiance à ceux qui luttent contre l'épidémie d'Ebola.

Deuxièmement, la communauté internationale doit continuer à coordonner les diverses réponses à la crise. La Chine appuie le rôle directeur assumé par l'ONU dans la coordination des réponses internationales à la pandémie, et salue l'initiative prise par le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, d'établir en Afrique de l'Ouest la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola qui, à notre avis, permettra d'inciter diverses parties à s'intégrer à l'assistance internationale et constituera une synergie pour l'ensemble du processus. La Chine encourage l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) à continuer à faire appel à ses compétences d'experts pour maîtriser la pandémie, faciliter la recherche-développement rapides de traitements et de vaccins tout en accélérant les campagnes de prévention. Les autres organes et organismes des Nations Unies doivent jouer leur rôle, coordonner leurs efforts et établir une division du travail raisonnable entre eux, en œuvrant ensemble dans le cadre de l'action contre l'épidémie d'Ebola.

Troisièmement, la communauté internationale doit traiter tant les causes profondes que les symptômes du problème en aidant les pays africains à accélérer leur développement économique et social. Cette épidémie d'Ebola a submergé les systèmes de santé publique des trois pays, entravant plus encore leur développement économique et social déjà précaire et celui de leurs voisins. La communauté internationale, lorsqu'elle fournit une assistance et des secours médicaux à ces pays pour les aider à faire face à cette pandémie, ne doit pas oublier leurs besoins à long terme, favoriser et aider activement le développement de leurs systèmes de santé, et les aider à mettre en place au plus tôt des systèmes de santé généraux et des systèmes de prévention et de contrôle des pandémies. Entre-temps, la communauté internationale doit aider énergiquement ces pays à poursuivre leur développement économique et social et à renforcer leurs capacités dans les domaines des matière des infrastructures et leur de l'administration publique afin d'améliorer leurs capacités de prévention et de contrôle des pandémies.

La Chine a été frappée par une épidémie de syndrome respiratoire aigu sévère en 2003; c'est pourquoi nous compatissons avec les populations des pays africains concernés, qui souffrent de la pandémie en cours. Les dirigeants et le Gouvernement chinois attachent une grande importance au problème que représente l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest et ont, depuis qu'elle a éclaté, aidé les pays concernés en partageant avec eux notre expérience en matière de contrôle des pandémies. Pour aider la riposte des pays africains à l'épidémie d'Ebola, la Chine a fourni une aide financière et en nature dès le mois d'avril, et en août, nous avons rassemblé et envoyé immédiatement aux trois pays du matériel de contrôle des pandémies et de secours d'une valeur de 30 millions de yuan. La Chine a également dépêché deux groupes d'experts en santé publique et de cliniciens dans les régions touchées pour leur fournir des conseils et de l'aide.

Depuis le début de la crise, une équipe médicale chinoise est restée sur le terrain pour aider activement les populations locales à prévenir et à contrôler l'épidémie. Récemment, la Chine a envoyé en Sierra Leone une équipe médicale de 59 personnes et un laboratoire de sécurité biologique procéder à des tests et gérer les patients gardés en observation. À ce jour, la Chine a dépêché 174 spécialistes et travailleurs médicaux dans les régions touchées de la Sierra Leone, du Libéria et de la Guinée.

Plus tôt aujourd'hui, le Président chinois Xi Jinping, qui est en visite en Inde, a annoncé que le Gouvernement chinois avait décidé que, outre les deux contributions précédentes, une autre contribution évaluée à 200 millions de yuan en liquide, denrées alimentaires et matériel sera envoyée en Sierra Leone, au Libéria et en Guinée. La Chine versera également une contribution de 2 millions de dollars à l'OMS et à l'Union africaine pour les aider dans leur lutte contre la pandémie.

La Chine continuera de travailler avec tous les pays du monde et de coopérer avec les pays d'Afrique de l'Ouest concernés pour les aider à surmonter la crise actuelle. Nous espérons qu'avec l'appui massif de la communauté internationale, les pays et peuples d'Afrique de l'Ouest pourront venir rapidement à bout de cette crise, rétablir la stabilité au niveau national et reprendre leur développement économique et social dans les meilleurs délais.

M. Quinlan (Australie) (*parle en anglais*) : Comme nous en avons maintenant pris conscience, presque trop tard, l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest est sans précédent par son ampleur, sa portée géographique et ses répercussions. Nous avons entendu que le nombre déjà élevé de cas d'infection et de décès augmente de manière exponentielle, doublant toutes les trois semaines. Les systèmes de santé dans les pays touchés n'ont pas les moyens de faire face à l'ampleur de la tâche et risquent de devenir inopérants. Des personnes malades, infectées – « suppliant de les sauver », comme vient de le dire Jackson Niamah de Médecins Sans Frontières – sont refoulées des centres de traitement pleins à craquer et meurent. Cela est clairement atterrant en soi, mais cela permet à la maladie de se propager davantage. Les systèmes de santé ne peuvent pas traiter les autres maladies endémiques ni même assurer de simples traitements. Nous avons de nouveau entendu aujourd'hui de terribles prévisions, si on laisse le virus Ebola continuer de se propager à ce rythme inquiétant.

Je salue le rôle mobilisateur joué par les États-Unis en convoquant d'urgence la séance historique d'aujourd'hui, et nous sommes particulièrement reconnaissants au Président Obama d'avoir annoncé cette semaine les efforts sans précédent faits par son pays pour aider à enrayer cette épidémie.

Nous savons que l'épidémie d'Ebola est devenue bien plus qu'une crise sanitaire; elle a de graves conséquences humanitaires, économiques et sociales qui pourraient s'étendre bien au-delà des pays touchés. Les femmes sont touchées de manière disproportionnée, comme toujours, et sont concernées par 70 % des cas d'infection au virus Ebola. Les infirmières représentent la majorité du personnel médical tué. Le virus Ebola risque d'annuler les gains acquis en matière de consolidation de la paix et de développement. Les prévisions de croissance économique sont déjà très largement revues à la baisse, et ont déjà des effets sur la stabilité d'une région sortant d'un conflit et aux prises avec des risques chroniques de conflit, tel le taux élevé de chômage chez les jeunes. Il va de soi que cette crise constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales.

Nous avons beaucoup de retard à rattraper si nous voulons réussir à inverser la courbe épidémiologique pour qu'elle dévie de sa trajectoire explosive actuelle. Les effets de l'épidémie sont encore réversibles, mais uniquement en accélérant la riposte – en particulier l'isolement et la capacité de prise en charge – de manière considérable et rapidement. Il n'y a pas de temps à perdre.

Il est absolument essentiel d'intervenir d'urgence et de façon coordonnée. L'Australie appuie fermement l'action du Secrétaire général, par l'intermédiaire de M. Nabarro, et en collaboration étroite avec Mme Chan et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), pour s'assurer que le système des Nations Unies apporte une contribution immédiate, efficace et coordonnée aux efforts mondiaux visant à enrayer l'épidémie. Nous sommes conscients que nous devons relever un problème sans précédent qui appelle une riposte sans précédent. L'Australie accueille donc avec satisfaction et appuie l'initiative du Secrétaire général de mettre en place immédiatement la toute première mission internationale de santé publique des Nations Unies : la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola.

Les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) en particulier, peuvent également appuyer la lutte contre cette épidémie, dans la limite de leurs capacités et de leurs mandats. Nous savons que les soldats de la paix ne peuvent se transformer en agents de santé en contact direct avec les malades, mais comme le démontre la MINUL, elles peuvent jouer un rôle décisif dans la communication au public de mesures de prévention de la maladie à virus Ebola et, surtout, dissiper les craintes et rectifier les informations erronées. Les missions des Nations Unies contribuent au maintien de l'ordre.

Elles disposent également de moyens logistiques et d'organisation, qui font cruellement défaut.

La fermeture des frontières et la limitation des déplacements imposées dans toute la région pour empêcher la propagation de l'épidémie ont, comme nous l'avons entendu, un effet paradoxal, en rendant encore plus difficile l'accès du personnel médical et l'acheminement des fournitures et en limitant les échanges commerciaux et les liaisons en matière de transport. Nous remercions le Ghana de maintenir la navette aérienne décisive de la MINUL à destination de Monrovia. Nous pouvons et devons en effet ouvrir les frontières avec prudence, tout en nous montrant plus vigilants pour empêcher que le virus Ebola ne se propage davantage.

L'Australie est déterminée à appuyer la riposte internationale. Notre Ministre des affaires étrangères a annoncé cette semaine que l'Australie apporterait immédiatement une nouvelle contribution de 7 millions de dollars, notamment pour la riposte régionale de l'OMS et pour faciliter la fourniture de services médicaux à la population. Nous avons entendu aujourd'hui que la riposte internationale doit être 20 fois plus forte si nous voulons devancer l'épidémie. L'Australie continuera de déterminer très rapidement dans quels domaines nous pouvons apporter la meilleure contribution.

Pour terminer, je voudrais rendre hommage au personnel de santé, local à 90 %, qui était en première ligne de la lutte contre cette maladie terrible, mais qu'il est cependant toujours possible de vaincre. Ces agents de santé travaillent sans relâche, au péril de leur vie, pour sauver des vies et apaiser les souffrances. Un grand nombre d'entre eux sont morts. Ils ont tous besoin d'urgence de notre appui total et inébranlable.

Sir Mark Lyall Grant (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général, M. Nabarro, Mme Chan et M. Niamah pour leurs exposés forts et émouvants d'aujourd'hui. Je vous remercie, Madame la Présidente, d'avoir convoqué la présente séance sur une crise sanitaire qui a de profondes répercussions, pour chacun d'entre nous.

L'épidémie actuelle d'Ebola est devenue une crise humanitaire, sociale et économique pour les trois pays les plus touchés d'Afrique de l'Ouest et les 22 millions de personnes qui y vivent. Elle constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales. Si nous n'agissons pas maintenant, elle risque de devenir catastrophique, ce qui détruira des économies et d'annuler les gains obtenus ces dernières années après le conflit.

Il est essentiel que la communauté internationale travaille de concert pour combattre et enrayer l'épidémie, aussi bien en aidant les trois pays les plus touchés qu'en aidant les autres pays de la région à se préparer si la maladie venait à se propager sur leur territoire. Il faut se rappeler qu'il est possible de prévenir et de maîtriser la maladie à virus Ebola, mais uniquement si nous unissons tous nos efforts pour en venir à bout et nous attaquer aux craintes et aux préjugés associés à cette maladie. Nous ne devons pas laisser la peur déterminer la riposte; nous devons plutôt agir. Nous nous félicitons donc de l'initiative prise d'organiser la présente séance et appuyons pleinement la résolution 2177 (2014), qui confère un nouveau caractère d'urgence à ce combat.

L'ONU a un rôle déterminant à jouer pour maîtriser l'épidémie d'Ebola. Nous accueillons donc avec satisfaction les efforts déployés à ce jour pour coordonner la riposte du système des Nations Unies, en particulier l'annonce faite aujourd'hui par le Secrétaire général concernant la création de la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola.

Le Royaume-Uni apporte également une contribution. Les travaux ont déjà commencé concernant un centre de santé spécial à Freetown pour un montant de 60 millions de dollars. Ce centre donnera confiance aux agents de santé qui participent courageusement à cet effort. Des experts militaires britanniques et du personnel de Save the Children UK les ont déjà rejoints sur le terrain pour permettre au centre de commencer à fonctionner.

Hier, notre Ministre des affaires étrangères a annoncé un ensemble de mesures d'aide bien plus important. L'élément central de cet ensemble de mesures est un engagement à superviser et financer la fourniture de 700 lits pour les malades en Sierra Leone. Plus de 200 d'entre eux sont déjà en cours de livraison. Nous allons maintenant livrer 500 autres lits, en travaillant avec des partenaires pour fournir et former le personnel international nécessaire pour faire fonctionner ces centres de santé.

Il n'y a tout simplement pas de temps à perdre. Chaque jour qui passe signifie de nouveaux cas d'infection au virus Ebola et plus de décès. C'est pourquoi nous nous sommes associés aux efforts en cours, en nous engageant à appuyer des partenaires, y compris l'Organisation mondiale de la Santé, la Croix-Rouge,

Médecins Sans Frontières, le Comité international de secours, l'Ebola Response Consortium – le Consortium pour l'action contre l'Ebola –, l'UNICEF et d'autres composantes du système des Nations Unies dans le cadre de leurs énormes efforts visant à intensifier la riposte. Nous aidons également à empêcher la propagation de la maladie à virus Ebola dans le cadre des engagements que nous avons pris de longue date auprès d'institutions multilatérales telles que la Banque africaine de développement, la Banque mondiale et, en particulier, l'Union européenne. Nous travaillons en coopération étroite avec nos partenaires de l'Union européenne pour utiliser au mieux notre expertise collective.

Comme vient de le rappeler mon collègue australien, de plus en plus, les femmes ont plus de risques de contracter le virus Ebola que les hommes. Nous avons donc besoin d'initiatives pour promouvoir des mesures collectives concrètes, aux niveaux local et national, pour protéger les femmes. Les femmes doivent également être au cœur de toute discussion relative à la riposte à cette épidémie.

Nous nous félicitons donc des annonces d'appui faites par d'autres, notamment la nouvelle aide généreuse apportée par les États-Unis au Libéria, l'intensification de l'aide que la France apporte à la Guinée, et les aides annoncées par des pays tels que la Chine, le Canada et Cuba. Nous avons cependant besoin d'un effort mondial énorme et durable si nous voulons vaincre ce fléau. D'après les prévisions actuelles, cela pourrait durer des mois, voire des années, et affecter la vie de millions de personnes. Nous ne devons pas permettre que cela se produise.

Voilà pourquoi aujourd'hui, nous appelons tous les pays à rejoindre cette coalition mondiale contre le virus Ebola, sans doute ni hésitation et avec la détermination qui nous fera enrayer cette terrible épidémie. En l'absence d'une dynamique mondiale immédiate et concertée, le virus Ebola tuera des milliers d'autres personnes, ce qui aurait des répercussions sur des communautés entières pendant une génération.

L'heure est venue d'agir dans l'unité. J'exhorte toutes les nations à répondre sans délai à cet appel pressant, avant que cette crise ne devienne une catastrophe.

Mme Lucas (Luxembourg) : Je remercie les États-Unis d'avoir pris l'initiative d'organiser la présente séance extraordinaire sur un sujet qui nous concerne tous. Je remercie le Secrétaire général; le Coordonnateur principal du système des Nations Unies pour l'Ebola, le docteur David Nabarro; et la Directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le docteur Margaret Chan, pour leurs exposés, et M. Jackson Niamah, de Médecins Sans Frontières (MSF), pour son témoignage du terrain.

À cette occasion, le Luxembourg salue l'engagement héroïque des volontaires de MSF et des milliers de personnels de santé, nationaux et internationaux, au Libéria, en Sierra Leone, en Guinée et dans toute l'Afrique de l'Ouest. Il faut leur donner toutes les garanties possibles pour leur propre sécurité.

Je m'associe à la déclaration qui sera faite par l'Union européenne.

Le Luxembourg partage la profonde préoccupation devant la progression exponentielle de l'épidémie d'Ebola. Ce n'est plus une simple urgence humanitaire, mais une crise multidimensionnelle qui menace les institutions, les sociétés et les économies des pays frappés par l'épidémie et de l'Afrique de l'Ouest dans son ensemble. En réponse, il faut une mobilisation générale de la communauté internationale. La résolution 2177 (2014), que nous venons d'adopter à l'initiative des États-Unis et dont le Luxembourg a eu l'honneur de se porter coauteur, traduit l'engagement du Conseil de sécurité pour contrer cette menace à la paix et à la sécurité.

Pour stopper l'épidémie d'Ebola, nous devons utiliser tous les moyens – publics et privés, civils et militaires – qui sont à notre disposition. Les Nations Unies ont un rôle clef à jouer pour coordonner cet effort mondial. C'est là tout le sens de la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola dont le Secrétaire général vient d'annoncer la mise en place. Nous soutenons pleinement le lancement de cette mission dans les meilleurs délais. Cette mission doit, d'une part, soutenir les efforts des pays affectés par l'épidémie visant à l'endiguer. Elle doit, d'autre part, aider les pays de la région qui ne sont pas encore affectés par le virus Ebola à prévenir son apparition. Cette mission de « maintien de la santé » de l'ONU pourra aussi coordonner et orienter au mieux les contributions des uns et des autres.

Pour sa part, et au-delà de ses contributions à travers l'Union européenne, le Luxembourg a déjà contribué aux actions suivantes : le projet régional de réponse à la maladie à virus Ebola de l'OMS, le programme de protection et de traitement de MSF,

l'opération spéciale du Programme alimentaire mondial visant à offrir un service aérien humanitaire en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone, et un projet de lutte contre l'Ebola mené en collaboration avec l'hôpital universitaire de Lagos. En vue de la réunion de haut niveau organisée par le Secrétaire général le 25 septembre prochain, nous examinons la possibilité de faire d'autres contributions, en étroite concertation avec les pays de la région de l'Afrique de l'Ouest et avec les Nations Unies.

Agir vite pour arrêter le virus Ebola doit aller de pair avec un travail de longue haleine pour prévenir la répétition d'une telle crise à l'avenir. Il faut prendre à bras-le-corps les défis structurels qui condamnent la majeure partie des citoyens d'Afrique de l'Ouest à vivre dans la misère et la fragilité et qui accroissent leur vulnérabilité à des chocs comme l'épidémie d'Ebola. La Commission de consolidation de la paix aura un rôle à jouer dans ce contexte, en appuyant le renforcement d'institutions étatiques responsables et efficaces. La formation Guinée de la Commission, que j'ai l'honneur de présider, est à l'écoute des autorités de la République de Guinée pour réexaminer les priorités de consolidation de la paix à la lumière de la crise actuelle, et nous sommes prêts à travailler avec nos collègues des formations Libéria et Sierra Leone pour renforcer l'approche régionale dans ce contexte.

M. Mangaral (Tchad) : Je remercie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le docteur David Nabarro, Coordonnateur principal du système des Nations Unies pour l'Ebola; le docteur Margaret Chan, Directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS); et M. Jackson Niamah, membre du personnel de Médecins Sans Frontières (MSF) au Libéria, pour leurs exposés.

Je salue également les États-Unis pour le leadership dont ils font montre à la présidence du Conseil de sécurité en convoquant cette importante séance consacrée à l'épidémie de fièvre Ebola. S'ajoutant aux guerres civiles, aux effets néfastes des changements climatiques, au terrorisme et autres fléaux auxquels le continent africain est souvent confronté, l'épidémie d'Ebola constitue, à n'en point douter, une menace pour la paix et la sécurité des pays africains et pour le reste du monde.

Trois pays du continent se trouvent ainsi directement concernés : la Guinée, la Sierra Leone et le Libéria. Le dernier bilan publié par l'OMS fait état de plus de 2 600 morts sur environ 5 000 cas enregistrés pour les trois pays réunis. Ces chiffres sont malheureusement en deçà de la réalité, car de nombreux cas restent dans l'ombre et ne sont pas pris en compte.

Le Libéria est, de loin, le pays le plus touché, si l'on en juge par l'ampleur des ravages causés par Ebola dans ce pays. Comme l'a souligné le Secrétaire général, Ebola n'est pas seulement une crise de santé publique; elle a des conséquences humanitaires, sociales et économiques graves et pourrait même menacer la stabilité politique des pays touchés.

Sur le plan économique et social, les mesures prises par certaines compagnies de transports internationaux ou par certains pays, visant à restreindre les trafics aériens ou maritimes avec les pays touchés par Ebola, ont des effets négatifs immédiats sur les économies de ces pays, du fait de la baisse des activités dans de nombreux secteurs, et affectent par ricochet les conditions de vie des populations.

Selon les prévisions de la Banque mondiale, une chute de l'ordre de 2,5 % du produit intérieur brut est à craindre dans les trois pays touchés. De même, les morts occasionnés par Ébola, la précarité des services sociaux sanitaires de base, et la désorganisation des structures étatiques, y compris la fermeture des hôpitaux dans certains pays, sont autant de conséquences de l'épidémie d'Ebola. Le cas du Libéria est illustratif de cet état de choses et justifie largement l'appel lancé au Secrétaire général de l'ONU le 29 août dernier par les dirigeants des trois pays, afin qu'il plaide pour la levée des mesures susmentionnées.

Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a, de son côté, lors de sa seizième session extraordinaire à Addis-Abeba le 8 septembre, lancé un vibrant appel dans le même sens pour éviter l'isolement des pays touchés. En réponse, le Sénégal a décidé d'ouvrir un corridor humanitaire pour faciliter l'acheminement de l'aide vers les pays touchés, tout comme le Ghana, qui a autorisé l'établissement d'un pont aérien avec le Libéria pour des vols humanitaires.

Sur le plan africain global, nous assistons à une propagation continue de l'épidémie d'Ebola, avec l'apparition récente, au Nigéria, de cas qui sont heureusement contenus. Cette tendance montre à suffisance que l'aggravation de la situation est loin d'être contenue et que le continent, voire le reste du monde, sont désormais exposés.

Nous nous félicitons de la réaction, bien que tardive, de la communauté internationale, avec au premier rang, le Conseil de sécurité de l'ONU, dont

la séance d'aujourd'hui consacrée à Ebola constitue une prise de conscience collective de la gravité de la situation, notamment à travers la résolution 2177 (2014), que nous venons d'adopter à l'unanimité, appelant à la mobilisation de l'aide internationale pour lutter contre ce fléau.

Selon les sources onusiennes, le coût de la lutte contre l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest est estimé à 1 milliard de dollars, dont la moitié pour le seul Libéria. D'ores et déjà nous saluons le geste de solidarité de l'Union africaine, dont le Conseil de paix et de sécurité a décidé d'envoyer une équipe militaro-civile au Libéria pour lutter contre le virus Ebola. Les mêmes efforts également sont à reconnaître à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Nous saluons également la décision de l'Union européenne d'octroyer une aide financière d'un montant de 140 millions d'euros. Il en va de même pour la Banque mondiale, qui a annoncé un don à hauteur de 105 millions de dollars, à répartir entre les trois pays.

Dans le cadre bilatéral, nous notons avec satisfaction la décision du Gouvernement des États-Unis d'Amérique de débloquer une assistance financière substantielle de 250 millions de dollars, y compris l'envoi d'une équipe de 3 000 soldats spécialisés pour lutter contre le virus Ebola. Nous saluons également d'autres partenaires bilatéraux tels que la Chine, la France, Cuba, le Royaume-Uni, le Chili, le Pakistan, etc. pour leur contribution à la lutte contre le virus Ebola. La tenue prochaine, le 25 septembre, en marge de l'Assemblée générale, d'une réunion ministérielle consacrée au virus Ebola permettra certainement de mieux cibler les priorités et de mieux coordonner l'aide internationale en vue d'une lutte efficace contre cette épidémie.

Pour terminer, nous sommes convaincus, comme l'a déclaré la Directrice générale de l'OMS, que la crise à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui n'a pas d'équivalent dans l'époque moderne. C'est pourquoi nous pensons qu'il est possible de contenir et de réduire au maximum la propagation de l'épidémie d'Ebola à condition que la communauté internationale soit plus rapide et plus efficace. Dans cette lutte, une priorité et une attention particulières doivent être accordées aux enfants, aux femmes et aux autres catégories vulnérables. Mon pays, quant à lui, est disposé à apporter sa contribution financière, dont le montant sera annoncé sous peu.

Mme Perceval (*parle en espagnol*) : Madame la Présidente, merci d'avoir organisé en urgence le présent débat public, qui va permettre à tous les États Membres de l'ONU de faire part de leur point de vue et de leurs préoccupations sur la récente flambée de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, question qui, de par ses ramifications et le risque de propagation qu'elle implique, nous rassemble tous et exige une réponse mondiale. Je voudrais, de même, remercier le Secrétaire général de notre Organisation, le docteur David Nabarro, Coordonnateur principal du système des Nations Unies pour l'Ebola, la Directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé, Mme Margaret Chan, et M. Jackson Niamah, de Médecins Sans Frontières, de leurs réflexions, de leur savoir et, surtout, de leur engagement, et leur exprimer notre respect pour tout le travail qu'ils mènent à bien afin de tenter de mettre un frein à cette grave épidémie. Je voudrais également, au nom du peuple et du Gouvernement de la République argentine, exprimer nos sincères condoléances et notre solidarité aux familles des milliers de victimes et à leurs gouvernements. Ils ne doivent pas douter que l'Argentine apportera également sa coopération à cette mission qui est notre cause à tous.

Ce n'est malheureusement pas la première fois que le Conseil se réunit pour examiner une situation engendrée par une crise de santé publique. On se souviendra que le Conseil a abordé la question de l'incidence du VIH/sida en raison des conséquences qu'il avait sur les conditions de sécurité publique dans différentes sociétés. La gravité de l'épidémie actuelle d'Ebola justifie sans aucun doute que nous soyons ici réunis étant donné que, si nous n'apportons pas cette réponse urgente, qui se trouve au cœur des politiques sanitaires de traitement, de prévention, d'éducation, les conditions de vie de la population mondiale pourraient s'en trouver considérablement affectées, comme est actuellement affectée la vie de milliers et de milliers de personnes dans les pays frères d'Afrique de l'Ouest, et que, au fond, si nous n'agissons pas, ainsi, dans l'urgence et avec fermeté, ce seront notre conscience éthique et notre engagement institutionnel qui seront mis en question.

De pair avec le Secrétaire général, l'Argentine estime que l'épidémie d'Ebola n'est pas qu'un problème de santé, mais une réalité multidimensionnelle, qu'il convient d'affronter comme telle. Nous reconnaissons que cette épidémie a le potentiel de tuer dans le présent et de mettre à mal l'avenir, en portant atteinte aux possibilités de développement social et

économique – situation qui engendre la majorité des conflits dont nous sommes saisis au Conseil – et qu'elle peut, partant, être lourde de conséquences pour la sécurité. De fait, l'épicentre de l'épidémie se trouve dans une région qui a souffert de graves conflits et qui, après bien des efforts, avec beaucoup de courage, une grande lucidité, commence à connaître pour la première fois de meilleures perspectives d'avenir. Hélas, cette flambée de l'épidémie d'Ebola met en danger les progrès obtenus, et risque, faute d'être enrayée dans les plus brefs délais, d'avoir des conséquences pires encore sur les plans humanitaire, économique et social, ainsi que sur la stabilité démocratique et la sécurité des pays touchés.

C'est la raison pour laquelle nous pensons que, dans ces moments de désespoir, d'incertitude, de peur pour beaucoup, l'égoïsme n'est pas de mise. Nous devons unir tous nos efforts, sous l'égide des Nations Unies, et non agir en concurrence les uns avec les autres. C'est la raison pour laquelle l'Argentine a appuyé et coparrainé l'adoption de la résolution 2177 (2014) par un Conseil qui, appuyant comme il le fait la stabilisation des pays aujourd'hui les plus touchés, ne pouvait rester en marge de l'action de la communauté internationale, car, s'il est vrai que la faim, la pauvreté ou la maladie ne sont pas les causes des conflits, il est tout aussi vrai qu'elles peuvent, comme conséquences de tant d'injustices, engendrer des situations d'insécurité.

L'Argentine considère qu'une coopération idoine, fluide, entre les différents organes s'impose, dans les termes prévus par la Charte, sachant qu'il importe de rappeler que d'autres organes et organismes du système des Nations Unies ont compétence pour examiner sur le fond les causes et les conséquences de cette épidémie, tels l'Assemblée générale, le Conseil économique et social, et des institutions spécialisées comme l'Organisation mondiale de la Santé. En conséquence, nous sommes favorables à ce que le Conseil de sécurité apporte sa coopération à cette action, mais nous sommes favorables à ce que ce soit à l'Assemblée générale que revienne la responsabilité de donner corps à la proposition du Secrétaire général en vue de la mise en place d'une mission spéciale dans la région. Que l'on soit assuré que l'Argentine agira avec toute l'urgence et la responsabilité qui s'imposent pour que la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola devienne réalité dans les prochains jours.

Pour terminer, je ne peux que souligner qu'une flambée épidémique de ce type aurait pu être gérée de manière plus efficace si les pays de la région avaient disposé d'un système de santé plus solide et plus complet ainsi que d'une structure adaptée, de même que de davantage de ressources humaines bien formées. Mais ce que nous avons sous les yeux correspond à la réalité que connaissent nos pays en développement; c'est la réalité de la pauvreté, et non la fatalité du sort. Mme Chan, il y a un peu plus de trois ans, avait exprimé sa préoccupation dans cette même enceinte au sujet des disparités entre pays riches et pays pauvres, soulignant que les dépenses annuelles de santé des gouvernements oscillaient entre 1 dollar à peine par personne et près de 7 000 dollars (voir S/PV.6668) et que la différence d'espérance de vie entre les uns et les autres dépassait 40 ans.

Ce que nous avons aujourd'hui sous les yeux, ce sont les inégalités, ce que nous avons sous les yeux, c'est l'injustice. Ce que nous avons sous les yeux, c'est le défi d'une répartition plus juste des richesses, le défi des réformes du système financier international, le défi d'un nouveau financement du développement solidaire et coopératif, en lieu et place des dons servant juste à pallier les souffrances. Nous devons penser au fardeau de la dette souveraine. Les organismes de notre système des Nations Unies ont besoin de pouvoir compter sur des budgets suffisants, qui leur permettent de fonctionner efficacement.

Nous tenons, pour terminer, à exprimer notre respect à tous ceux qui travaillent avec cœur, et au cœur de l'épidémie, pour mettre un coup d'arrêt à ce fléau, et à souligner la contribution qu'apportent de nombreux pays et organisations à cette fin. Nous voulons également saluer l'engagement et l'impulsion du Secrétaire général de cette Organisation et de ses organismes.

Mme Kawar (Jordanie) (*parle en arabe*) : Je voudrais d'abord vous remercier, Madame la Présidente, d'avoir organisé cette importante séance. Je voudrais aussi exprimer ma gratitude pour leurs précieux exposés au Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, et au Coordonnateur principal du système des Nations Unies pour l'Ebola, le docteur Nabarro; à la Directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé, Mme Margaret Chan; et au représentant de Médecins Sans Frontières, M. Jackson Niamah.

La propagation de l'Ebola, qui ravage le Libéria, la Sierra Leone et la Guinée et qui se répand à une vitesse sans précédent, a appelé l'attention sur la nécessité d'adopter des méthodes générales pour faire front aux épidémies de grande ampleur. La communauté

internationale n'a jamais vu ce type d'épidémie se répandre si rapidement dans les villes et les zones rurales avec des effets exponentiels et complexes. Cela veut dire que les pays touchés, ainsi que le continent africain, sont le théâtre d'une crise. Le problème de l'Ebola, qui cause de lourdes pertes en vies humaines, est apparu à un moment où la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone ont accédé à la stabilité politique après de longues années de souffrances dues à la sécheresse, à la guerre civile et à des conflits. La crise croît à un rythme exponentiel. Chaque personne contaminée est à l'origine de nouveaux cas, et les agents sanitaires font face à de redoutables défis. Soigner les malades et inhumer les morts sont devenus des tâches extrêmement dangereuses.

La crise a eu par ailleurs un sérieux impact économique et social. Malgré les dangers, compte tenu de notre adhésion aux principes des Nations Unies, la Jordanie joue son rôle au Libéria. Nous y avons déployé plus de 200 agents de police bien formés, ainsi que 12 observateurs. Trois observateurs partiront la semaine prochaine, et le départ de trois autres est fixé. Cela fait partie de notre implication dans l'effort international, car la Jordanie tente de protéger le contingent jordanien contre le risque de contamination, ce qui va au-delà de la protection accordée par les Nations Unies au personnel sanitaire. Pour stopper l'épidémie, il nous faut prendre des mesures exceptionnelles et coordonnées, et harmoniser notre réaction avec celle des Nations Unies. À cet égard, nous saluons l'initiative du Secrétaire général d'envoyer une mission sanitaire qui commencera ses travaux le 29 septembre.

Enfin, nous voudrions souligner le fait qu'il faut donner priorité aux mesures préventives pour arrêter la diffusion de l'épidémie. La Jordanie encourage la communauté internationale à continuer d'assister sans délai les gouvernements des pays touchés en Afrique de l'Ouest dans leurs efforts pour prolonger les acquis du développement menacés par la diffusion de l'épidémie.

M. Barros Melet (Chili) (*parle en espagnol*) : Nous remercions la présidence américaine d'avoir organisé ce débat et présenté la résolution 2177 (2014) que nous avons adoptée aujourd'hui et dont le Chili s'est porté coauteur. Je remercie également les intervenants qui m'ont précédé et les auteurs d'exposés.

Le Chili regrette que cette tragédie ait coûté des milliers de vies humaines et touché l'Afrique de l'Ouest, surtout la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone. Nous exprimons notre solidarité aux familles affectées et aux gouvernements de ces pays. Voici quelques jours, l'Organisations mondiale de la Santé a défini l'Ebola comme une « urgence de santé publique de portée internationale », soulignant que le nombre de personnes infectées avait doublé en l'espace de 21 jours.

L'épidémie a sapé la stabilité économique et sociale de ces pays, qui sortaient d'un conflit, au moment où ils avançaient avec détermination dans leurs processus respectifs de consolidation de la paix. Les menaces à la paix et la sécurité internationales se sont étendues au-delà des limites traditionnelles marquées par les conflits entre États et intra-étatiques. C'est pourquoi, chaque fois qu'une véritable menace de tout type ou origine à la stabilité, à la sécurité et à la paix apparaît dans une zone ou région en train de consolider la paix avec l'assistance de missions des Nations Unies, le Conseil, dans la limite de ses compétences et représentant la communauté internationale, doit prendre les décisions nécessaires qui garantiront les conditions voulues pour que les pays touchés adoptent et appliquent les mesures techniques et les politique spécifiques dont elles ont besoin afin de faire front à l'urgence.

La communauté internationale doit agir avec les ressources et les institutions à sa disposition, comme la Commission de consolidation de la paix, puisque ces trois pays sont inscrits à son ordre du jour. Doit aussi exister la coordination nécessaire entre les États touchés, les Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales, ainsi qu'entre les États et les institutions donatrices, de manière à éviter les activités faisant double emploi et à optimiser l'emploi des ressources.

Si le Chili reconnaît qu'une mission de paix n'est pas une opération de santé publique, nous devons rechercher les moyens, comme dans le cas du Libéria, d'aménager l'action de cette mission sur le terrain de manière à rendre possible la nécessaire collaboration avec les autorités des pays touchés, cela sans négliger l'obligation d'assurer la protection et la sécurité des agents humanitaires chargés de la santé et du maintien de la paix.

L'un des points critiques auxquels prêter attention dans la présente crise est de trouver des mécanismes efficaces pour interrompre la transmission du virus, qui a touché dans une large mesure les femmes et les groupes vulnérables. À cet égard, nous devons mettre l'accent sur l'éducation de la population et du personnel médical de manière à éliminer les conceptions erronées touchant le virus, à éviter la stigmatisation, et à faire en

sorte que les communautés et les familles jouent le rôle qui leur incombe.

Sur la base de l'étude publiée hier par le Groupe de la Banque mondiale, si l'épidémie continue de progresser dans les pays les plus touchés, l'impact économique pourrait y être multiplié par huit, avec des conséquences éventuellement catastrophiques, et l'étude recommande d'appliquer aussitôt que possible des mesures propres à contenir l'épidémie et à fournir des réponses multisectorielles qui en même temps limiteront l'incertitude. Pour cette raison, il faut lancer un appel aux termes duquel aucune restriction ne sera imposée à la circulation des personnes ni aux échanges, et les services aériens et maritimes ne seront pas interrompus, car cela entraînerait un blocus aggravant l'impact économique négatif dans ces pays et engendrant une crainte accrue au sein de la société, avec des conséquences imprévisibles. Aucune étude ne recommande ces mesures, silence révélateur du danger qui leur est inhérent.

Enfin, le Chili apprécie et souligne la solidarité internationale de divers pays, comme Cuba, les États-Unis et le Royaume-Uni, ainsi que celle de l'Union africaine, entre autres, dont les interventions rapides vont dans le bon sens. De même, nous sommes satisfaits de la décision appropriée prise par le Secrétaire général de nommer le docteur David Nabarro Coordonnateur de l'organisme chargé de juguler le virus, et nous appuyons ses action et initiative tendant à mettre en place une coalition mondiale contre l'épidémie.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre libérien des affaires étrangères.

M. Ngafuan (Libéria) (*parle en anglais*) : Je vous transmets les salutations de S.E. Mme Ellen Johnson-Sirleaf, Présidente de la République du Libéria, ainsi que des Libériens, qu'ils résident dans leur pays ou à l'étranger. Le Libéria vous félicite, Madame la Présidente, ainsi que les autres membres du Conseil, d'avoir inscrit la crise de l'Ebola à l'ordre du jour de cet organe et mis en lumière l'urgence d'une action internationale. Nous espérons que les débats d'aujourd'hui encourageront une action de la communauté mondiale à la hauteur de la rapidité et de l'intensité du problème que pose le virus Ebola.

Jusqu'au 22 mars 2014, date à laquelle le virus Ebola a envahi notre pays et commencé à semer le chaos à Foya, une petite ville située à proximité de la frontière entre le Libéria, la Guinée et la Sierra Leone, la population libérienne, avec l'appui sans faille de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL), jouissait des dividendes de la paix rétablie en 2003, après 14 années de sanglante guerre civile. Durant ces années de calme, nous avons réussi à institutionnaliser une culture démocratique et commencé à prendre plusieurs mesures fortes, avec l'aide de l'ONU et d'autres partenaires internationaux, pour remédier à la dévastation socioéconomique héritée de la longue guerre civile.

Depuis l'apparition du virus Ebola, le Gouvernement libérien a pris une série de mesures, y compris l'intensification des campagnes de sensibilisation et de prévention pour lutter contre les attitudes de déni et les pratiques traditionnelles solidement ancrées qui forment un terreau fertile pour la propagation de la maladie. Nous avons également déclaré l'état d'urgence et continuons de consacrer une part importante de nos maigres ressources à la lutte contre le virus. Nous avons aussi mobilisé de façon constructive notre population dans cette bataille et nous examinons et revoyons en permanence nos stratégies pour les adapter à l'évolution de la crise.

En dépit de nos efforts, relayés par ceux de nos partenaires internationaux, au premier rang desquels l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), Médecins Sans Frontières et le United States Center for Disease Control and Prevention, l'épidémie du virus Ebola continue de se propager à un rythme plus rapide que nos efforts collectifs pour la maîtriser. Près de 2 800 personnes au Libéria ont désormais été infectées par ce virus mortel et 1 500 vies précieuses ont été perdues. Quelque 170 membres de notre petite communauté de personnel soignant ont été infectés, et 80 d'entre eux sont décédés. Malheureusement, étant donné que les femmes constituent la grande majorité de notre personnel soignant et sont traditionnellement celles qui s'occupent des malades au sein de la famille, près de 70 % de toutes les personnes infectées par le virus Ebola au Libéria sont des femmes.

Le tribut considérable que le virus Ebola fait peser sur notre personnel médical et sur l'ensemble de notre système de santé limite sévèrement notre capacité de soigner les maladies ordinaires, comme le paludisme, la fièvre typhoïde, la rougeole et la diarrhée. En outre, on observe une augmentation du nombre de femmes qui meurent en couches.

Avant même le déclenchement de l'épidémie, nous étions aux prises avec des défis herculéens, notamment celui de trouver un emploi productif à une grande partie de notre population, en particulier les jeunes, dont certains sont d'ex-combattants; de renforcer l'état de droit; et de mettre en œuvre les mesures de réforme du secteur de la sécurité. Nous étions pleinement engagés dans diverses activités de consolidation de la paix dans le cadre de la coopération que le Libéria entretient avec la Commission de consolidation de la paix. Nous déployions également de vaillants efforts pour honorer les protocoles régionaux visant à lutter contre la propagation des armes légères et de petit calibre et la criminalité transnationale. L'épidémie d'Ebola a détourné notre attention de ces priorités nationales et compromet gravement notre capacité d'y répondre, avec le risque connexe que cela ait un effet pervers sur la paix et la sécurité dans notre pays et notre région.

L'impact de l'épidémie d'Ebola est multidimensionnel. Elle affecte tous les secteurs de notre économie et a littéralement stoppé net les progrès de notre pays. Une première évaluation estime que nous allons perdre 3,4 points de croissance de notre produit intérieur brut, en termes réels, avec un taux qui tombera à seulement 2,5 % cette année contre les 5,9 % initialement prévus. Les secteurs de l'extraction minière, de l'agriculture et des services devraient être les plus touchés par la crise. Alors qu'à chaque jour qui passe nous pleurons la mort d'un membre de notre famille, d'un ami ou d'un de nos concitoyens infecté par le virus Ebola, nous sommes de plus en plus inquiets par les difficultés socioéconomiques à long terme que l'épidémie d'Ebola va engendrer.

Le Libéria est profondément reconnaissant au Secrétaire général des nombreuses initiatives qu'il a prises, y compris l'annonce aujourd'hui de la création d'une nouvelle mission des Nations Unies, la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola – MINUAUCE –, afin d'intensifier l'action et de mobiliser la communauté internationale pour fournir de manière coordonnée l'aide requise d'urgence. Nous remercions l'ensemble de la communauté internationale, y compris l'Union africaine, de tous les efforts entrepris et de toutes les ressources, financières, humaines et matérielles, qui ont été mises jusqu'à présent à disposition pour lutter contre l'épidémie d'Ebola.

Le Gouvernement et le peuple libériens expriment toute leur gratitude au Président Barack Obama et au peuple des États-Unis suite à l'annonce très réconfortante que le Gouvernement des États-Unis va prendre une série d'initiatives concrètes et audacieuses, notamment le déploiement d'ingénieurs et de personnel militaire et médical, et l'envoi d'équipement dans notre région pour mettre en place de nouvelles unités de soins et former notre personnel de santé. Les États-Unis, qui sont une grande puissance, viennent de franchir un grand pas en avant et nous espérons que d'autres contributions complémentaires suivront dans notre région, en signe véritable de la solidarité internationale.

Tandis que nous remercions les membres de la communauté internationale qui nous tendent une main solidaire et font preuve d'empathie envers nous alors que nous sommes aux prises avec ce virus, nous sommes choqués et préoccupés par les mesures prises par d'autres, qui imposent des interdictions de voyager et autres aux pays touchés par le virus Ebola. Ces mesures, qui sont contraires à ce que conseillent l'OMS, l'Organisation de l'aviation civile internationale et d'autres experts, sont de la stigmatisation pure et simple et commencent aujourd'hui à compromettre sérieusement les efforts humanitaires dans nos pays. Nous demandons donc aux États Membres concernés de revoir leurs politiques à la lumière des avis compétents fournis par les agences internationales spécialisées.

Le pronostic des experts est très sombre quant à ce qui risque de se produire dans les semaines et les mois à venir si la communauté internationale ne prend pas rapidement des mesures plus vastes et plus audacieuses pour enrayer la propagation de l'épidémie d'Ebola. Il y a seulement trois semaines, l'OMS estimait que 20 000 personnes risquaient d'être infectées, la moitié d'entre elles rien qu'au Libéria. Il y a deux jours, le Président Obama, déclarant à juste titre que l'épidémie d'Ebola pouvait constituer une menace potentielle à la sécurité mondiale, a exprimé la crainte que des centaines de milliers de personnes ne soient infectées par le virus si la tendance actuelle se poursuit.

La communauté mondiale ne peut rester les bras croisés et laisser ces prévisions apocalyptiques se réaliser. Nous ne pouvons pas regarder sans rien faire, comme nous regardons un film sur nos écrans de télévision. La triste réalité est qu'il ne s'agit pas d'un film préenregistré dont l'épilogue est écrit à l'avance. Nous, les pays touchés, mais aussi les pays, les institutions et les individus de bonne volonté de par le monde, sommes tous les acteurs de cette intrigue en constante évolution et nous pouvons influencer son dénouement final, en fonction de ce que nous faisons ou

de ce que nous ne faisons pas. Ne pas agir rapidement, énergiquement et de manière concertée pour mettre un terme à la propagation de cette maladie mortelle serait une tragédie honteuse.

C'est pourquoi nous remercions le Conseil de sécurité pour la clairvoyante résolution 2177 (2014) qu'il a adoptée ici aujourd'hui, et nous encourageons tous les États Membres à appuyer cette résolution par des actes concrets. Tous ensemble engageons-nous dans la campagne « Agir maintenant! » contre le virus Ebola.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à M. François Louncény Fall, Ministre d'État des affaires étrangères et des Guinéens à l'étranger de la Guinée.

M. Fall (Guinée) : Il me plaît tout d'abord d'exprimer à la présidence américaine, la profonde gratitude du peuple et du Gouvernement guinéens, particulièrement de S. E. M. Alpha Condé, Président de la République, d'avoir accédé à la requête commune de trois États de l'Organisation – la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone – d'inscrire à l'ordre du jour du Conseil de sécurité une question cruciale : je veux parler de la terrible épidémie de la fièvre hémorragique à virus Ebola. Je voudrais également remercier tous les autres membres du Conseil de sécurité et saluer la présence du Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, de la Directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), Mme Margaret Chan, mais aussi celle du docteur David Nabarro, Coordonnateur principal du système des Nations Unies pour l'Ebola.

Ma délégation se réjouit de l'adoption à l'unanimité des membres du Conseil de la résolution 2177 (2014) et du nombre très impressionnant des États coauteurs – 130 – de ladite résolution. Le Conseil démontre ainsi sa juste compréhension de l'urgence d'une solution globale et concertée, pour faire face à un fléau sans précédent qui constitue une réelle menace à la paix et à la sécurité de toute la région ouest-africaine et, je dirais, à notre sécurité collective.

Au-delà de l'aspect sanitaire et de la psychose généralisée qui s'est emparée de nos populations, les conséquences économiques et sociales de cette maladie influent négativement sur la croissance de nos États et le bien-être de nos populations. Ebola ralentit les activités économiques et touche tous les secteurs, particulièrement les transports, le commerce, le tourisme et l'agriculture, ce qui pourrait se traduire par une chute du produit intérieur brut de l'ordre de 2,5 %, compromettant du coup tous les efforts et les stratégies de développement entrepris par ces trois pays.

Nonobstant les mesures courageuses de prévention prises par nos États pour endiguer et arrêter sa propagation, le fléau poursuit son chemin dévastateur et continue à défier l'intelligence humaine. À ce stade, si les mesures idoines ne sont pas prises, une crise humanitaire pointe à l'horizon. Nous devons l'arrêter. Il faut l'arrêter, au risque de compromettre la stabilité chèrement reconquise par nos trois pays qui sortent d'une longue période de crise politique et institutionnelle ou de guerre fratricide.

Il est important de souligner que les trois pays sont tous inscrits à l'ordre du jour de la Commission de consolidation de la paix des Nations Unies. C'est en cela que nous saluons la mobilisation de la communauté internationale, qui comprend la nécessité de s'approprier ce combat pour extirper ce fléau, véritable frein au développement durable que nous ambitionnons.

Aussi, la décision prise par le Conseil exécutif de l'Union africaine, tenu à Addis-Abeba le 8 septembre dernier, est-elle de nature à renforcer la solidarité de nos États, car la fermeture des frontières, les restriction des vols, la stigmatisation des victimes, l'isolement des pays touchés, le refoulement de leurs ressortissants, constituent une arme plus dangereuse que le fléau à combattre. Car, comme l'a souligné récemment le Président Alpha Condé, nous ne devons pas isoler les pays touchés par Ebola, mais tout mettre en œuvre pour isoler Ebola et éradiquer cette épidémie.

Le Conseil de sécurité doit y veiller et peser de tout son poids pour faire respecter les recommandations de l'Organisation mondiale de la Santé et de l'Association internationale du transport aérien dans ce sens. De même, tous les partenaires bilatéraux et multilatéraux, dans un même élan de solidarité, s'emploieront à apporter le juste et indispensable appui pour assurer la prise en charge des victimes, la prévention et l'éradication du virus.

Pour leur part, dès la déclaration, le 21 mars 2014, de l'épidémie de fièvre hémorragique à virus Ebola, le Gouvernement guinéen et ses partenaires se sont fortement impliqués dans la riposte contre la maladie. L'épidémie semblait sous contrôle en mi-mai. Cependant, une résurgence du nombre de cas confirmés et l'apparition de nouveaux foyers ont été notifiés au début du mois de juin 2014. Cette épidémie s'est également étendue à la Sierra Leone et au Libéria, pays limitrophes

de la Guinée, conférant ainsi à la crise une dimension sous-régionale. Plusieurs milliers de personnes ont été atteintes, et aujourd'hui plus de 2.400 décès ont été enregistrés dans les trois pays affectés, dont près de 600 en Guinée, en majorité des femmes.

Une déclaration d'urgence sanitaire nationale a été aussitôt décrétée par le Président de la République dans le cadre de la riposte contre la maladie à virus Ebola. Il y a quelques jours, le Comité national de gestion de l'épidémie a adopté un plan accéléré de riposte sur une période de deux à six mois. Un ensemble de mesures préventives ont été également prises, au nombre desquelles figurent l'institution d'un cordon sanitaire à tous les postes frontaliers, la restriction du mouvement des personnes et leur soumission à des mesures de dépistage à tous les points de passage du pays, y compris l'aéroport international de Conakry. Ces mesures de sécurisation et de prévention prises au départ de l'aéroport de Conakry et qui ont fait leurs preuves justifient le maintien des fréquences des vols des compagnies aériennes Air France, Brussels Airlines et Royal Air Maroc.

À cela s'ajoutent de nombreuses autres actions menées sur le terrain, notamment la sensibilisation des populations sur les mesures préventives, le renforcement de la surveillance, le suivi des contacts, la mise en place du comité de régulation, la gestion sécurisée des enterrements et de la désinfection, ainsi que la distribution d'équipements de protection individuelle et de trousses d'hygiène.

Aujourd'hui, le Gouvernement a privilégié la communication de proximité afin d'impacter sur la perception que certaines communautés ont de la maladie. À travers des messages de sensibilisation dans les langues nationales, davantage de personnes pourraient être alertées, notamment dans les milieux ruraux où persiste la réticence à la présence des agents de santé engagés dans la lutte contre le virus Ebola.

Malgré tous les efforts entrepris par le Gouvernement et ses partenaires, il reste encore de nombreux défis à relever et des besoins pressants à prendre en compte pour endiguer la propagation de l'épidémie. Nous ressentons des besoins de plus en plus accrus en ressources humaines, financières et matérielles. Nous éprouvons des besoins indispensables en équipements : kits de protection et d'hygiène, médicaments, hôpitaux mobiles, thermoflashs, civières, lits d'hospitalisation, etc. Il nous faut des moyens de déplacements, notamment des ambulances et des véhicules de transport pour le corps médical. La liste exhaustive de nos attentes est disponible.

C'est le lieu approprié pour remercier une fois de plus, la France, les États-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie, la Chine, le Japon, le Royaume-Uni, l'Union européenne et plusieurs autres partenaires bilatéraux et multilatéraux qui, aux côtés de l'Organisation mondiale de la Santé, de Médecins Sans Frontières, des Centres pour le contrôle et la prévention des maladies situés à Atlanta, ainsi que des pays comme 1e Maroc et le Mali, ont fait valoir dès le début, le principe de solidarité, de fraternité et d'amitié.

Naturellement, notre dévoué Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, a encore donné et continue de donner le meilleur de lui-même en cette période importante où se joue l'avenir de certains de nos États. En témoigne son initiative d'établir la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre Ebola. Nous lui savons gré et osons espérer que le Conseil de sécurité, garant de la paix et de la sécurité internationales, s'inscrira fortement dans cette dynamique et que la communauté scientifique mondiale viendra à bout, sous peu, de ce virus Ebola, tout comme il l'a fait contre d'autres virus encore plus meurtriers.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à S. E. M. Samura M.W Kamara, Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale de la Sierra Leone.

M. Kamara (Sierra Leone (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord, au nom du Président Ernest Bai Koroma, du Gouvernement et du peuple sierra-léonais, vous remercier vivement, Madame la Présidente, ainsi que les membres du Conseil de sécurité, pour la convocation de cette importante séance.

Notre rassemblement en ce moment crucial, alors notamment que les conséquences de la flambée sans précédent du virus Ebola se manifestent dans notre sous-région, est le reflet des préoccupations croissantes de la communauté internationale. De toute évidence, l'impact de l'épidémie est non seulement effrayant, il est également lourd de conséquences pour le tissu social des trois pays concernés. One ne saurait donc surestimer la nécessité de comprendre et de réagir fermement face à la pire épidémie d'Ebola de l'histoire.

Je tiens également à transmettre les sincères remerciements du Président Koroma à tous ceux qui ont exprimé leur sympathie au peuple de la Sierra Leone, soit par téléphone, comme l'ont fait en particulier le

Secrétaire général et le Président Obama, soit par le biais de visites de haut niveau d'organismes des Nations Unies, comme celle effectuée par Mme Chan, assise ici à ma gauche. Le docteur Nabarro en a fait une également. Nous apprécions ces visites, tout particulièrement celle qu'a faite récemment le Président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, le Président Mahama. Ils sont tous venus exprimer leur sympathie, leur espoir et tous leurs vœux.

Nous sommes en terrain inconnu. À ce jour, les origines, les symptômes, la menace et le mode de transmission d'Ebola sont tout à la fois déconcertants et déroutants. L'Ebola est un défi pour la race humaine. Il défie notre niveau de préparation, au niveau national et international. Il défie nos schémas comportementaux et notre volonté de nous attaquer à cette épidémie. C'est la toute première fois que nous avons une telle épidémie, ce qui met également notre résilience à l'épreuve. Nous avons entendu dire aujourd'hui qu'elle met aussi à l'épreuve notre niveau de coordination et notre patience les uns envers les autres.

La population de la Sierra Leone vit dans la peur et n'arrive pas à comprendre la nature d'une maladie qui tue et empêche la famille d'enterrer un être cher. Malgré toutes les mesures prises, la crise s'est aggravée et le virus va plus vite, beaucoup plus vite que nos efforts. Le virus Ebola est une maladie extraordinaire qui a nécessité des actions extraordinaires de la part de la Sierra Leone, y compris l'instauration d'un état d'urgence sanitaire. Il existe plusieurs comités de haut niveau, gérés conjointement par les partenaires de développement et les autorités nationales.

Dès demain, nous observerons un couvre-feu de trois jours. Ce n'est pas de gaité de cœur, mais comme l'Ebola est une maladie extraordinaire, il faut prendre des mesures extraordinaires car il n'existe pas de cure. Nous espérons que, après demain, la situation sera mieux comprise et appréciée car nous croyons que depuis aujourd'hui, le sentiment de peur, l'ignorance, le déni et les mauvaises informations sont en passe de diminuer. Mais nous avons encore beaucoup à faire, étant donné qu'Ebola se propage de manière exponentielle. À ce jour, le chiffre cumulatif de cas confirmés est de 1 571, et le nombre de décès confirmés de 483, dont 60 % de femmes. Les enfants sont très touchés. Même les installations et le personnel sanitaires sont touchés. Nous avons perdu quatre médecins, plusieurs infirmiers et des travailleurs sanitaires.

Comme la communauté internationale et l'ONU en particulier peuvent en témoigner, étant donné qu'elles ont été pleinement impliquées dans nos activités de consolidation de la paix post-conflictuelles, la Sierra Leone a fait d'énormes progrès pour relever son économie et rebâtir les vies de ceux qui avaient souffert pendant le conflit. L'année dernière, je me suis joint au Conseil de sécurité pour célébrer les succès de la Sierra Leone (voir S/PV.7034). Nous n'avions plus besoin du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone ni de la formation de la Commission de consolidation de la paix.

Aujourd'hui, nous sommes ici pour autre chose, pour une histoire triste qui annule tous nos acquis et surtout, si nous ne sommes pas prudents, qui présente de grands défis systémiques. Si nous n'agissons pas vite, elle mettra au défi nos capacités humaines. C'est pourquoi j'apprécie vivement l'adoption à l'unanimité de la résolution 2177 (2014). Mais je suis bien d'accord avec vous, Madame la Présidente, que cette adoption n'est pas une fin en soi mais un moyen de parvenir à une fin. Il nous faut donc financer et mettre en œuvre cette résolution. À cette fin, je dois rappeler qu'il est absolument essentiel d'agir rapidement. La précision, l'adéquation et la non-conditionnalité s'agissant de l'acheminement du financement, ainsi que l'appui accordé sont des éléments très importants pour assurer l'efficacité de l'aide.

L'aide accordée à la lutte contre Ebola est une assistance spéciale. Nous devons donc nous rassembler et bien définir le type d'aide, de ripostes et d'interventions que nous mettons en place dans ces trois pays. À ce stade, je voudrais faire une ou deux suggestions.

Aujourd'hui, dans ces trois pays, nous avons jeté les bases d'une restructuration des secteurs de santé publique. Des centres de traitement et de rétention ont été construits et des laboratoires mis en place. Et pourtant, il n'existe pas de centre important de contrôle des maladies. Le Président Ernest Bai Koroma a demandé à la République populaire de Chine de pouvoir transformer un hôpital ultramoderne construit à Jui en centre de contrôle des maladies pour le pays, la sous-région, voire le continent tout entier. Tous les autres pays développés ont des centres de contrôle des maladies. Je voudrais donc exhorter le Conseil de sécurité à se joindre à l'appel lancé par le Président Koroma à la République populaire de Chine.

Ce centre nous procurerait des installations de recherche modernes qui nous permettraient de

comprendre les origines de maladies infectieuses. Ce n'est pas que le virus Ebola qui afflige l'Afrique. Nous ne comprenons toujours pas le paludisme, et il y a en Afrique la tuberculose, le VIH/sida, la variole et la varicelle. Nous avons besoin d'une institution centralisée où développer nos connaissances. J'aimerais donc que le Conseil de sécurité plaide notre cause auprès de la République populaire de Chine.

La base est déjà là car la Chine a construit un centre de traitement et un laboratoire moderne à proximité de l'hôpital. L'hôpital servira de centre de rétention et de centre de traitement. Le centre de traitement construit par le Royaume-Uni sera également très utile, et l'Afrique du Sud nous aide à mettre sur pied un laboratoire.

Nous construisons des centres préfabriqués de traitement et de rétention, mais notre prochain défi sera d'avoir un centre de contrôle des maladies. À cette fin, je voudrais lancer un appel à toutes les institutions qui ont été blessées par les remarques péjoratives et les commentaires injustes du peuple souverain de Sierra Leone. Un dicton dit que quand un homme est en train de se noyer, il n'hésite pas à saisir la lame la plus aiguisée. Je tiens à exprimer notre solidarité avec toutes ces institutions, auxquels nous lançons un appel. Je suis certain que nombre d'entre elles, y compris l'Organisation mondiale de la Santé, ont été prises de court, et nous savons que les médias et les Sierra-léonais se sont plaints. Cela est simplement dû au fait que nous avions eu une patiente – la dernière victime, un médecin – et que je crois que l'on a fait appel à l'OMS pour procéder à son évacuation. Mais, je le répète, il y a eu un malentendu. L'OMS n'a pas d'hôpitaux mondiaux. L'OMS n'a pas non plus d'avions. Mais c'est la réalité quand on souffre, quand on se trouve là, sur le terrain.

Je tiens également à dire que je ne serai pas surpris si les débats de l'Assemblée générale à sa soixante-neuvième session étaient éclipsés par les débats relatifs au virus Ebola. Je pense qu'il serait très approprié, avant la fin du débat de l'Assemblée à sa soixante-neuvième session, que nous soyons très clairs et que nous parvenions à des conclusions précises sur les moyens de prévenir la propagation du virus Ebola mais aussi de traiter la maladie à virus Ebola, ou plus précisément comment progresser dans le traitement d'autres maladies infectieuses. Je me joins à la demande faite par mes collègues libérien et guinéen aux pays qui, dans la panique, ont fermé leurs frontières et annulé des vols et le transport des marchandises], en en vue d'un retour à la normale. Le virus Ebola n'est pas le fait d'un de ces trois pays. Il est juste arrivé. J'espère que dans un avenir pas trop lointain, il reculera aussi rapidement qu'il est venu.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de Cuba.

M. Moreno (Cuba) (*parle en espagnol*) : Je remercie tout d'abord le Secrétaire général, M. Nabarro, Mme Chan et M. Niamah pour les informations qu'ils nous ont fournies. Nous les assurons qu'elles sont extrêmement utiles et nécessaires.

La gravité de la situation créée par l'épidémie d'Ebola qui touche durement plusieurs pays d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest souligne la nécessité de s'y attaquer vigoureusement et de compter sur la coopération de tous les pays. Dans cet esprit, à la demande du Secrétaire général, S. E. M. Ban Ki-moon, et de la Directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), Mme Margaret Chan, Cuba a déjà lancé le processus de coopération, coordonné par l'OMS, comme l'a annoncé vendredi dernier, le 12 septembre, le Ministre de la santé de la République de Cuba, M. Roberto Morales Ojeda. Cette coopération permettra d'envoyer en Sierra Leone une brigade médicale dont les membres ont exprimé leur volonté de se joindre à la lutte contre cette épidémie. Ils ont tous plus de 15 ans d'expérience professionnelle et ont travaillé dans d'autres pays ayant dû faire face à des catastrophes naturelles et épidémiologiques ainsi qu'au sein de missions de coopération médicale. Nous sommes prêts à travailler aux côtés d'autres pays, y compris ceux avec lesquels nous n'avons pas de relations diplomatiques.

Cette action cubaine s'inscrit dans le cadre de la solidarité et de la coopération constantes de notre pays avec l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine et les Caraïbes. Au cours des 55 dernières années, nous avons coopéré avec 158 pays, avec la participation de 325 710 agents de santé. Au total, 76 744 agents de santé ont travaillé dans 39 pays en Afrique. Aujourd'hui, 4 048 Cubains, dont 2 269 médecins, offrent leurs services dans 32 pays africains.

En outre, Cuba, un petit pays pauvre, a formé à ce jour, gratuitement, 38 940 médecins de 121 pays. Actuellement, 10 000 jeunes étrangers étudient la médecine sur notre île, sans aucun frais pour 6 000 d'entre eux, en vertu du principe consistant à fournir une aide aux plus pauvres, financée par ceux qui

ont des ressources, afin d’assurer la viabilité du système de santé cubain et de la coopération internationale.

Dans le cadre de la lutte contre le virus Ebola, qui devrait être le combat de tous, le Gouvernement cubain a décidé de maintenir sa coopération et de l’étendre aux pays les plus touchés, qui ont déjà été mis au courant. Dans les zones de la région non touchées par le virus Ebola et dans lesquelles, comme je l’ai indiqué, nous avons plus de 4 000 agents de santé, nous sommes prêts à contribuer à la prévention de la maladie à virus Ebola. Les brigades médicales qui seront envoyées en Afrique pour lutter contre ce virus font partie du Contingent international Henry Reeve, créé en 2005 et comprenant des médecins spécialisés dans les situations de catastrophe et les grandes épidémies. Cette riposte du Gouvernement cubain confirme les valeurs de solidarité qui ont guidé la révolution cubaine : ne pas offrir nos restes, partager ce que nous avons.

L’Afrique attend une intervention immédiate de tous les États Membres, en particulier ceux qui sont dotés de ressources. Nous devons d’urgence nous joindre à cette lutte mondiale contre le virus Ebola. L’humanité est redevable aux peuples d’Afrique. Nous ne pouvons pas les décevoir.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Brésil.

M. Patriota (Brésil) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Madame la Présidente, d’avoir organisé la présente séance sous la forme d’un débat public. Je remercie également le Secrétaire général, la Directrice générale de l’Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Coordonnateur principal du système des Nations Unies pour l’Ebola et le représentant de Médecins Sans Frontières. Je salue également la présence des Ministres des affaires étrangères libérien, guinéen et sierra-léonais et le Vice-Ministre des affaires étrangères de la République de Cuba.

Nous nous félicitons de l’annonce faite par le Secrétaire général de la création de la Mission des Nations Unies pour l’action d’urgence contre l’Ebola, qui sera dirigée par un représentant spécial du Secrétaire général, et comptons examiner cette question plus en détail à l’Assemblée générale.

Le Brésil se félicite de cette occasion de réaffirmer sa volonté d’aider des pays frères de l’Afrique de l’Ouest à combattre les effets du virus Ebola. Nous sommes conscients que cette maladie peut déstabiliser des situations précaires au Libéria, en Guinée et en Sierra Leone, et se propager au-delà des pays touchés. Nous soulignons toutefois qu’il est nécessaire de traiter cette épidémie avant tout comme une urgence sanitaire et un problème social et de développement plutôt que comme une menace à la paix et à la sécurité.

Le Brésil se félicite des contributions faites jusque-là par la communauté internationale. Dans le sens de votre proposition, Madame la Présidente, visant à ce que la présente séance permette d’annoncer des contributions précises, je tiens à annoncer que le Brésil a envoyé des lots de fournitures d’urgence pour appuyer les efforts déployés localement au Libéria, en Guinée et en Sierra Leone, en coordination avec des représentants locaux de l’OMS. Chacun de ces lots contient des équipements de protection personnelle, de prévention et de lutte contre l’infection ainsi que du matériel médical pour soigner des centaines de patients. Au total, elles représentent trois mois de fournitures pour environ 7 000 personnes. Le Gouvernement brésilien a également annoncé un premier don à l’appui des efforts déployés par l’OMS pour enrayer le virus. En outre, la Présidente Dilma Rousseff vient d’autoriser un don, à caractère exceptionnel, de milliers de tonnes de riz et de haricot, par l’intermédiaire du Programme alimentaire mondial, destinées aux pays les plus touchés par la maladie à virus Ebola.

Non seulement nous devons nous efforcer de contenir la propagation du virus, mais nous devons faire des efforts concertés pour limiter le risque que cette épidémie érode voire réduise à néant les progrès importants que la région a accomplis grâce à la consolidation de la paix et au développement économique ces dernières années, après des décennies de guerre. C’est sur la base de ces considérations que, en ma qualité de Président de la Commission de consolidation de la paix, j’ai convoqué une réunion informelle de la Commission le 8 septembre, afin d’entendre un exposé du docteur David Nabarro. Je félicite également les présidences des formations Guinée, Libéria et Sierra Leone de la Commission d’avoir organisé en août la première réunion informelle des formations pour discuter des répercussions de la crise de l’Ebola sur les efforts de consolidation de la paix dans ces trois pays.

À l’issue de sa réunion du 8 septembre, la Commission a adopté une déclaration réaffirmant son intention de servir de plateforme commune de débat, de mise en commun des informations et de sensibilisation à New York, afin d’échanger avec un parterre plus large d’acteurs émanant des États Membres, des institutions

financières internationales et des organismes des Nations Unies. Prenant note avec une grande préoccupation du risque que l'infection à virus Ebola annule les acquis de la consolidation de la paix, cette déclaration appelait la communauté internationale à ne pas isoler les pays touchés, en maintenant les liaisons de transport et en les assortissant des mesures de prévention idoines. Les mesures de confinement doivent être conçues de telle manière qu'elles n'aggravent pas les problèmes déjà aigus associés à la fragilité des conditions sociales, politiques et économiques.

Je tiens à rappeler que, le 21 août, lorsque le Royaume-Uni a organisé un débat public sur la prévention (voir S/PV.7247), l'alerte lancée par le Brésil, qui assure la présidence de la Commission de consolidation de la paix, était la seule référence à la crise de l'Ebola et à ses implications déstabilisatrices pour la région, ce qui met en exergue le rôle de la Commission en matière d'alerte rapide.

Cette épidémie souligne à quel point il est important de renforcer les capacités locales pour faire face aux crises de santé publique. Comme l'a dit le docteur Paul Farmer, cofondateur de l'organisation non gouvernementale internationale *Partners in Health* (Partenaires pour la Santé), qui se trouve au Libéria cette semaine, si l'épidémie d'Ebola avait frappé des régions du monde développé, il ne fait aucun doute que les systèmes de santé en place pourraient contenir et éradiquer la maladie. La crise qui sévit en Afrique de l'Ouest aujourd'hui reflète donc les inégalités, qui existent de longue date et qui se creusent, en matière de développement et d'accès aux soins de santé de base.

Conformément à la feuille de route de l'OMS pour la riposte au virus Ebola, la réponse internationale concertée qui est préparée ici aujourd'hui doit mettre l'accent sur l'assistance aux pays touchés et à risque en renforçant les capacités nationales. Il convient d'accorder une attention particulière à la sécurité des agents de santé locaux, qui sont essentiels pour contenir l'épidémie mais qui, s'ils ne disposent pas des équipements adéquats, courent malheureusement un risque de contagion plus élevé.

Cette épidémie sans précédent d'infection à virus Ebola met à l'épreuve notre capacité à mobiliser les efforts internationaux pour appuyer les États touchés tout en faisant en sorte d'empêcher de nouvelles transmissions. Nous sommes convaincus que l'Assemblée générale, l'Organisation mondiale de la Santé et la Commission de consolidation de la paix sont bien armées pour lutter contre la maladie et ses répercussions. Cette conviction est fondée sur notre confiance dans la résilience des peuples et des Gouvernements du Libéria, de Guinée et de Sierra Leone, qui ne laisseront pas l'épidémie compromettre tous les progrès accomplis au prix de durs efforts pour stabiliser leurs pays et mettre les années d'instabilité et de conflit derrière eux.

Nous espérons que la solidarité et la détermination affichées face à une cause susceptible de toucher la communauté internationale tout entière inspireront le Conseil de sécurité à continuer de promouvoir la coopération et le dialogue dans ses activités quotidiennes.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Maroc.

M. Hilale (Maroc) : Ma délégation voudrait vous remercier, Madame la Présidente, pour l'organisation du présent débat urgent du Conseil de sécurité dédié à la question de l'Ebola.

Aujourd'hui, l'Afrique de l'Ouest est confrontée plus que jamais à une situation exceptionnelle, critique et dangereuse, en particulier dans les pays les plus touchés par l'Ebola : le Libéria, la Sierra Leone et la Guinée. L'épidémie est d'une ampleur sans précédent, de par sa répartition géographique et de par le nombre de cas et de victimes, croissant chaque jour. Les bilans de l'Organisation mondiale de la Santé, les rapports de Médecins Sans Frontières et des différentes enceintes internationales, ainsi que les scènes que les médias nous décrivent au quotidien sont tout simplement horribles. Près de 5 000 personnes sont infectées, et plus de 2 400 hommes, femmes et enfants sont déjà décédés du virus; et l'on craint que le nombre réel de morts soit plus élevé encore.

Avec un système de santé publique déjà très faible, proche même de l'effondrement, le peu d'hôpitaux qui existent encore dans ces pays et les quelques centres de traitement ont été complètement dépassés. Les patients sont refoulés; les gens meurent, littéralement, dans les rues. D'autres sont, à l'heure actuelle, juste assis, attendant de mourir, seuls et abandonnés.

La situation empire de jour en jour, puisqu'elle s'étend encore avec l'absence de vaccin ou de traitement spécifique. Le virus se propage à grande vitesse. Il est hautement contagieux, et mortel dans 25 à 90 % des cas. Il s'agit d'une épidémie sans précédent et absolument sous aucun contrôle. Le nombre de personnes infectées pourrait rapidement doubler, voire tripler, sinon plus,

avec des implications profondes, non seulement pour la région mais également pour l'ensemble de la planète.

La crise d'Ebola nécessite une réponse internationale exceptionnelle pour répondre à la crise sanitaire et aux menaces plus larges, en termes politiques, économiques et, comme l'a dit le Président Obama, sécuritaires, dans les pays touchés. Il faut contrôler l'épidémie de toute urgence. Il faut agir rapidement. Aussi, toutes les composantes de la communauté internationale sont-elles appelées aujourd'hui à coordonner une réponse globale plus large; à contrôler l'épidémie et prévenir sa propagation; à continuer les recherches scientifiques dans l'espoir de trouver de nouveaux traitements, et, avec bon espoir, des vaccins; à consacrer les ressources financières et humaines nécessaires à l'appui des stratégies de lutte contre ce virus mortel; à construire des unités de traitement supplémentaires, y compris de nouveaux espaces d'isolement sur le terrain; à distribuer des kits d'information aux familles locales afin qu'elles puissent mieux se protéger; à soutenir les efforts nationaux dans la région affectée; à aider les pays touchés à faire face aux répercussions de l'économie sur les communautés locales, pour éviter une catastrophe humanitaire, avec également un effondrement économique; à aider ces pays à construire un système de santé publique qui soit durable; et, enfin, à créer un pont aérien pour obtenir les aides humanitaires et fournitures médicales nécessaires et assurer le déplacement du personnel médical.

Préoccupé par les effets néfastes de l'isolement des pays touchés par l'Ebola et des restrictions qui leur ont été imposées, le Maroc, sur haute instruction de S. M. le Roi, a décidé, dans un geste de solidarité, de briser l'isolement et la mise en quarantaine des pays africains touchés par le virus Ebola, en maintenant les dessertes aériennes de de la compagnie aérienne Royal Air Maroc. En effet, la Royal Air Maroc a maintenu ses vols habituels vers les pays affectés par l'Ebola. Elle continue de desservir de manière régulière ces pays, en assurant trois vols par semaine vers le Libéria, quatre vols vers la Sierra Leone et sept vers la Guinée-Conakry. Les aéroports de Conakry, Monrovia et Freetown continuent à accueillir les avions de la Royal Air Maroc. Parallèlement, et dans un autre élan de solidarité, le Maroc a accordé une assistance appropriée à ces trois pays. La décision de maintenir les vols habituels de Royal Air Maroc exprime le sentiment fraternel qui lie le Maroc aux pays frères d'Afrique, et le sentiment d'appartenance à une communauté de destins, faite de solidarité et d'engagement dans les périodes heureuses aussi bien que dans les circonstances difficiles.

Pour conclure, je voudrais juste dire que cette salle a l'habitude de vibrer de discours sur les droits de l'homme en Afrique, sur les conflits, sur les déchirements et sur les génocides. Cette fois, nous avons besoin en Afrique que cette salle vibre non seulement de discours de solidarité, mais aussi d'engagement, de décisions et de mesures pour venir en aide à ce continent, et surtout à l'Afrique de l'Ouest, en particulier à ces trois pays. Comme l'a dit le Ministre sierra-léonais, il est impossible d'isoler l'Ebola. En revanche, l'isolement ferait énormément de mal à ces pays qui vont s'enfoncer dans leur malheur. Nous sommes appelés à ce que cela n'arrive plus jamais.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Suisse.

M. Zehnder (Suisse) : La Suisse salue la tenue de la présente réunion d'urgence du Conseil de sécurité. Ma délégation tient à remercier les intervenants pour leurs analyses de la situation et leurs témoignages.

L'épidémie d'Ebola n'est pas simplement une crise sanitaire : elle constitue également une menace potentielle vis-à-vis de la sécurité mondiale et nécessite une réponse globale, qui tienne compte de la crise sanitaire ainsi que des menaces de nature sociétale, économique, politique ou sécuritaire qui touchent les pays affectés. Pour cette raison, la communauté internationale doit agir rapidement afin de contenir et de combattre cette crise. Nos efforts devraient se concentrer sur les besoins des personnes affectées et non pas isoler les pays aux prises avec l'épidémie. Il est primordial de redoubler nos efforts pour proposer un traitement efficace et sûr pour les personnes qui sont déjà malades, ainsi que pour endiguer l'épidémie.

La Suisse salue la Feuille de route pour la riposte au virus Ebola lancée fin août par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Si nous devons agir rapidement, nous devons aussi veiller à ce que nos efforts sur le terrain soient calibrés et coordonnés sous l'égide des Nations Unies, et permettent aux organisations non gouvernementales internationales et locales de démultiplier l'impact de leurs opérations. Nous devons aussi nous tenir prêts à lutter contre cette crise sur le long terme.

La Suisse a entendu l'appel d'urgence formulé à Genève par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), l'OMS et le coordinateur de

l'ONU pour Ebola en vue d'obtenir les moyens de couvrir les besoins les plus urgents en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone. La Suisse a pour sa part fourni une aide humanitaire en livrant 14 tonnes d'équipements médicaux de protection au Gouvernement libérien, et a renforcé les capacités de l'aide humanitaire fournie par son bureau à Monrovia. Depuis le début de la crise, elle a soutenu les organisations non gouvernementales locales qui sensibilisent les populations. En outre, elle soutient financièrement Médecins Sans Frontières, le Programme alimentaire mondial et le Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies. Au total, la Suisse a déjà alloué 3,9 millions de dollars à la lutte contre le virus Ebola. Suite à la conclusion d'une mission d'évaluation récemment menée au Libéria, elle examine une augmentation de ses contributions pour soutenir les efforts internationaux.

La Suisse salue la récente décision du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine autorisant le déploiement immédiat d'une mission humanitaire militaire et civile menée par l'Union africaine. Nous nous félicitons également des efforts déployés par la Commission de consolidation de la paix, et l'invitons à évaluer les possibilités de contribuer à trouver une solution à cette crise, y compris en faisant office de plate-forme de mobilisation des soutiens internationaux.

Enfin, nous saluons la volonté du Conseil de sécurité d'envisager avec prudence les incidences de la crise Ebola sur la configuration actuelle et future de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL). En tant qu'opération de maintien de la paix pleinement intégrée, la MINUL peut aider à coordonner et à soutenir les efforts déployés par la communauté internationale pour lutter contre Ebola, en étroite collaboration avec l'OCHA et le mécanisme de réponse à la crise.

La Suisse soutient pleinement la résolution du Conseil de sécurité qui vient d'être adoptée. Ma délégation remercie la présidence du Conseil de son engagement sur ce sujet, aussi urgent qu'important.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à l'observateur de l'Union européenne.

M. Mayr-Harting (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne et de ses États membres. La Turquie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, le Monténégro, l'Islande, la Serbie et l'Albanie, pays candidats; la Bosnie-Herzégovine, pays du Processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel; ainsi que l'Ukraine, la République de Moldova, l'Arménie et la Géorgie s'associent à cette déclaration.

Je voudrais pour commencer adresser mes remerciements aux États-Unis pour la convocation du débat d'aujourd'hui. Il importe que la flambée d'Ebola reste au sommet de l'ordre du jour international puisqu'il ne s'agit pas seulement d'un problème régional isolé, mais d'un problème qui nous touche tous.

Nous sommes profondément préoccupés par la crise provoquée par le virus Ebola. Nous déplorons les vies perdues, tant au sein de la population des pays touchés que des intervenants internationaux. Le meilleur moyen de leur rendre justice est d'agir en prévenant de nouvelles victimes. Nous rendons hommage à tous les travailleurs des secteurs humanitaire et médical qui, en première ligne, s'emploient inlassablement à mettre fin à la crise. Nous continuerons d'apporter notre assistance, en particulier dans les zones les plus touchées, et de travailler avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) et les autres partenaires du système des Nations Unies et des organisations régionales et non gouvernementales pour aider à gérer la maladie le plus rapidement et le plus efficacement possible.

Nous saluons le rôle moteur joué par l'OMS avec l'élaboration, en coordination avec d'autres, de la Feuille de route pour la riposte au virus Ebola. Nous nous félicitons également du système de coordination des Nations Unies que le Secrétaire général a mis en place afin de veiller à ce que tous les secteurs pertinents du système des Nations Unies soient à pied d'œuvre et travaillent de façon cohérente. Nous plaidons pour le maintien d'une coopération étroite avec la Coordonnatrice des secours d'urgence et les partenaires humanitaires.

À ce jour, l'Union européenne s'est engagée à verser 150 millions d'euros, soit près de 200 millions de dollars, aux fins du traitement des patients, de la formation, des mesures de lutte contre l'épidémie, et pour les laboratoires médicaux, l'entretien des services de santé de base ainsi qu'à titre d'appui budgétaire. Dans le cadre de ce train de mesures, l'Union européenne a également fourni 5 millions d'euros à l'Union africaine à l'appui des efforts très importants que celle-ci consent pour fournir une aide aux pays touchés. À cela il faut ajouter les contributions bilatérales très importantes faites par les États membres de l'Union européenne,

tant sous forme financière qu'en nature, ainsi que par le biais du détachement de spécialistes. Certaines de ces contributions bilatérales sont coordonnées par l'intermédiaire du mécanisme de protection civile de l'Union européenne.

Enfin, le Centre de réaction d'urgence européen appuie l'Union européenne dans ses efforts, avec la participation d'un certain nombre de partenaires clefs tels que l'OMS, Médecins Sans Frontières, l'UNICEF, l'OCHA et la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. L'Union européenne et ses États membres s'emploient activement à rechercher des solutions permettant de réduire l'isolement croissant dont souffrent les zones touchées de cette région. L'Union européenne entend apporter une réponse face à la nécessité urgente de conserver et de rétablir des liaisons pour les besoins liés aux transports et aux évacuations médicales nécessaires. Pour la suite des opérations, nous élaborons actuellement un cadre global d'intervention. Ce document, en droite ligne de la Feuille de route de l'OMS, souligne les principaux défis et les différentes façons dont nous avons apporté et continuerons d'apporter notre aide à l'action de lutte. Les autres conséquences connexes, à commencer par la crise alimentaire, la crise du système de santé et les incidences macroéconomiques néfastes de l'épidémie, sont également à l'examen.

Nous reconnaissons tous l'ampleur du défi qui se dresse devant nous. Lundi, une réunion de haut niveau de l'Union européenne s'est tenue sur le virus Ebola à Bruxelles et nos Ministres de la santé se réunissent la semaine prochaine à Milan où la crise de l'épidémie d'Ebola sera examinée. L'Union européenne et ses États membres ont à cœur de déployer tous les efforts possibles pour accélérer l'appui apporté et aider à mettre fin à cette épidémie.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Turquie.

M. Çevik (Turquie) (*parle en anglais*) : Je voudrais remercier la présidence des États-Unis de la tenue de la séance d'aujourd'hui. Nous nous félicitons également de l'adoption de la résolution 2177 (2014), dont la Turquie se réjouit d'être l'un des coauteurs.

La flambée d'Ebola est devenue une urgence internationale, aux ramifications encore plus larges pour la vie économique, sociale et politique des États touchés et aux risques importants pour la sécurité et la stabilité de la région.

Nous nous félicitons de l'engagement et de l'intervention sans cesse croissants des gouvernements nationaux, des organisations régionales et de la communauté internationale face à cette urgence. Nous félicitons le Secrétaire général et l'Organisation mondiale de la Santé du rôle stratégique de premier plan qu'ils jouent. Nous félicitons également l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) de leurs efforts en vue de mettre au point une action collective face à cette flambée et d'endiguer la maladie. Les initiatives prises par l'Union africaine et la CEDEAO prouvent une fois de plus le rôle notable que peuvent jouer les organisations régionales dans la réponse aux urgences humanitaires et médicales qui, souvent, ne connaissent pas de frontières.

Nous rendons hommage au personnel humanitaire et au personnel soignant qui, en première ligne, mettent leur vie en danger et se dévouent pour cette cause. La Turquie présente ses sincères condoléances aux parents des victimes de cette épidémie et aux populations des États touchés.

L'urgence internationale à laquelle nous nous trouvons confrontés est l'une de ces urgences auxquelles aucun pays ne peut faire face seul. La communauté internationale doit continuer d'apporter et même d'augmenter son soutien technique, logistique et financier aux pays touchés, tout comme les organisations internationales qui répondent à la crise. Ce défi peut être relevé grâce à la coopération et à la solidarité internationales, et non pas si l'on reste sur la défensive. Nous pensons en effet que l'isolement des pays touchés et les restrictions imposées à la circulation en direction et en provenance de ces pays est en train de provoquer une dégradation de la situation et de saper la volonté et la capacité des peuples concernés de lutter contre cette menace.

La Turquie a immédiatement mobilisé des ressources financières et apporté une aide médicale à l'attention des pays touchés. Des projets visant à intensifier le soutien de la Turquie aux États touchés, par les voies bilatérales et multilatérales, sont également à l'examen. Surtout, la compagnie Turkish Airlines maintient ses vols vers la région. Notre soutien à la lutte contre l'épidémie continuera dans une perspective à long terme axée sur le renforcement des capacités et de la résilience des infrastructures et du secteur de la santé.

La flambée de l'épidémie à virus Ebola exige une réponse globale, coordonnée et de long terme. Nous

devons maintenir cette attention et poursuivre notre soutien même lorsque la courbe de l'épidémie aura commencé à s'infléchir. Il faut une solution durable et sur le long terme aux urgences de cette sorte afin de venir en aide aux sociétés et aux économies des pays touchés, leur permettre d'accroître leur résilience et leurs capacités et faire en sorte que la paix et la stabilité de la région concernée ne connaissent pas un retour en arrière.

La Présidente (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Canada.

M. Rishchynski (Canada) : Je vous remercie, Madame la Présidente, de nous donner la possibilité de prendre la parole alors que sont présents dans la salle les Ministres des affaires étrangères du Libéria, de la Sierra Leone et de la République de Guinée, ainsi que Mme Margaret Chan et M. David Nabarro.

(*l'orateur poursuit en anglais*)

Au nom du Gouvernement du Canada et de tous les Canadiens, je tiens à adresser mes plus sincères condoléances et à exprimer ma solidarité aux peuples de la Guinée, du Libéria et de la Sierra Leone, ainsi qu'à ceux du Nigéria et du Sénégal, face à la situation extrêmement difficile à laquelle ils sont confrontés, en première ligne de la bataille contre le virus Ebola.

Le Canada demeure vivement préoccupé par l'épidémie d' Ebola en Afrique de l'Ouest. Ce virus risque de compromettre les bases de la prospérité économique, de la sécurité et de la stabilité sociale que le Conseil et la Commission de consolidation de la paix se sont employés à promouvoir à grand-peine dans la région.

(*l'orateur reprend en français*)

Nous reconnaissons que cette crise survient dans un contexte de fragilité chronique, dans des régions où règne une grande pauvreté, qui se remettent à peine de décennies de conflits et de troubles civils.

Les gouvernements touchés, en partenariat avec le système des Nations Unies, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Médecins Sans Frontières et d'autres acteurs, ont exprimé clairement la nécessité urgente d'une réponse collective à cette crise qui évolue constamment, si nous voulons réussir à éviter les pires scénarios.

(*l'orateur poursuit en anglais*)

Nous comptons sur l'ONU pour présenter une approche cohérente, qui permette à la communauté internationale d'intervenir rapidement et efficacement. À cet égard, nous nous félicitons de la réunion de haut niveau programmée la semaine prochaine. En tant que partenaire international actif et engagé, le Gouvernement canadien est pleinement déterminé à soutenir les efforts internationaux pour combattre cette maladie.

(*l'orateur reprend en français*)

Le Canada a reconnu très tôt les risques que cette épidémie du virus Ebola représentait et a joué, dès le début, un rôle de chef de file en contribuant de façon importante aux interventions humanitaires et de sécurité, afin d'aider à endiguer la propagation du virus Ebola en Afrique de l'Ouest. Nous avons fourni des contingents d'experts, des vaccins, du matériel et du soutien financier. Nos contributions à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), à Médecins Sans Frontières et aux organisations locales de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ont aidé à jeter les bases de leurs interventions respectives.

(*l'orateur poursuit en anglais*)

De plus, le Canada a déployé un laboratoire mobile en Sierra Leone, où se relaient des équipes de techniciens canadiens, ainsi que du matériel. Ce laboratoire mobile, installé à Kalaihun, l'une des régions du pays les plus gravement touchées par le virus Ebola, va continuer à fournir des services de diagnostic absolument essentiels aux Sierra-Léonais qui ont besoin d'aide.

Nous avons aussi facilité le déploiement de quatre délégués de la Croix-Rouge canadienne en Guinée et en Sierra Leone, ainsi que celui de quatre spécialistes canadiens travaillant pour l'UNICEF dans ce dernier pays. Nous avons aussi engagé des fonds d'un montant total de 2,5 millions de dollars en équipement de protection individuelle à verser à l'OMS, pour qu'elle distribue ce matériel.

(*l'orateur reprend en français*)

Étant donné les circonstances exceptionnelles, et au bénéfice de la communauté internationale, le Canada a fait don de 800 à 1 000 doses de vaccin expérimental VSV-EBOV à l'OMS. Nous contribuons aussi activement aux travaux des groupes d'experts de l'OMS sur l'Ebola.

(*l'orateur poursuit en anglais*)

À l'heure actuelle, le Canada examine l'appel lancé par les Nations Unies avant-hier, le 16 septembre, et il coordonnera ses efforts avec ceux de tous les

partenaires en vue d’une action internationale efficace pour maîtriser l’épidémie. Nous devons apporter notre soutien aux efforts actuels visant à mettre fin aux terribles souffrances et aux pertes de vie provoquées par le virus Ebola en Afrique de l’Ouest.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Japon.

M. Yoshikawa (Japon) (*parle en anglais*) : Je voudrais commencer par remercier sincèrement les États-Unis d’avoir pris l’initiative de convoquer le débat public d’aujourd’hui sur l’une des plus graves crises actuelles : l’épidémie d’Ebola en Afrique de l’Ouest. Étant donné son importance, le Japon s’est porté coauteur de la résolution 2177 (2014), adoptée aujourd’hui par le Conseil.

En ces heures difficiles, je voudrais transmettre les plus sincères condoléances du Japon aux familles des victimes – toujours plus nombreuses – du virus Ebola et aux peuples et aux gouvernements des pays touchés, en particulier de la Guinée, du Libéria et de la Sierra Leone. Ces trois pays sortent tous d’un conflit et sont actuellement dans la phase cruciale de consolidation de la paix, s’efforçant de garantir une stabilité durable. Nous savons, dans ce contexte, à quel point il importe d’empêcher qu’une crise de santé publique comme celle à laquelle ils sont confrontés actuellement ne se transforme en une crise de la consolidation de la paix.

C’est pourquoi il faut coordonner notre action au niveau international pour répondre rapidement à cette crise sanitaire mondiale. À cet égard, le Japon est très reconnaissant au Secrétaire général Ban Ki-moon de son leadership pour mobiliser et intensifier l’appui et l’engagement de la communauté internationale afin de surmonter la crise. Je voudrais aussi rendre hommage aux efforts des nombreux personnels de santé qui travaillent d’arrache-pied sur le terrain dans des conditions extrêmement difficiles.

Je voudrais présenter au Conseil les mesures prises par le Japon en réponse à cette crise.

Premièrement, en ce qui concerne nos contributions financières et en nature, à ce jour, nous avons versé 5 millions de dollars à l’Afrique de l’Ouest, notamment la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone, en coopération avec l’Organisation mondiale de la Santé (OMS) – et je tiens ici à remercier Mme Chan; l’UNICEF, le Programme alimentaire mondial, et la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Mon gouvernement a envoyé, à quatre reprises, des docteurs japonais spécialisés dans les maladies infectieuses au Libéria et en Sierra Leone, par l’intermédiaire du Réseau mondial d’alerte et d’action en cas d’épidémie de l’OMS.

Tout récemment, le Japon a décidé de fournir 20 000 combinaisons de protection contre le virus au personnel soignant au Libéria et en Sierra Leone. Selon l’OMS, cet équipement fait cruellement défaut sur place. Nous espérons que ces contributions permettront de réduire le nombre des infections parmi le personnel médical. Nous restons prêts à fournir une aide supplémentaire.

Deuxièmement, le Japon est disposé à envoyer de nouveaux médicaments pour traiter l’Ebola. Il semblerait que l’utilisation du T-705, ou Favipiravir, soit efficace comme méthode préventive après une exposition au virus Ebola. Il s’agit d’un médicament expérimental mis au point par deux laboratoires pharmaceutiques japonais, la Toyama Chemical et la Fujifilm Corporation. Nous travaillons actuellement avec l’OMS, les laboratoires pharmaceutiques et d’autres pays pour faire en sorte que ce médicament soit utilisé le plus rapidement possible.

Troisièmement, sur le long terme, nous allons continuer à épauler les pays africains dans leurs efforts pour accroître leur résilience face aux crises de santé publique. Améliorer la résilience socioéconomique en Afrique est l’une des priorités de la politique japonaise concernant ce continent dans le cadre de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l’Afrique, également connu sous le nom de processus de la TICAD.

L’un des objectifs premiers de la TICAD est de fournir une aide stratégique globale visant le renforcement des capacités africaines en matière de prévention et de détection des maladies. Le Noguchi Memorial Institute for Medical Research, au Ghana, en est un excellent exemple. C’est l’un des plus grands centres de recherche médicale d’Afrique de l’Ouest, capable de réaliser des tests laboratoires de dépistage du virus Ebola.

Pour conclure, je m’associe aux autres orateurs pour former l’espoir que cette épidémie d’Ebola sera rapidement maîtrisée. Je tiens à réaffirmer la détermination du Japon de jouer un rôle actif dans la lutte contre cette menace mondiale.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie tous les intervenants d’avoir limité leurs observations

à la durée des quatre minutes autorisées dans le débat d'aujourd'hui.

Je donne maintenant la parole au représentant des Pays-Bas.

M. Van Oosterom (Pays-Bas) (*parle en anglais*) : Je vous remercie beaucoup, Monsieur le Président, d'avoir organisé cette importante séance. Compte tenu des limitations de temps que vous venez de mentionner, le texte complet de ma déclaration sera disponible sur Twitter.

J'aligne ma déclaration sur celle que vient de prononcer l'observateur de l'Union européenne.

Mon gouvernement est gravement préoccupé par les répercussions de l'épidémie d'Ebola, notamment en Guinée, au Libéria, en Sierra Leone, au Nigéria et en République démocratique du Congo. Nos coeurs et nos pensées vont à tous ceux qui souffrent. Il est tragique que les femmes soient particulièrement frappées, parce que c'est à elles qu'il incombe de donner les soins. Nous rendons hommage aux courageux agents sanitaires présents sur le terrain dans les circonstances très difficiles où ils remplissent leur difficile emploi. Nous apprécions à leur haute valeur les rôles importants que jouent la Directrice générale de l'Organisation mondiale la Santé (OMS), Mme Chan, et le docteur Nabarro. Le Royaume des Pays-Bas se félicite aussi de la création de la nouvelle Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola afin de lutter contre l'épidémie. Maintenant plus que jamais, les Nations Unies doivent adopter une approche unique pour faire échec à l'épidémie. C'est, littéralement, une question de vie ou de mort. Les institutions compétentes des Nations Unies doivent oeuvrer de concert pour être plus efficaces. Les Pays-Bas sont, bien entendu, un partenaire clef de toutes ces institutions, notamment l'Organisation mondiale de la Santé, l'UNICEF et le Programme alimentaire mondial.

Une assistance humanitaire additionnelle s'impose sous forme de fonds, de fournitures médicales et d'agents sanitaires. Jusqu'ici, le Royaume des Pays-Bas a contribué à la lutte contre l'Ebola sur le plan financier, tant par le biais de l'Union européenne que par nos versements au système des Nations Unies. Demain, mon gouvernement annoncera de nouvelles et importantes contributions pour lutter contre la crise de l'Ebola. Nous sommes l'un des auteurs de la résolution 2177 (2014) et nous nous félicitons de son adoption aujourd'hui. Nous encourageons l'effort commun pour venir en aide aux États touchés et approuvons sans réserve l'appel lancé au secteur privé à maintenir les liens commerciaux et aériens.

La communauté internationale doit rester déterminée aussi longtemps que nécessaire à venir en aide aux pays touchés dans la région. Il faut aussi que le secteur privé s'engage à long terme à faire sa part s'agissant de lutter contre la maladie et de soutenir les entreprises et la population. Pour citer la Directrice générale de l'OMS, Mme Chan, l'Ebola n'est pas seulement une crise de santé publique; c'est aussi une crise sociale, humanitaire et politique et, si nous n'agissons pas maintenant, ceux qui ne meurent pas de l'Ebola pourraient mourir de faim. L'épidémie est susceptible de déstabiliser des pays entiers et des régions entières, de compromettre la sécurité nationale, régionale et internationale. C'est une crise mondiale qui exige que chacune de nos nations agisse, et qu'elle agisse maintenant. Mon gouvernement est déterminé à prendre d'autres mesures.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Suède.

M. Grunditz (Suède) (*parle en anglais*) : Je vous remercie d'avoir organisé cette très importante séance, Monsieur le Président. Cette initiative revient à reconnaître avec force la gravité de la situation, et la Suède s'est félicitée de l'occasion de se porter coauteur de la résolution d'aujourd'hui (2177 (2014)).

La Suède s'aligne sur la déclaration qu'a prononcée l'observateur de l'Union européenne.

Nous nous associons aux appels à intensifier tous les efforts et applaudissons au leadership manifesté par le Secrétaire général et les États-Unis à cet égard. Nous saluons l'initiative prise par le Secrétaire général de convoquer une réunion de haut niveau durant la proche semaine ministérielle de l'Assemblée générale, et ses efforts pour améliorer la coordination de la coalition internationale, surtout en nommant un Coordonnateur principal du système des Nations Unies pour l'Ebola et en proposant de créer la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola.

La Suède est l'un des premiers donateurs mondiaux en matière d'assistance humanitaire et d'aide au développement. Nous entendons l'appel à amplifier immédiatement l'action de lutte contre l'Ebola. Nous entretenons de longue date des relations avec tous les pays concernés et nous avons un solide partenariat avec le Libéria, tant sur le plan bilatéral que comme

Président de la formation Libéria de la Commission de consolidation de la paix, parallèlement au partenariat avec les États-Unis pour le New Deal du Libéria en matière de consolidation de la paix et d'édification de l'État.

Sur le plan bilatéral, depuis avril la Suède a versé 4,4 millions de dollars aux trois pays les plus touchés, surtout par l'entremise de partenaires tels que International Rescue Committee, Médecins Sans Frontières, Action contre la faim et la Croix-Rouge suédoise. L'Agence suédoise de coopération internationale au développement achève actuellement la préparation d'un versement additionnel de 13 millions de dollars en réponse à l'appel du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, destiné principalement à l'UNICEF, à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et aux Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies. Nous soutenons aussi un coordonnateur de l'OMS en Sierra Leone, et nous recherchons les moyens de faciliter le logement du personnel médical international à Monrovia et peut-être aussi à Freetown.

En raison de la conjoncture parlementaire actuelle en Suède, où depuis lundi dernier nous avons un gouvernement intérimaire, il n'est pas certain que des contributions additionnelles puissent être décidées ou annoncées ces prochains jours. Mais nous avons clairement l'ambition d'offrir des contributions élevées très bientôt.

La Suède voudrait insister sur l'importance de veiller à ce que les systèmes nationaux de santé des pays en question soient généralement renforcés en parallèle avec les activités d'urgence à court terme. La crise a aussi mis en lumière d'autres fragilités de ces pays qu'il faut suivre de près et corriger. Nous devons garder à l'esprit les implications potentielles de la crise pour la paix et la sécurité, considérant que les trois pays les plus touchés sont sous la supervision de la Commission de consolidation de la paix. Et, enfin, nous devons identifier les jalons à marquer et les mesures clefs à prendre durant la transition d'après urgence. Qu'aucun nouveau vide ne se matérialise.

Pour terminer, la Suède continuera de se tenir aux côtés des pays touchés et annoncera de nouvelles mesures de soutien importantes à la première occasion.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant d'Israël.

M. Prosor (Israël) (*parle en anglais*) : Je vous remercie d'avoir organisé cette importante séance, Monsieur le Président. La présence ici, tout à l'heure, du Secrétaire général, du docteur David Nabarro et de Mme Margaret Chan reflète le souci et l'engagement politiques de faire face à l'épidémie d'Ebola. Israël est fier de se joindre à d'autres nations en tant que coauteur de la résolution 2177 (2014) adoptée aujourd'hui.

Le philosophe et médecin juif Maïmonide a dit qu'un médecin doit traiter non seulement la maladie, mais aussi le patient qui souffre. Les souffrances en Afrique de l'Ouest sont immenses. L'épidémie d'Ebola a tué des milliers de personnes et de nouveaux cas sont signalés chaque jour. Nous ne devons jamais perdre de vue le fait que, derrière les chiffres et statistiques stupéfiants, il y a des personnes qui souffrent, et leurs familles qui souffrent aussi. Nous assistons à une crise qui frappe les pays touchés, le continent africain et la communauté internationale.

Les maladies ne distinguent pas entre nations et nationalités. Une crise sanitaire dans un pays peut facilement s'étendre à d'autres pays de la région et souvent bien au-delà. À moins que nous ne coordonnions nos interventions et n'investissions davantage de ressources dans la lutte contre cette maladie, l'épidémie d'Ebola continuera de s'étendre. Elle menace déjà de déstabiliser une région déjà fragile. Écoles et lieux de travail sont fermés, et il est presque impossible de recevoir des soins médicaux quelconques parce que l'Ebola a paralysé le système. Dès qu'un nouveau centre de traitement est ouvert, il est immédiatement rempli au-delà de sa capacité d'accueil. Patients et familles font la queue à l'extérieur, implorant de l'aide. Les agents sanitaires postés en première ligne sont infectés et meurent. En bien des endroits, la peur et l'incompréhension ont cédé la place à la colère, à l'hostilité, voire à la violence.

Une crise mondiale appelle une intervention mondiale. Nous savons que ce virus peut être maîtrisé. Des épidémies d'Ebola sont survenues en Afrique plus de 20 fois au cours des 40 dernières années, et chaque fois elles ont été maîtrisées. La communauté mondiale dispose des outils et du savoir-faire pour sauver des milliers de vies, mais notre réponse à tous a été jusqu'ici insuffisante. Les populations de la Guinée, du Libéria et de la Sierra Leone attendent notre aide. Ils comptent sur nous pour obtenir plus d'agents sanitaires, d'équipement et de fournitures médicales.

Israël est fier de jouer son rôle. La foi juive enseigne *tikkun olam*, l'obligation pour tout un chacun de rendre le monde meilleur. Israël prend à cœur ce message et a été au fil des ans parmi les premiers pays

à répondre quand les catastrophes frappent. D'Haïti au Ghana et tout dernièrement aux Philippines, Israël est venu en aide à des dizaines de pays. Israël est prêt à se joindre à l'équipe spéciale chargée de la lutte contre l'épidémie d'Ebola. Parallèlement, nous avons alloué des fonds d'urgence à la Sierra Leone et fourni du matériel médical à l'Éthiopie. Nous nous sommes aussi coordonné avec l'Organisation mondiale de la Santé et envoyé des experts en santé publique et en maladies infectieuses au Cameroun. Nous avons formé des dizaines de médecins, d'infirmières et autre personnel médical de six hôpitaux différents à la manière de prévenir et de contenir la maladie. Les agences non gouvernementales israéliennes s'apprêtent maintenant à envoyer une autre équipe en Sierra Leone.

Le moment est venu pour une action internationale. Des dizaines de milliers de vies et l'avenir de l'Afrique de l'Ouest sont en jeu. Chaque pays, si petit soit-il, a un rôle à jouer dans la lutte contre l'épidémie d'Ebola. Nous nous trouvons à la croisée des chemins. Pour notre génération, les objectifs de santé et de développement fixés à l'échelle internationale, qui semblaient inatteignables sont maintenant à notre portée. Dans le même temps, nous devons régler des problèmes santé mondiaux qui menacent de nous ramener des décennies en arrière. C'est maintenant ou jamais qu'il nous faut substituer l'ambition à l'apathie. C'est maintenant ou jamais qu'il faut aider les pays à devenir les architectes de leurs propres systèmes de santé plutôt que d'être des victimes. C'est maintenant ou jamais qu'il faut nous unir pour vaincre la maladie et renforcer les systèmes de santé dans le monde pour que cette tragédie ne se répète plus.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Uruguay.

M. Koncke (Uruguay) (*parle en espagnol*) : L'Uruguay félicite la présidence du Conseil de sécurité d'avoir convoqué la présente séance sur un problème si important et urgent.

Ma délégation fera une brève déclaration, compte tenu du temps limité.

Premièrement, au nom de mon gouvernement, j'exprime mes condoléances aux familles des victimes et à leurs gouvernements. Nous tenons aussi à souligner l'importance de la résolution 2177 (2014), qui a été adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité avec un nombre historique de coauteurs.

L'Uruguay est conscient de l'importance et de la gravité que représente l'évolution rapide de cette terrible maladie dans la région ouest-africaine, et aussi de son ampleur e et de ses effets dans le monde, qui pourraient rapidement s'aggraver. L'ampleur de cette tragédie dans la région touchée détruit non seulement la vie et la santé de ses populations, mais menace aussi le tissu social, l'économie et l'existence même des États qui ne possèdent pas l'infrastructure ou les moyens adéquats pour contenir l'épidémie.

Nous sommes particulièrement préoccupés par les effets dévastateurs que cette maladie a sur les femmes, du fait des charges qui sont les leurs au sein des familles et des communautés. Voilà pourquoi la lutte contre cette maladie requiert une riposte conjointe de la communauté internationale. À cet égard, l'Uruguay salue et apprécie à sa juste valeur l'action menée par l'Organisation des Nations Unies, particulièrement l'Organisation mondiale de la Santé, et d'autres organisations déjà présentes sur le terrain, et par les États Membres qui ont promis des fonds et du personnel pour contrer cette menace.

Nous savons certes que la situation est plus ou moins grave, mais nous observons avec une vive préoccupation l'apparition d'un nouveau foyer d'Ebola en République démocratique du Congo, où notre pays a déployé un contingent de près de 1200 hommes. Cela a sensibilisé notre pays à ce problème de fond, notamment à la nécessité d'envisager un système approprié pour l'évacuation des malades et le traitement de cette maladie inconnue dans notre pays.

À cet égard, l'Uruguay réaffirme son engagement de maintenir son personnel déployé dans la zone de mission malgré les graves risques que fait courir l'épidémie d'Ebola, et s'engage à collaborer par tous les moyens pour lutter contre cette maladie et ses conséquences, dans la mesure de ses possibilités.

C'est dans cet esprit que mon pays a coparrainé la résolution adoptée aujourd'hui.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à l'Observateur permanent de l'Union africaine.

M. António (*parle en anglais*) : Je voudrais saisir cette occasion pour, au nom de la Commission de l'Union africaine (UA), vous féliciter, Monsieur le Président, de l'accession des États-Unis à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois, et de votre initiative de convoquer la présente séance sur le fléau d'Ebola qui sévit en

Guinée, au Libéria et en Sierra Leone, provoquant une crise aux proportions alarmantes.

Je voudrais aussi remercier tous les membres du Conseil d'avoir voté à l'unanimité pour la résolution 2177 (2014), et remercier tous les États Membres qui l'ont coparrainée.

Je voudrais saluer la présence parmi nous des Ministres qui ont aussi fait de riches et très pénétrantes déclarations. Je voudrais saluer la présence parmi nous de la Directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé, et celle de M. Nabarro, Coordonnateur principal du système des Nations Unies pour l'Ebola.

Depuis l'apparition du terrible virus Ebola en Afrique de l'Ouest en décembre 2013, les citoyens des pays touchés vivent dans une profonde inquiétude. Commerçants, fermiers et travailleurs de la santé ne peuvent plus vaquer à leurs occupations quotidiennes sans peur de l'inconnu. Ceci est encore plus difficile pour les pays qui sortent d'un conflit et qui sont engagés sérieusement dans la voie de la réintégration, de la réinsertion et de la reconstruction de leur tissu social. Le retard pris dans le développement économique est encore plus inquiétant.

Au-delà des pays touchés, c'est tous les pays de la région de l'Afrique de l'Ouest qui sont constamment en alerte et à l'écoute des informations actualisées qui leur parviennent. Parce qu'Ebola est un virus extrêmement meurtrier, des tendances à la méfiance et des mentalités d'assiégés ont fait leur apparition au sein des familles et des communautés. Je tiens à reprendre ce qu'a dit la Présidente de la Commission africaine, Mme Nkosazana Dlamini-Zuma, dans sa déclaration à la réunion d'urgence du Conseil exécutif de l'Union africaine, tenue le 8 septembre :

> « L'action menée pour prémunir les zones non touchées est la bonne réponse, mais elle ne doit pas être menée d'une manière qui renforce l'isolement et jette l'opprobre sur les victimes, les communautés et les pays ».

L'incidence sur les échanges transfrontières et sur la sécurité alimentaire est aussi critique, parce que les gens ne peuvent pas faire du commerce et labourer leurs champs, ce qui entraîne une hausse des prix des denrées alimentaires. On ne saurait trop insister sur l'importance des mesures préventives pour enrayer la propagation d'Ebola et éviter une catastrophe économique. Des mesures doivent donc être prises pour que les agriculteurs puissent continuer d'aller aux champs et pour venir en aide aux commerçants, dont la majorité sont des femmes.

La crise d'Ebola a mis en lumière la faiblesse des systèmes de santé publique de l'Afrique en général, ce qui justifie donc l'appel lancé par diverses institutions de l'Union africaine en faveur d'un accès universel et d'établissements de santé publique efficaces et centrés sur la personne. La Stratégie africaine de la santé pour 2007-2015 a identifié comme obstacle majeur au progrès le fait que les systèmes de santé sont trop faibles et souffrent d'un manque de ressources. Cela est particulièrement vrai pour ce qui est des pays sortant d'un conflit.

Face à des situations désespérées, il faut prendre des mesures de dernier recours. Nous ne pouvons plus temporiser face à cette maladie. C'est maintenant qu'il faut agir. C'est pourquoi la Commission de l'Union africaine a défini deux approches prioritaires. La première est axée sur l'urgence et la deuxième sur le long terme. L'approche urgente porte sur la création d'un fonds de santé publique d'urgence géré par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), depuis le début de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest. De plus, le Fonds d'assistance humanitaire et le Département des affaires politiques se sont engagés à apporter une contribution financière à l'Union africaine. L'approche à long terme face à la crise provoquée par le virus Ebola a donné lieu à la mise en place d'un Centre africain de contrôle et de prévention des maladies chargé de procéder à des dépistages précoces. Nous nous attachons également à accélérer l'opérationnalisation du Centre africain pour le contrôle des maladies afin de pouvoir partager les informations sur l'évolution de la maladie et de mettre en œuvre une riposte coordonnée efficace.

Ainsi, le 21 août, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a autorisé le déploiement immédiat sous la direction de l'Union africaine d'une mission humanitaire militaire et civile conjointe composée de médecins, d'infirmiers et autre personnel paramédical chargée de faire face à la situation d'urgence provoquée par l'épidémie d'Ebola. Utilisant l'infrastructure des opérations d'appui à la paix, le Centre d'appui de l'Union africaine à la lutte contre l'épidémie d'Ebola déploie des volontaires civils et militaires de tout le continent pour veiller à contenir l'épidémie. Cette opération devrait durer six mois et les volontaires changer tous les mois. L'objectif est de combler les lacunes existantes au niveau des efforts internationaux. L'opération sera menée en coopération avec l'OMS, le Bureau de la coordination

des affaires humanitaires, les Centres de contrôle et de prévention des maladies des États-Unis, le Centre de contrôle et de prévention des maladies de l'Union européenne, et d'autres organismes déjà sur le terrain.

La Commission a également sollicité l'assistance de l'OMS, du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions avec lesquels elle travaille à lever la fermeture des frontières en mettant en place des mesures sanitaires et en procédant au dépistage des passagers dans les aéroports de Monrovia, Freetown et Conakry. L'objectif est d'ouvrir ces aéroports aux vols humanitaires et commerciaux. Par ailleurs, les services médicaux ont mis en place à Addis-Abeba un plan d'urgence en vue de renforcer la riposte des services médicaux d'urgence de l'Union africaine pour le personnel infecté de l'Union africaine ou des États membres de l'Union africaine.

J'appelle également l'attention du Conseil sur les changements apportés au mandat et au réapprovisionnement du Fonds spécial d'assistance d'urgence dans les situations de sécheresse et de famine en Afrique de l'Union africaine, relativement à l'épidémie d'Ebola. Dernièrement, le Sous-comité du Fonds spécial d'assistance d'urgence dans les situations de sécheresse et de famine en Afrique du Comité des Représentants permanents et son Sous-Comité sur les réfugiés, les rapatriés et les déplacés d'Afrique ont ouvert un dialogue visant à identifier les moyens d'harmoniser les fonctions de ces deux sous-comités et à apporter les changements nécessaires à leurs mandats compte tenu de l'évolution récente de la situation sur le continent. Il faut noter que le Sous-comité du Fonds spécial d'assistance d'urgence dans les situations de sécheresse et de famine en Afrique a mis des fonds à la disposition des trois pays les plus touchés en donnant une large interprétation au mandat du fonds.

Je voudrais, avant d'en arriver à ma conclusion, rappeler que si les évaluations et les analyses sont très utiles, je ne saurais trop insister sur l'importance pour nous d'être à l'écoute et de répondre aux réalités du terrain. Aujourd'hui, nous avons entendu un témoignage très personnel et très fort de Jackson Niamah, de Médecins Sans Frontières à Monrovia. Il y a une autre histoire que j'ai moi-même entendue, celle d'un médecin travaillant sans relâche dans un service de lutte contre l'Ebola et qui a obtenu de bons résultats. Le malheur, c'est que les chercheurs avec qui il travaille n'ont pas sa détermination à sauver des vies. Tandis que nous continuons la lutte contre la maladie d'Ebola, ces exemples devraient motiver et focaliser nos efforts.

Je tiens enfin à réaffirmer que l'Union africaine continuera d'assurer la coordination et l'harmonisation adéquates de l'ensemble des stratégies de processus de mise en œuvre afin d'atteindre l'objectif recherché sur notre continent. Conscients du fait qu'aucun pays ne peut lutter seul contre l'épidémie d'Ebola, nous tenons à remercier les États Membres partenaires, les organisations intergouvernementales, les organisations non gouvernementales et les organisations de la société civile pour leurs contributions et leurs efforts sur le terrain. Nous tenons à souligner tout particulièrement l'annonce faite aujourd'hui par le Secrétaire général du déploiement d'une mission d'urgence dans la région, mais n'oublions pas que face à l'Ebola, ensemble nous serons forts, divisés nous serons affaiblis. Pire encore, divisés, nous risquons d'échouer.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Espagne.

M. González de Linares Palou (Espagne) (*parle en espagnol*) : La crise d'Ebola est devenue bien plus qu'une grave épidémie. De par sa croissance exponentielle et ses conséquences sur l'ordre public, l'économie et la situation politique des pays touchés, cette crise pose une menace pour la stabilité et la sécurité de toute l'Afrique de l'Ouest, voire du monde. C'est pourquoi ce débat est très opportun, de même que la résolution 2177 (2014) dont l'Espagne s'est portée coauteur.

Notre riposte doit être immédiate et coordonnée sous la direction de l'ONU et des organisations régionales. Elle doit viser à appuyer les initiatives des États touchés. C'est pourquoi nous accueillons avec satisfaction l'initiative prise par le Secrétaire général de mettre en place une mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola.

Il existe trois grands défis. Le premier consiste à fournir des soins aux malades; le deuxième consiste à fournir des soins à ceux qui s'occupent des malades; et le troisième défi est de veiller à ce que les structures sanitaires, mais aussi sociales, économiques et sécuritaires des pays touchés ne s'effondrent pas. Je vais ajouter un quatrième défi; il est peut-être évident, mais je me dois de le mentionner. Il faut éviter d'isoler les pays touchés. La marginalisation et la stigmatisation sont contreproductives. Elles sont non seulement

totalement inutiles, mais elles retardent également les mesures de riposte à l'épidémie.

L'Espagne est particulièrement sensibilisée à cette crise en raison de sa proximité géographique et de ses liens étroits avec l'Afrique de l'Ouest. Nous pouvons beaucoup aider; c'est ce que nous faisons et nous sommes disposés à faire bien plus. Je vais citerquelques exemples de ce que nous faisons dans les trois domaines mentionnés.

C'est ce que nous faisons. Nous avons envoyé des tonnes de fournitures médicales et sanitaires, des équipements de protection, de désinfection et d'isolement, une unité d'intervention d'urgence et des experts dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de la logistique dans différents centres médicaux au Libéria, en Sierra Leone et en Guinée.

Parmi ceux qui s'évertuent à apaiser les souffrances des victimes se trouvent pour le moment une trentaine de ressortissants espagnols qui dispensent des soins aux personnes infectées par le virus Ebola. Il s'agit d'une petite illustration des efforts que nous déployons en collaboration avec de nombreux autres travailleurs humanitaires originaires de nombreux autres pays.

Nous sommes conscients qu'il y a des besoins logistiques et de formation et nous nous employons à y répondre. Nous sommes notamment particulièrement attentifs aux besoins en matière de protection. Nous avons participé à une des premières évacuations sanitaires, celle de deux travailleurs humanitaires, et nous avons établi un protocole détaillé que nous pouvons mettre à la disposition de l'ONU et des pays intéressés.

Notre pays compte également, hélas, la première victime, le père Miguel Pajares, dont je me souviens avec émotion et gratitude pour l'action humanitaire qu'il a mené jusqu'aux derniers jours de sa vie. S'agissant de faire en sorte que les États touchés puissent continuer d'assurer une protection et des soins de santé de base à leurs citoyens, il est vrai que l'effondrement de leurs systèmes de soins de santé entraîne une hausse des décès liés à des maladies courantes. Malheureusement, les taux de mortalité maternelle et infantile dans ces pays augmentent de nouveau car les besoins associés sont négligés maintenant que tous les efforts sont axés sur la lutte contre le virus Ebola. Nous continuerons d'apporter une aide en vue d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région et de renforcer les capacités sanitaires des pays que j'ai mentionnés dans les domaines de l'eau et de l'assainissement.

Il est également essentiel d'empêcher que l'épidémie ne se propage aux pays voisins. Nous avons l'intention d'intensifier notre appui aux dispositifs d'intervention nationaux dans les pays limitrophes, à savoir le Sénégal, le Mali, la Mauritanie, le Niger, mais aussi la Côte d'Ivoire et le Nigéria. Nous travaillerons en outre au sein de l'Union européenne pour nous assurer qu'elle intensifie ses efforts dans ce domaine. Cela exigera bien entendu des ressources financières supplémentaires, que nous sommes prêts à fournir. Notre action sera coordonnée au niveau international et nos capacités intégrées au plan d'intervention de l'Organisation mondiale de la Santé.

Pour terminer, je tiens à rendre sincèrement hommage à toutes les victimes et aux personnes qui travaillent en première ligne pour lutter contre cette maladie. À la Guinée, au Libéria et à la Sierra Leone, j'exprime notre solidarité face à la tragédie qu'ils connaissent. Nous sommes déterminés et ne doutons pas que, ensemble, nous surmonterons cette crise et que ces pays pourront retrouver le chemin de la paix et de la prospérité pour lesquelles ils ont œuvré ces dernières années.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Italie.

M. Lambertini (Italie) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général pour ses remarques et Mme Chan et M. Nabarro pour leurs exposés. Je salue également l'initiative de la présidence, assumée par les États-Unis, qui a conduit à l'adoption aujourd'hui de la résolution 2177 (2014). L'Italie est très heureuse de s'en être portée coauteur.

L'Italie s'associe pleinement à la déclaration faite par l'observateur de l'Union européenne et souhaite faire quelques remarques à titre national.

L'épidémie d'Ebola est plus qu'une crise sanitaire. Elle est déjà devenue une situation d'urgence humanitaire plus vaste qui a de terribles répercussions sociales, économiques, politiques et en matière de sécurité. Nous sommes extrêmement préoccupés par la gravité de la situation et suivons de près son évolution. Nous mobilisons également des institutions publiques et privées pour aider les pays frappés par le virus et empêcher que la maladie ne se propage davantage.

Pour l'heure, il est absolument essentiel de prendre des mesures résolues et collectives pour arrêter l'épidémie qui constitue bel et bien une menace mondiale pour la sécurité. Nous ne laisserons passer aucune occasion dans le cadre de notre présidence actuelle de l'Union européenne, au sein des groupes de travail du Conseil de l'Union européenne chargés des affaires humanitaires et des questions de développement, pour approfondir le débat, sensibiliser les États membres de l'Union européenne et mobiliser des ressources supplémentaires pour lutter contre le virus Ebola de manière efficace et concertée. Les ministres de la santé des États membres de l'Union européenne se réuniront à Milan les 22 et 23 septembre pour coordonner la riposte.

Le Gouvernement italien appuie l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) depuis le début de la crise, en faisant une première contribution de 200 000 euros en avril pour les activités menées par l'OMS à Conakry, en Guinée. Un montant additionnel de 240 000 euros a récemment été versé. En outre, nous venons d'approuver une action bilatérale, qui sera menée en partenariat avec des organisations non gouvernementales italiens présentes sur le terrain et l'Institut national Lazzaro Spallanzani pour les maladies infectieuses à Rome pour prévenir et traiter la maladie à virus Ebola par le renforcement des capacités des systèmes nationaux de santé des pays touchés et en leur fournissant une assistance technique ainsi qu'en informant le public au sujet des modes de transmission de la maladie. Très prochainement, la Coopération italienne pour le développement mènera de nouvelles initiatives pour un montant maximal estimé à 4 millions d'euros, en fonction de la situation sur le terrain.

Nous avons entendu ce que le Secrétaire général a dit aujourd'hui et ce qu'il nous a demandé. Nous considérons que l'expertise de l'Italie dans le domaine de la biosécurité pourrait être un atout pour lutter contre la crise d'Ebola. Nous sommes prêts à continuer d'examiner, au cas par cas, les détails techniques et financiers d'éventuelles opérations conjointes en vue de l'évacuation sanitaire du personnel international.

Pour terminer, je voudrais saluer les efforts extraordinaires déployés par les travailleurs humanitaires et les agents de santé en contact direct avec les malades, qui continuent de travailler dans les pays touchés, en mettant leur propre vie en danger. Je salue également les efforts considérables faits par les pays touchés, qui sont les plus durement frappés par cette tragédie.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Burundi.

M. Shingiro (Burundi) : Comme c'est la première fois, Monsieur le Président, que je prends la parole sous votre présidence, permettez-moi, dès l'entame de mon propos, de vous remercier d'avoir convoqué, à point nommé, cette importante réunion sur la crise d'Ebola. Permettez-moi également de vous féliciter pour votre accession à la présidence du Conseil pour le mois de septembre. Soyez assuré de l'entière coopération de la délégation burundaise durant tout votre mandat. D'ailleurs, les signes précurseurs d'un succès retentissant sont déjà là, en témoigne votre leadership inégalé dans l'action que vous menez contre la crise d'Ebola.

De même, ma délégation accueille favorablement la tenue prochaine de consultations de haut niveau sur la crise d'Ebola, le 25 septembre, ainsi que la récente nomination de M. David Nabarro, Coordonnateur principal du système des Nations Unies pour Ebola, et de son adjoint.

Tout naturellement, je me dois de me féliciter de l'adoption, cet après-midi, de la résolution 2177 (2014) sur la crise d'Ebola. Le Burundi est très fier de s'être porté coauteur de cette résolution.

Tout comme les autres pays africains, nous sommes très préoccupés par la propagation rapide du virus Ebola tel que cela a été d'ailleurs brillamment décrit par M. Nabarro lors de la réunion informelle du Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix tenue le 8 septembre et à laquelle ma délégation a activement participé. Nous estimons en effet qu'au rythme actuel des choses, le degré de mobilisation de la communauté internationale autour de cette crise qui frappe le continent africain n'a pas encore atteint le niveau escompté, d'autant plus que la maladie semble se propager plus vite que les efforts consentis pour la combattre.

L'heure est grave, très grave même. La communauté internationale doit passer sans attendre à l'action de façon plus structurée, plus coordonnée, pour sauver les vies humaines en danger. Attendre jusqu'à demain sera trop tard car la maladie risque de se propager au-delà même du continent. La probabilité que ce soit ainsi est déjà élevée.

On ne le dira jamais assez, l'ampleur de la flambée du virus Ebola exige de la communauté internationale une riposte plus énergique, et cela va demander davantage de ressources et de compétences

médicales dans les pays, mais aussi plus de préparation aux niveaux régional et sous-régional. Au-delà de la dimension régionale, les principaux partenaires de développement qui soutiennent les interventions dans les pays affectés doivent se préparer à redoubler d'efforts pour accroître de façon substantielle leur assistance.

Entre-temps, nous estimons qu'une participation plus importante des communautés locales est essentielle pour une réponse efficace. En effet, si les communautés de base prennent les choses en main, s'approprient la lutte, en particulier dans les zones rurales et semi-rurales, et mettent en place leurs propres solutions et des mesures de protection, sous l'encadrement des services de santé publique, la transmission du virus Ebola pourrait sensiblement diminuer.

Pour leur part, les pays déjà touchés et les pays voisins doivent s'efforcer à nouveau de mobiliser les communautés et d'améliorer la communication afin que les gens sachent comment éviter l'infection et sachent surtout ce qu'ils doivent faire s'ils craignent d'avoir été en contact avec le virus.

Sur le plan de la consolidation de la paix, les risques de voir reculer les acquis déjà enregistrés dans les pays affectés et qui figurent à l'ordre du jour de la Commission de consolidation de la paix augmentent de jour en jour. La communauté internationale doit à cet effet redoubler d'efforts pour assister les pays dont les capacités de faire face à ce fléau sont extrêmement limitées.

S'agissant des mesures à entreprendre contre la crise d'Ebola, la communauté internationale se doit d'éviter tout isolement des pays affectés, car cela risquerait de faire plus de mal que de bien. Nous devons éviter de mettre dans le même sac l'isolement des personnes affectées et l'isolement des pays touchés, qui sont deux choses diamétralement opposées et qui sont loin de se compléter.

À notre humble avis, isoler ces pays serait synonyme de les priver d'un accès à l'aide humanitaire de base, et une telle mise en quarantaine pourrait avoir un impact très néfaste sur les économies déjà fragiles des pays affectés qui dépendent en partie de l'extérieur pour l'approvisionnement en certains produits de première nécessité. Afin de soutenir l'action mondiale contre la flambée actuelle d'Ebola en Afrique, nous lançons un appel vibrant aux pays voisins des pays affectés pour qu'ils acceptent généreusement d'ouvrir des corridors humanitaires pour faciliter le transport et l'arrivée à destination du personnel international et des fournitures dans les pays touchés.

La panique généralisée créée par la crise d'Ebola dans les pays affectés ne permet pas aux populations de vaquer normalement à leurs activités quotidiennes de production, ce qui fait qu'à la longue, nous risquons de faire face à une crise alimentaire, qui viendrait s'ajouter à celle du virus Ebola que vivent ces populations en ce moment précis.

Pour conclure, ma délégation souhaiterait joindre sa voix à celles des autres délégations qui l'ont précédée pour remercier les pays qui ont déjà accepté de porter assistance à ces trois pays durement touchés.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Estonie.

M. Kolga (Estonie) (*parle en anglais*) : Je voudrais, pour commencer, remercier le Conseil de sécurité et sa présidence d'avoir convoqué aujourd'hui un débat public sur cette question urgente. Je salue également l'adoption ce jour de la résolution 2177 (2014), dont je suis fier que l'Estonie ait pu compter parmi les coauteurs.

L'Estonie s'associe pleinement à la déclaration prononcée tout à l'heure par l'observateur de l'Union européenne.

L'épidémie d'Ebola a déjà coûté la vie à plus de 2 400 personnes et touché des millions de personnes – alors qu'elle n'a même pas encore atteint son paroxysme. La moitié des cas se sont déclarés ces trois dernières semaines. Il ne s'agit pas seulement d'une urgence sanitaire, mais également d'une crise humanitaire et d'une question de sécurité mondiale. L'heure est maintenant à l'action internationale, et je suis heureux de constater que cette action prend forme ici-même aujourd'hui.

Je voudrais exprimer des vifs remerciements à tous les travailleurs de la santé, qui sont en première ligne, pour leurs inlassables efforts et le courage dont ils font preuve afin de mettre un terme à cette crise. Ils effectuent leur travail dans des conditions extrêmement difficiles. Plus de 120 travailleurs de la santé ont perdu la vie, et plus de 240 ont été infectés à ce jour. Ce nombre élevé de travailleurs sanitaires infectés a également des répercussions sur les systèmes de santé des régions ravagées. La nécessité de renforcer le secteur de la santé s'affirme au fil des jours, d'autant que le nombre de cas augmente plus vite que notre aptitude à les prendre en charge. Les graves pénuries

de personnel médical qualifié, d'installations sanitaires, de fournitures médicales et de sensibilisation des communautés à l'Ebola doivent être nos priorités de premier ordre. L'Organisation mondiale de la Santé a appelé à accroître l'allocation de ressources humaines dans les régions touchées.

Nous nous félicitons de l'établissement, par le Secrétaire général, d'une initiative de coordination à l'échelle du système des Nations Unies, afin d'appuyer les efforts des pays touchés pour endiguer la propagation du virus. Nous apprécions grandement le travail déjà effectué et nous encourageons à continuer de privilégier les stratégies efficaces et les partenariats humanitaires. Nous accueillons favorablement également le projet de créer une cellule de crise consacrée à l'Ebola afin de coordonner l'action contre ce virus mortel, et de tout faire pour endiguer sa propagation dans les pays de l'Afrique de l'Ouest.

Comme cela a déjà été dit aujourd'hui, tous les pays, si petits soient-ils, peuvent jouer un rôle. L'Estonie, qui a déjà versé 60 000 euros à l'Organisation mondiale de la Santé, a décidé de fournir 40 000 euros supplémentaires, portant ainsi sa contribution à 100 000 euros. Nous allons également dépêcher un médecin dans l'une des régions sinistrées afin de concourir au travail primordial dans le secteur de la santé. Je peux assurer les pays touchés que nous allons œuvrer activement, au sein de l'Union européenne et avec ses autres États membres, à envisager toutes les options afin d'atténuer l'isolement croissant des zones de la région.

Si cette situation persiste, ses conséquences pourraient être désastreuses, non seulement en termes de vies humaines mais également s'agissant de l'extrême pauvreté, de l'insécurité alimentaire, des déplacements forcés et du risque de voir le virus se propager à d'autres pays. La situation est désormais à deux doigts de se transformer en catastrophe humanitaire. Nous pouvons endiguer l'épidémie d'Ebola, mais, pour ce faire, il faut une intervention internationale concertée. La communauté internationale doit agir dès maintenant si nous voulons éviter un désastre humanitaire. Nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas agir.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Norvège.

Mme Stener (Norvège) (*parle en anglais*) : L'épidémie d'Ebola a des répercussions catastrophiques sur les pays touchés et sur toute la région. Ce qui, au départ, était une crise sanitaire a désormais des dimensions politiques, sociales, économiques, humanitaires et sécuritaires. La Norvège se félicite donc que les États-Unis aient eu l'initiative de cette très importante séance.

Malgré des efforts obstinés, le virus continue de se propager rapidement. Nous avons tous sous-estimé la gravité de l'épidémie d'Ebola. À présent, nous devons tous intensifier notre intervention. Nous devons en faire davantage, et nous devons le faire au plus vite. Les communautés locales, et les personnels de santé et travailleurs humanitaires nationaux s'acquittent de la plus grande partie du travail. Ils subissent une immense pression, et ils ont besoin de notre appui, ce qui inclut de veiller à leur sécurité. Il en va de même pour le personnel international – sur le terrain et médical.

Médecins Sans Frontières mérite d'être loué pour sa réaction rapide et modulaire. Un leadership affirmé et des efforts concertés sont importants. Nous appuyons les priorités énoncées dans la Feuille de route de l'Organisation mondiale de la Santé. La Norvège accueille favorablement l'initiative du Secrétaire général visant à mettre en place la nouvelle Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola. Nous nous félicitons de la participation active de l'Union africaine. Nous nous faisons l'écho des appels lancés par les Gouvernements du Libéria, de la Guinée et de la Sierra Leone visant à maintenir les échanges commerciaux et les liaisons aériennes avec les régions touchées.

En outre, force est de reconnaître que les femmes sont particulièrement à risque, du fait de leur responsabilité en matière de soins tant dans les foyers que dans les hôpitaux. Jusqu'à deux tiers des victimes sont des femmes. Dans le cadre de la lutte contre Ebola, nous devons donner la priorité à la protection des femmes et des enfants.

Les Gouvernements de la région et l'ONU ont appelé à des mesures immédiates. La Norvège a répondu à cet appel en triplant sa contribution. Au total, notre contribution s'établit désormais à plus de 13 millions de dollars. Ces fonds viendront appuyer les efforts de l'ONU, de l'Union africaine et de plusieurs autres organisations non gouvernementales.

En conclusion, à l'heure même où nous débattons du virus Ebola ici aujourd'hui, des gens sont en train de mourir sur le terrain. Nous avons les moyens d'empêcher cette épidémie de se propager encore davantage. Nous

devons honorer cette responsabilité. C'est maintenant qu'il faut agir.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Botswana.

M. Nkoloi (Botswana) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de nous permettre de prendre part à ce débat. Nous aimerions féliciter les États-Unis d'avoir pris la tête de cette action en attirant l'attention du monde sur cette épidémie. Nous applaudissons également le Secrétaire général pour son engagement dans la lutte contre l'épidémie. Aussi sommes-nous fiers d'être l'un des coauteurs de la résolution 2177 (2014) adoptée ce matin.

La population botswanaise est vraiment préoccupée par cette flambée épidémique. Le virus Ebola est apparu dans la région ouest-africaine de notre continent avec une régularité effrayante. Même si les cas de maladie à virus Ebola sont signalés sur le sol ouest-africain, nous sommes conscients que celle-ci a le potentiel de s'attaquer à l'ensemble du continent et au-delà. L'épidémie d'Ebola n'est pas juste une épidémie, c'est un désastre sur le plan humanitaire et une catastrophe en devenir. L'étendue de la catastrophe peut se mesurer non seulement en termes humains, mais également dans la peur qu'elle inspire à ceux qu'elle touche.

Alors que nos chers frères et sœurs d'Afrique de l'Ouest continuent à lutter contre ce fléau, nous ne laissons pas d'être extrêmement conscients que son endiguement représente une tâche monumentale. C'est la raison pour laquelle, par conséquent, nous nous devons de travailler au coude à coude, en enfants du même sol, avec l'aide de la communauté internationale, pour faire face à cette pandémie avec toutes les ressources que nous pouvons avoir à notre disposition. Nous partageons la douleur et la souffrance de ceux qui sont victimes de la maladie. En notre qualité de voisin régional de l'Afrique de l'Ouest, nous savons que les épidémies comme l'épidémie d'Ebola ne connaissent ni frontières ni réglementations frontalières.

Au cours des dernières semaines nous avons vu avec horreur s'accumuler les images de ceux qui sont devenus victimes de ce fléau, y compris de mères et d'enfants, et nous savons que ce virus est rapide, soudain, et qu'il est grave. Nous demeurons préoccupés par le fait que, à tout moment, il peut frapper avec précision et ravager des populations entières, tant qu'il n'est pas contenu. Au moment où nous parlons, on estime à plus de 3 500 personnes le nombre de personnes infectées, dont plus de 1 900 sont mortes. Dans ce nombre se trouvent des membres des catégories les plus vulnérables, c'est-à-dire des femmes et des enfants.

À cet égard, le Gouvernement botswanais a décidé en août 2014 d'apporter une aide financière à la Guinée, au Libéria et à la Sierra Leone afin d'assister ces pays dans leur lutte contre la maladie. Nous espérons que ce modeste geste humanitaire de bonne volonté et de compassion contribuera notablement à favoriser le déploiement des ressources et du savoir-faire nécessaires à la lutte contre cet effroyable virus et à son élimination à terme.

Nous trouvons encourageante l'avalanche des témoignages de soutien de la communauté internationale, notamment des organisations humanitaires, de la société civile, des experts médicaux et des personnes de bonne volonté, mais nous savons qu'il faut faire encore bien davantage. Tant que perdure la maladie, nous tenons à appeler toutes les parties prenantes à apporter leur pierre. Nous nous félicitons de l'initiative prise par l'Union africaine à l'appui des pays ouest-africains dans l'épidémie d'Ebola, dans le cadre de laquelle elle a envoyé une équipe d'experts médicaux dans les pays touchés.

Nous saluons le plan du Secrétaire général visant à mettre en place dans un délai de six à neuf mois des centres d'assistance en cas de crise pour la lutte contre le virus Ebola de façon à maîtriser et arrêter la propagation du virus. Nous estimons en effet que ce plan est aussi pragmatique qu'opportun. Nous tenons à féliciter en outre le Secrétaire général d'avoir nommé le Coordonnateur principal du système des Nations Unies pour l'Ebola, le docteur David Nabarro, et son adjoint, M. Anthony Banbury.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Nouvelle-Zélande.

M. McLay (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : Les États Membres ont coutume de remercier la présidence du Conseil d'avoir convoqué une séance importante, mais cela se prête tout particulièrement au débat public d'aujourd'hui, dans le cadre duquel de tels remerciements ont une résonance toute spéciale. La Nouvelle-Zélande complimente donc les États-Unis de leur initiative de convoquer ce débat d'importance critique sur une crise sans précédent de par son ampleur, son incidence et la menace potentielle qu'elle représente

pour la paix et la sécurité internationales. Nous notons avec satisfaction que nous venons d'adopter la première résolution jamais adoptée relativement à une urgence sanitaire (résolution 2177 (2014)), et dont la Nouvelle-Zélande se réjouit d'être l'un des coauteurs.

Il n'est pas nécessaire de répéter l'évidence, en dehors d'un fait essentiel, alarmant : le virus Ebola continue d'avoir des incidences dévastatrices en Afrique de l'Ouest, à commencer par la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone, et nécessite une réponse internationale coordonnée d'une ampleur considérable, 20 fois plus importante que celle que nous avons à l'heure actuelle, comme on vient de nous le dire il y a peu. Cela s'avère nécessaire si nous voulons appuyer les pays touchés et les pays à risque.

Le 8 juillet dernier, dans cette salle, nous avons entendu le Chef d'alors du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest, le Représentant spécial du Secrétaire général Saïd Djinnit, nous mettre en garde au sujet de la propagation alarmante du virus Ebola, en dépit de certains succès d'endiguement initiaux (voir S/PV.7213). La Nouvelle-Zélande se félicite de la poursuite de ces séances d'information des bureaux régionaux, qui permettent d'appeler l'attention du Conseil sur des menaces naissantes telles que celle-ci. Nous nous félicitons également de l'action des Nations Unies face à Ebola au cours des dernières semaines, y compris la mission d'urgence annoncée par le Secrétaire général et la création d'un Centre opérationnel de crise. Nous remercions Mme Chan de l'aperçu détaillé qu'elle nous a donné du plan d'action international de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

L'intervention internationale visant à mettre fin à de nouvelles transmissions du virus Ebola et à empêcher une propagation plus large du virus doit être rapide, elle doit être pragmatique, et elle doit bénéficier d'un soutien politique au plus haut niveau. Ce niveau de soutien politique est, au demeurant, patent, je le pense, vu l'importance de la participation à la séance d'aujourd'hui. La Nouvelle-Zélande sait gré aux pays qui ont déjà apporté d'importantes contributions et à ceux qui ont pris de nouveaux engagements financiers aujourd'hui, et notamment à l'appui apporté par l'OMS, l'UNICEF, Médecins Sans Frontières et d'autres.

Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a également, bien sûr, autorisé la première mission humanitaire de l'Union africaine de tous les temps dans les pays touchés, dans ce qui est un acte louable de solidarité africaine. Il convient d'appuyer énergiquement cette action, tout comme toute autre action régionale.

La Nouvelle-Zélande a bien entendu le message, prononcé haut et clair, que ce dont nous avons besoin, c'est d'une mobilisation internationale, de contributions financières importantes, de ressources et d'une aide spécialisées. La Nouvelle-Zélande est au milieu d'une élection générale, qui se tiendra demain, heure de Nouvelle-Zélande. Toutefois, l'une des premières tâches de notre nouveau gouvernement sera d'examiner d'urgence un ensemble d'options quant à ce que nous pouvons faire pour contribuer davantage à l'intervention internationale. Je dois préciser que, en dépit des contraintes inhérentes à notre position constitutionnelle actuelle, j'ai reçu la nouvelle, alors que nous nous trouvions ici, que mon ministre avait approuvé une nouvelle contribution financière importante à l'OMS.

Le mois dernier, des infirmiers néo-zélandais spécialement formés ont été déployés dans la sous-région touchée pour apporter leur contribution aux efforts de lutte, en collaboration avec l'équipe conduite par la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR). Outre ce déploiement de spécialistes, la Nouvelle-Zélande a fourni un financement à la FICR, à l'UNICEF et à l'OMS, dont la contribution supplémentaire dont je viens de faire état.

La Nouvelle-Zélande est certes loin, géographiquement, de l'Afrique de l'Ouest, mais nous sommes déterminés à apporter notre pierre pour que les gouvernements et les peuples de la sous-région, en particulier les Guinéens, les Libériens et les Sierra-Léonais, reçoivent l'appui international dont ils ont besoin – l'appui international qu'ils méritent – pour pouvoir maîtriser l'épidémie et empêcher cette peste des temps modernes de ce propager davantage. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Malaisie.

Mme Adnin (Malaisie) (*parle en anglais*) : Je voudrais saisir cette occasion pour vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que les États-Unis, de la convocation du présent débat. Je souhaite également remercier le Secrétaire général, Ban Ki-moon, le Coordonnateur principal du système des Nations Unies pour l'Ebola, le docteur David Nabarro, la Directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé

(OMS), Mme Margaret Chan, et M. Jackson Niamah, de Médecins Sans Frontières, de leurs exposés.

Je voudrais tout d'abord présenter les plus sincères condoléances de ma délégation aux familles et amis de tous ceux qui ont péri dans l'épidémie d'Ebola. La Malaisie rend hommage aux braves médecins et professionnels de la santé qui participent en grand nombre aux efforts inlassables de lutte contre cette maladie mortelle.

L'ampleur de l'épidémie d'Ebola est extraordinaire. La situation ne fait que s'aggraver puisque cette maladie mortelle dépasse les frontières nationales et a de graves répercussions sur l'activité socioéconomique et les conditions de sécurité des pays touchés. Aucun pays ne pourrait relever à lui seul les lourds défis posés par cette épidémie. Cette crise sanitaire constitue une menace mondiale, qui appelle une riposte mondiale.

La Malaisie salue les contributions faites et les engagements pris par divers pays pour combattre cette pandémie. Toutefois, les mesures prises jusqu'à présent sont insuffisantes. La communauté internationale doit en faire davantage pour inverser la tendance actuelle. Le débat public d'aujourd'hui arrive à point nommé, au moment où nous prenons des mesures supplémentaires pour faire face à cette crise.

La Malaisie est également préoccupée par le fait que l'épidémie pourrait annuler les gains réalisés en matière de consolidation de la paix dans les trois pays qui sont inscrits à l'ordre du jour de la Commission de consolidation de la paix, à savoir le Libéria, la Sierra Leone et la Guinée. En ces heures difficiles, nous ne devons pas abandonner ou isoler les pays touchés. Ma délégation convient avec les intervenants que nous devons œuvrer de concert pour coordonner et mobiliser des ressources en vue d'interventions humanitaires adéquates sur le terrain et d'une lutte efficace contre l'épidémie.

À ce stade, il est essentiel de garantir aux pays touchés un appui durable et coordonné au niveau international. Il importe également que tous les organismes des Nations Unies continuent d'agir au lieu de réagir, de coordonner leurs activités et de faire preuve de souplesse afin de relever les défis sans précédent posés par cette épidémie mortelle.

Cette semaine, la Malaisie a répondu aux appels en faveur de contributions internationales, en particulier aux témoignages des autorités médicales qui ont indiqué que la pénurie de gants médicaux en caoutchouc constituait un problème dans le contexte de la lutte contre l'épidémie. Le 15 septembre, le Premier Ministre malaisien, Dato'Sri Mohd Najib bin Tun Haji Abdul Razak, a remis un lot de 11 conteneurs de 20,9 millions de gants médicaux en caoutchouc, destinés aux pays touchés. Le Libéria, la Sierra Leone et la Guinée recevront chacun trois conteneurs de gants médicaux, dont chacun contient 1,9 million de gants. La République démocratique du Congo et le Nigéria recevront chacun un conteneur. Ces gants seront transportés de la Malaisie vers les principaux ports de chacun de ces pays le plus rapidement possible.

La Malaisie espère sincèrement que cette contribution modeste aidera à prévenir la propagation du virus Ebola et à sauver des vies. Nous continuerons à suivre de près la situation pour voir dans quelle mesure nous pouvons aider les pays touchés, dans l'immédiat ou à long terme.

Ma délégation se félicite de l'issue de ce débat sous la forme de la résolution 2177 (2014), dont la Malaisie s'est portée coauteur. Je tiens à assurer le Conseil du plein appui et de la pleine coopération de la Malaisie, qui est prête à travailler en étroite collaboration avec tous les partenaires pour lutter contre l'épidémie d'Ebola.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Allemagne.

M. Thoms (Allemagne) (*parle en anglais*) : La propagation sans précédent du virus Ebola dans certaines parties de l'Afrique de l'Ouest est une catastrophe humanitaire de grande ampleur pour cette région. Elle menace en outre la stabilité politique et économique de l'Afrique, en particulier en Sierra Leone, en Guinée et au Libéria. L'Allemagne est et reste engagée en faveur de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) en tant que pays fournisseur de personnel de police. Je voudrais saisir cette occasion pour saluer le travail accompli par la MINUL pendant ces jours difficiles.

L'Allemagne souscrit pleinement à la déclaration du Conseil selon laquelle l'ampleur extraordinaire de l'épidémie d'Ebola en Afrique constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales. Nous sommes confrontés à une crise qui appelle une riposte globale, rapide et déterminée de la part de l'ONU et de tous ses Membres. Par conséquent, la menace que représente le virus Ebola sera l'une des questions prioritaires qui seront examinées durant la réunion des Ministres des affaires étrangères du Groupe des Sept qui se tiendra

à New York la semaine prochaine et pendant toute la durée de la présidence allemande du Groupe des Sept.

L'Allemagne salue l'initiative du Secrétaire général de créer une Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola. Il est crucial d'assurer une riposte rapide. L'Armée de l'air allemande va transporter des articles et du personnel médical et humanitaire dans la région. Les forces armées allemandes fourniront du matériel à un centre de traitement de la maladie à virus Ebola au Libéria, d'une capacité allant jusqu'à 50 lits. Nous sommes en train d'identifier des organisations partenaires qui ont l'expertise nécessaire afin d'accroître la capacité de ce centre.

Jusqu'à présent, l'Allemagne a annoncé une contribution de plus de 23 millions de dollars à la lutte contre l'épidémie d'Ebola. Ces fonds ont été mis à la disposition de l'Organisation mondiale de la Santé et des organisations non gouvernementales humanitaires, dont Médecins Sans Frontières. En outre, l'Allemagne fournit des fonds à l'Institut Bernhard Nocht de médecine tropicale et à l'Institut Robert Koch, qui ont des centres de diagnostic en Afrique de l'Ouest et ont déployé 17 épidémiologistes de la région. Aujourd'hui, le Ministre des affaires étrangères, M. Frank-Walter Steinmeier, a décidé d'allouer un montant supplémentaire de 5 millions d'euros à titre d'aide humanitaire.

En vue d'une riposte à moyen terme, l'Allemagne finance les travaux de mise au point de vaccins et de nouvelles thérapies contre le virus Ebola et a versé 6 millions d'euros supplémentaires pour la fourniture d'articles médicaux et d'autres articles.

Enfin, l'Allemagne, avec les pays partenaires, est en train de procéder à une évaluation des capacités d'évacuation médicale adéquates disponibles. Il ne fait aucun doute qu'il s'agit d'un facteur susceptible de renforcer la volonté du personnel de santé international d'être déployé dans les régions touchées par le virus Ebola.

L'Allemagne est prête à participer à la coalition internationale de riposte au virus Ebola.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Colombie.

M. Ruiz (Colombie) (*parle en espagnol*) : Monsieur le Président, je vous remercie d'avoir convoqué ce débat public pour examiner la question de la tragédie grave causée par la flambée de la maladie à virus Ebola, que l'Organisation mondiale de la Santé a qualifiée d'urgence de santé publique de portée internationale.

Je voudrais également saisir cette occasion pour présenter les condoléances les plus sincères du peuple et du Gouvernement colombiens aux familles des victimes de cette grave tragédie et à leurs gouvernements respectifs.

La Colombie est consciente des efforts énormes consentis par les autorités nationales des États touchés, qui, en dépit de leurs meilleures intentions, ont été dépassées par l'ampleur et la virulence d'une maladie à laquelle on n'a pas prêté assez attention et qui n'a pas fait l'objet de recherches suffisantes jusqu'à présent. Étant donné la dimension humaine de la crise, les répercussions sur les pays touchés et le risque que la maladie se propage au-delà de l'Afrique de l'Ouest, nous devons apporter notre plein appui et nous engager en faveur des initiatives internationales visant à faire face à cette crise.

Comme l'a indiqué le Secrétaire général, ce n'est pas en entravant la circulation des personnes, en supprimant les vols ou en isolant ces pays que nous réglerons cette crise. La solution passe par l'éducation et la coopération, par une orientation stratégique qui permet d'assurer une riposte globale à la maladie, par le rétablissement des services de santé et par des mesures structurelles favorables au développement économique et social à long terme.

La Colombie, en signe de solidarité avec les États et les peuples de la région, va apporter une contribution de 100 000 dollars aux efforts internationaux visant à faire face à cette crise et dépêcher des équipes médicales sur le terrain.

La Colombie se félicite de la nomination par le Secrétaire général du docteur David Nabarro en tant que Coordonnateur principal du système des Nations Unies pour l'Ebola. Nous l'assurons de notre ferme appui et l'encourageons à travailler en étroite collaboration avec les États de la région, l'Organisation mondiale de la Santé et les autres organismes du système des Nations Unies.

Si nous voulons réussir à contenir l'épidémie d'Ebola, traiter les personnes infectées, assurer la prestation des services de santé, préserver la stabilité et prévenir l'apparition de nouveaux foyers, nous devons mener une action coordonnée qui respecte le principe d'appropriation et le leadership national des États touchés dans le contexte de la riposte à la crise, de la

définition des besoins et de la répartition des tâches afin d'éviter les chevauchements d'activités. La Colombie estime que pour remédier à cette situation, il faut mettre l'accent sur la mise en place et le renforcement des capacités des institutions nationales de santé, dans le cadre d'un plan visant au développement économique et social à long terme.

Certes l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest risque d'éroder la stabilité et la cohésion sociale de certains des pays concernés, mais cette situation ne saurait être qualifiée de menace à la paix et à la sécurité internationales en général. Comme l'a dit le Secrétaire général, pour tout ce qui a trait à la santé publique, il faut s'appuyer sur la coopération et l'engagement politique résolu de toute la communauté internationale, et la Colombie estime, par conséquent, que l'Assemblée générale devrait également se saisir de la question.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Nicaragua.

Mme Rubiales de Chamorro (Nicaragua) (*parle en espagnol*) : Tout d'abord, je voudrais remercier le Secrétaire général, le Dr David Nabarro et Mme Margaret Chan de leurs exposés très complets et de l'engagement dont ils font preuve sur ce dossier, qui concerne toute la communauté internationale dans son ensemble.

Je remercie la présidence du Conseil de sécurité d'avoir convoqué cette séance importante à l'heure où nos frères et sœurs africains sont aux prises avec une violente épidémie, celle du virus Ebola, qui menace de décimer des communautés et des villages entiers, et face à laquelle la communauté internationale doit agir sans délai afin de sauver le plus grand nombre de vies possible et d'empêcher que la situation actuelle ne se transforme en une catastrophe humanitaire, comme le souligne la mise en garde lancée par l'Organisation mondiale de la Santé. Outre les pertes en vies humaines et au-delà de la tragédie humanitaire qu'elle représente, cette terrible épidémie s'accompagne d'effets pervers sur l'économie et l'infrastructure qui vont frapper à plus ou moins long terme les pays concernés. La sécurité alimentaire, les systèmes de santé, les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement risquent de s'effondrer si nous n'apportons pas une aide immédiate et solidaire aux pays frères touchés.

Notre pays dispose de peu de moyens économiques, mais il détient la ressource la plus précieuse qui soit, le capital humain, que nous sommes disposés à dépêcher sur place, avec d'autres équipes, pour aider à surmonter cette urgence humanitaire aux conséquences imprévisibles. Nous voulons rendre hommage au travail de l'OMS et au Bureau de la coordination des affaires humanitaires, et saluer l'initiative du Secrétaire général de créer la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola. Nous remercions également tous les pays frères qui fournissent déjà une aide par l'envoi d'équipes médicales, d'équipement, de dons, de fonds et de moyens logistiques et d'évaluation, et qui aujourd'hui se sont engagés à contribuer à cet important effort qui montrera que la communauté internationale peut agir de façon unie, en toute bonne foi et sans délai pour sauver des vies face à une catastrophe humanitaire.

C'est pourquoi nous nous sommes portés coauteurs de la résolution 2177 (2014) que vient d'adopter aujourd'hui le Conseil de sécurité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Mali.

M. Kassé (Mali) : Les États-Unis d'Amérique ont la réputation d'être à l'avant-garde. Monsieur le Président, vous venez de le prouver une nouvelle fois en organisant cette importante séance sur le virus Ebola, après celle que votre pays a organisé ici dans cette même salle en janvier 2000 sur le sida (voir S/PV.4087). Je vous félicite pour la manière remarquable dont vous dirigez les travaux du Conseil de sécurité pour ce mois de septembre et la place que vous réservez à l'Afrique dans votre agenda.

Prenant la parole à ce stade, je me limiterai à souligner que la maladie à virus Ebola n'est pas nouvelle dans la région d'Afrique, mais l'épidémie qui frappe aujourd'hui la région ouest de notre continent est sans précédent en termes de propagation, de nombre de personnes affectées et de victimes.

Le Mali avec les pays frères touchés s'efforce aux plans bilatéral, sous-régional et régional de mettre en oeuvre les mesures préconisées au niveau des instances régionales africaines. Aujourd'hui, le Mali se joint à la communauté internationale afin de contribuer à la réponse internationale appropriée pour faire face à cette redoutable épidémie. Le Mali se félicite de l'initiative des plus hautes autorités américaines et se réjouit de la forte mobilisation autour de cette initiative prometteuse. Nous demandons de passer urgemment et de façon coordonnée aux actions appropriées car le virus Ebola n'attend pas et n'a pas besoin de formalité pour passer d'un pays à un autre, d'une région à une autre partout dans le monde.

Le Mali appuie la création de la mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola, proposée par le Secrétaire général. Cette mission des Nations Unies ne devrait pas être une mission de plus. Enfin, le Mali s'est porté coauteur de la résolution 2177 (2014) qui vient d'être adoptée à l'unanimité et qui doit être d'urgence mise en oeuvre.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Sénégal.

M. Sylla (Sénégal) : Je voudrais, à l'entame de mon propos, vous dire, Monsieur le Président, tout le plaisir qui m'anime de voir votre pays assumer les hautes et estimées charges de Président du Conseil de sécurité, et vous réitérer, à cette occasion, tout le soutien de ma délégation.

Par ma voix, ma délégation voudrait réaffirmer ses sincères remerciements à l'endroit des membres du Conseil de sécurité pour l'heureuse initiative de la résolution 2177 (2014), dont l'adoption permettra à coup sûr de mieux mobiliser les efforts et moyens de la communauté internationale en faveur des pays touchés par l'épidémie.

Déjà lors du dernier Sommet États Unis-Afrique, S. E. M. Macky Sall, Président de la République du Sénégal, avait alerté la communauté internationale sur le fait que l'épidémie d'Ebola n'était pas seulement une affaire africaine mais mondiale car ignorant les frontières. Fort heureusement, cet appel a reçu un écho favorable et nous nous en félicitons. Qu'il me soit également permis de saluer vivement les efforts et mécanismes de protection sanitaire déjà mis en place par les États de la sous-région ouest-africaine affectés par cette terrible épidémie. Je voudrais aussi associer à ces remerciements les partenaires internationaux, notamment les autres États et les organisations de la société civile, qui ont apporté leur concours précieux aux pays affectés par l'épidémie. Je voudrais à cet égard réaffirmer tout le soutien du Sénégal aux pays frères et amis touchés par l'épidémie d'Ebola et leur réitérer toute notre disponibilité à oeuvrer au renforcement du partenariat mondial en matière d'urgence sanitaire et à la mise en place de corridors humanitaires.

Il faut dire que dès l'apparition, le 21 mars 2014, de cette épidémie dans la sous-région ouest-africaine, le Sénégal a mis immédiatement en place une stratégie de prévention et de surveillance épidémiologique, assortie d'un plan de communication et de sensibilisation. Cette stratégie s'est révélée particulièrement efficace, car, à ce jour, il n'y a aucun cas de patient sénégalais atteint du virus Ebola sur le territoire national. Le seul cas importé a été rapidement pris en charge par les médecins et structures sanitaires sénégalais et ce patient est aujourd'hui totalement guéri du virus et sa vie préservée. Toutes les personnes qui étaient en contact avec ce cas importé ont été mises sous observation depuis 21 jours et le test s'est révélé, fort heureusement, négatif.

Nous réaffirmons qu'il est nécessaire, au regard des solides liens qui unissent l'ensemble des pays de notre sous-région de renforcer notre unité d'action, avec le soutien, bien évidemment, de la communauté internationale, et d'oeuvrer ensemble afin de vaincre cette épidémie. Je puis assurer le Conseil de la pleine disponibilité du Gouvernement sénégalais à coopérer avec la communauté internationale afin de juguler cette crise exceptionnelle qui requiert une réponse à la mesure de sa gravité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Guyana.

M. Talbot (Guyana) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué l'important débat d'aujourd'hui, et vous félicite du leadership dont a fait montre votre pays dans la riposte mondiale à la crise de l'Ebola. Nous remercions de leurs exposés le Secrétaire général, M. Nabarro, M[me] Chan et M. Niamah. Nous saluons et apprécions l'énorme effort déployé par le système des Nations Unies dans son ensemble, en particulier l'Organisation mondiale de la Santé, et par les pays qui se sont ralliés pour relever ce défi.

Le Guyana se joint à ce débat pour dire sa préoccupation au sujet de la meurtrière épidémie d'Ebola qui frappe l'Afrique de l'Ouest, exprimer sa solidarité avec les pays touchés, en particulier la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone, et exprimer son appui à la robuste riposte de la communauté internationale.

À cet égard, nous sommes heureux de coparrainer la résolution 2177 (2014) et nous nous félicitons de son adoption. Nous attendons aussi avec intérêt de connaître l'action que l'Assemblée générale doit décider de mener à ce sujet demain.

L'actuelle épidémie d'Ebola, d'une échelle et d'une vitesse de propagation sans précédent, est la plus vaste épidémie du genre dans l'histoire. La crise apporte avec elle une pléthore de défis qui requièrent une riposte multidimensionnelle et multisectorielle aux niveaux national, régional et international. Outre

ses évidentes incidences en matière de santé publique, le Secrétaire général a appelé l'attention sur les importantes dimensions politique, sociale, économique, humanitaire, logistique et sécuritaire de cette crise. On prend note avec préoccupation du risque qu'elle inverse les gains engrangés en matière de consolidation de la paix et de développement.

Les gouvernements des pays touchés s'efforcent vaillamment de répondre à la crise et d'enrayer la propagation de la maladie. À ce stade, toutefois, étant donné la multiplication du nombre de cas et de décès, il est devenu nécessaire, voire impératif, que la communauté internationale mobilise une riposte coordonnée dont l'ampleur et la vitesse soient à la hauteur d'un défi aussi énorme. Le Guyana appuie tous les efforts allant dans ce sens, et nous nous joignons à l'appel lancé en faveur d'une allocation accélérée de ressources pour aider les pays touchés et empêcher que la maladie se propage à d'autres pays.

À cet égard, notre délégation appuie aussi l'initiative du Secrétaire général de créer la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola. Pour ce qui le concerne, le Gouvernement guyanais réfléchit à ce que doit être une contribution appropriée dans le conterte de la riposte mondiale.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République unie de Tanzanie.

M. Khamis (République unie de Tanzanie) (*parle en anglais*) : La Tanzanie vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué cette importante séance pour débattre de l'épidémie d'Ebola en Afrique.

Nous nous félicitons aussi de l'adoption, aujourd'hui, de la résolution 2177 (2014) – message politique fort adressé par le Conseil dans le cadre de la riposte collective visant à enrayer l'épidémie. La Tanzanie a coparrainé la résolution en signe d'appui et de solidarité, et aussi pour exprimer sa sympathie à ceux qui ont succombé à ses effets mortels. Nous nous engageons à nous tenir à leurs côtés face à cet énorme problème de santé.

Nous voudrions rendre hommage aux États Membres, aux organisations régionales, au système des Nations Unies, au secteur privé, à la société civile et aux individus pour leurs interventions diverses face à la crise de l'Ebola. Nous pensons que quand on veut, on peut.

L'adoption de la résolution 2177 (2014) est une contribution positive aux efforts en cours. L'épidémie d'Ebola donne une idée de la nature vicieuse et de la force destructrice de la maladie. Les prévisions relatives à sa propagation et ses conséquences sont inquiétantes et appellent de notre part une riposte immédiate et collective.

Les déclarations faites aujourd'hui au Conseil et ailleurs sont vraiment encourageantes. Tout ce qui reste à faire, c'est de traduire ces déclarations en actes et d'effacer l'Ebola de la surface de la terre une fois pour toutes. Les victoires de l'humanité, en particulier celles dues aux membres permanents du Conseil de sécurité, nous permettent d'espérer que le virus mortel de l'Ebola peut être contenu et éliminé.

Les victimes de l'épidémie d'Ebola méritent notre sincère sympathie et notre appui. L'isolement des victimes et l'opprobre jeté sur elles, notamment par le biais des restrictions en matière de transport, sont vraiment regrettables. Nous devons tous faire tout le nécessaire pour éviter de décider de telles mesures, car cela revient à ajouter l'insulte à l'injustice.

L'épidémie d'Ebola a mis en lumière la fragilité qui persiste sur le continent africain, et qui existe aussi dans d'autres régions de la planète. Tandis que nous orientons nos efforts vers l'élimination de l'épidémie de l'Ebola à court et moyen termes, nous devrions aussi, à long terme, viser à renforcer les capacités des secteurs sanitaire et humanitaire de faire face aux grandes épidémies comme celle d'Ebola.

En juin, à la vingt-troisième session ordinaire du sommet de l'Union africaine à Malabo, S. E. le Président Kikwete a indiqué que la République-Unie de Tanzanie était prête à appuyer les interventions dont l'Union africaine est le fer de lance, ainsi que celles de la communauté internationale, notamment celles entreprises par le système des Nations Unies. Notre engagement et notre détermination subsistent : nous continuerons d'œuvrer avec les partenaires afin de renforcer le niveau de préparation face à l'épidémie d'Ebola.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne la parole au représentant de la Guinée équatoriale.

M. Ndong Mba (Guinée équatoriale) (*parle en espagnol*) : Lorsqu'on prend la parole après tant d'autres, tout ce qui reste à faire c'est d'être bref et de s'associer aux déclarations positives qui ont été faites. Nous avons un proverbe en espagnol qui dit qu'il n'est jamais trop

tard pour bien faire, même après de si nombreuses pertes en vie humaines.

Ces paroles font suite aux expressions de solidarité dont nous sommes témoins depuis ce matin, à l'appui massif annoncé par les États-Unis d'Amérique, à l'initiative du Secrétaire général et à l'adoption de la résolution 2177 (2014) que nous avons tous coparrainée, avec l'appui unanime des membres du Conseil.

Le moment est venu maintenant de joindre les actions aux paroles. Je voudrais recommander ici de ne pas laisser l'Organisation mondiale de la Santé et l'UNICEF s'occuper seules de ce problème. D'autres institutions des Nations Unies, comme le Programme alimentaire mondial et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, doivent aussi être impliquées, car il ne s'agit pas seulement d'un problème de santé, mais aussi d'un problème de nutrition et d'alimentation, étant donnée la situation qui prévaut dans ces pays.

La République de Guinée équatoriale croit fermement, comme l'a affirmé son Président, Obiang Nguema Mbasogo, en la solidarité africaine et, en fait, en la solidarité avec le monde entier. C'est pour cette raison que lundi dernier, à l'occasion de la remise des prix à des scientifiques du Pérou, du Burkina Faso et de la République islamique d'Iran, Son Excellence a affirmé que nous ne pouvons isoler les pays victimes de l'Ebola. Nous ne pouvons pas isoler les souffrances humaines. Dans un premier temps, la République de Guinée équatoriale avait fermé ses frontières et suspendu ses vols afin de procéder aux préparatifs internes à nos frontières et dans nos aéroports, mais nous les avons rouverts une fois prises les mesures de contrôle nécessaires. Notre compagnie aérienne nationale, CEIBA, reprendra bientôt ses vols vers tous les pays que nous desservons en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.

J'ai l'honneur de saisir cette occasion pour annoncer que le Président de la République de Guinée équatoriale a décidé de verser une contribution de 2 millions de dollars à l'Organisation mondiale de la Santé pour lutter contre l'Ebola. La Guinée équatoriale étant un petit pays aux ressources limitées, notre chef d'État et de gouvernement croit qu'il faut être solidaire. Nous croyons qu'il faut faire le maximum pour appuyer les efforts déployés pour aider les pays touchés, car le virus Ebola ne touche pas que le Libéria, la Guinée et la Sierra Leone; c'est plutôt une épidémie, une pandémie qui peut se répandre comme un feu de forêt et à n'importe quel moment dans plusieurs pays. C'est un problème non seulement pour l'Afrique, mais pour le monde entier. C'est pourquoi nous tous, grands et petits pays, devons aider autant que possible nos pays frères et prendre toutes les mesures préventives nécessaires.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à Mme Chan.

Mme Chan (*parle en anglais*) : Je tiens d'abord à remercier la présidence du Conseil de sécurité d'avoir organisé ce débat opportun sur l'Ebola. Je remercie également les membres du Conseil et les représentants des autres pays qui sont intervenus aujourd'hui pour exprimer leur appui, politique et autre, y compris pour ce qui est des ressources humaines, des compétences, des équipements et du matériel militaire. Tout ceci est très utile aux efforts déployés en faveur des trois pays touchés – Guinée, Sierra Leone et Libéria – en solidarité avec eux et sous leur leadership national. L'appui unanime accordé à la résolution 2177 (2014) – qui a rallié 130 coauteurs – est sans précédent. Je remercie le Conseil pour son expression de solidarité.

Je suis également émue par l'appui accordé par nombre des personnes ici présentes à l'initiative prise par le Secrétaire général de créer une mission des Nations Unies. L'ensemble du système des Nations Unies et ses divers organismes – notamment le Programme alimentaire mondial, l'UNICEF, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et d'autres, ainsi que des partenaires du secteur privé et de la société civile, et des organisations importantes telles que la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et Médecins Sans Frontières, feront tout leur possible pour agir avec rapidité, efficacité, à une grande échelle et sans faire double emploi. Nous attendons avec intérêt l'orientation continue du Conseil sur la voie à suivre. Œuvrons ensemble à éliminer l'épidémie d'Ebola du continent africain. Encore une fois, je remercie toutes les personnes ici présentes. Je suis émue par la solidarité manifestée à l'égard de ces pays.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie Mme Chan pour ses observations si émouvantes. Je crois qu'elle apprendra avec plaisir que quatre autres pays se sont portés coauteurs de la résolution 2177 (2014), ce qui sera dûment enregistré.

Je donne maintenant la parole au docteur Nabarro pour la conclusion de ce débat.

Le docteur Nabarro (*parle en anglais*) : Tout comme pour Mme Chan, c'est un privilège pour moi d'être ici en cette occasion historique. Je répondrai brièvement aux nombreuses observations que j'ai entendues aujourd'hui, et que je garderai en tête dans le cadre de la poursuite de nos travaux.

Premièrement, tous les intervenants, chacun à sa manière, sont bien conscients de la gravité de ce défi, car cette grande crise de santé publique a de nombreuses répercussions susceptibles d'être ressenties dans la région et dans le monde. Deuxièmement, cette séance a été une manifestation de solidarité avec les pays touchés. Et chacun est bien conscient des efforts que ces pays déploient par le biais des groupes de la société civile, des gouvernements et en partenariat avec d'autres. Nous voyons de plus en plus de signes de la volonté d'ouvrir ou de maintenir les relations aériennes et commerciales, et de solidarité entre les pays africains et entre l'Afrique et le reste du monde. Troisièmement, j'apprécie la façon dont les activités des différentes parties du système des Nations Unies sont valorisées, non seulement celles de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), mais aussi celles d'autres organismes des Nations Unies, comme l'a dit Mme Chan.

Plusieurs gouvernements ont saisi l'occasion de cette séance pour prendre des engagements généreux. Certains pays d'Afrique ont offert des contributions considérables à la riposte internationale. D'autres sont des donateurs plus traditionnels. Mais ce que j'ai vu aujourd'hui a été une expression d'appui extraordinaire du monde entier – une véritable coalition mondiale. J'ai également entendu des gouvernements se dire prêts à être coordonnés et dire leur confiance dans la capacité de l'ONU à faire office d'organe de coordination. En ma qualité de Coordonnateur principal du système des Nations Unies pour l'Ebola, j'ai eu grand plaisir à entendre cela. J'ai pris note de l'appui généralisé de presque tous les intervenants au plan historique du Secrétaire général et de la Directrice générale de l'OMS visant établir une mission de santé publique, la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola. Enfin, je crois que tout le monde ici veut que nous continuions à faire plus. Je me tais donc pour continuer mon travail.

Le Président (*parle en anglais*) : Il n'y a plus d'orateurs sur la liste. Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

La séance est levée à 19 h 50.